PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national du 2 mai 1958
Puteaux

Sommaire

Pierre Commin 1
Le président 1
Pierre Commin 2
Jean Charlot 2
Guy Mollet 11
Le président (Christian Pineau) 19
Félix Gouin 19
Granier 22
Antoine Mazier 26
Robert Verdier 29
Léon Boutbien 33
David (Indre-et-Loire) 39
Emile Roux (Loiret) 40
Lucien Coffin 42
Claude Fuzier 44
Hervé Mao 50
Charles-André Julien 52
Guy Mollet 55
Léon Boutbien 66
Pierre Commin 69
Guy Mollet 69

Séance du 2 mai 1958 (matinée)

Pierre Commin

Camarades, le groupe parlementaire et le Comité directeur se sont réunis tout à l'heure. La décision de convoquer le Conseil national a été immédiatement prise et sans discussion.

Bien entendu, cette décision ne comporte absolument aucun préjugé sur l'une ou l'autre des positions qui peuvent être prises par le Conseil national.

Le Conseil national est donc réuni et, pour la séance de ce matin, nous vous proposons le Bureau suivant :

Président - Gaston Defferre.

Assesseurs - Rochet, Indre-et-Loire ; Dreyfus, Isère Puéch, Orne.

S'il n'y a pas d'opposition, ces camarades sont invités à prendre place immédiatement à la tribune.

Le président

La parole est à Pierre Commin pour le programme des travaux.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Commin

Camarades, nous vous proposons le programme suivant pour le déroulement des travaux du Conseil national :
Ce matin, jusque vers 12 h 30, vous entendrez les rapporteurs, d'abord notre ami Charlot au nom du groupe parlementaire et notre ami Guy Mollet. Aussitôt après, la discussion générale sera ouverte et les camarades qui désirent intervenir dans le débat devront donc se faire inscrire immédiatement pour que nous puissions répartir le temps de parole d'une manière convenable.
De 15 h à 18h, suite de la discussion générale.
De 18 à 19h, réunion de la Commission des résolutions.
De 19 à 20h, rapport au nom de la Commission des résolutions et vote.
Alors, une question se pose : devrons-nous, à l'issue de nos travaux et après une suspension commencer ce soir la conférence d'information, ou, au contraire, la reporter à demain matin ?

Plusieurs voix - Demain matin.

Pierre Commin - Il semble qu'il y ait un accord assez général pour ne pas commencer ce soir la conférence d'information. Voulez-vous, alors, que nous disions qu'elle commencera demain à 9 h 30 ?

Le président - Je mets aux voix les propositions de Commin. Que ceux qui sont partisans de les adopter, le manifestent en levant la main ?
…
Epreuve contraire ?
…
Elles sont adoptées.
La parole est à Charlot.

Jean Charlot

Mes camarades, en l'absence de Maurice Deixonne, et assurant, par conséquent, l'intérim de la présidence du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, j'ai été hier soir, à 18 h 30, reçu par le président Pleven en compagnie de notre ami Courrière, Président du groupe au Conseil de la République.
Au cours d'une conversation qui a duré près de deux heures, j'ai pris le maximum de notes et c'est sur ces notes que je vais vous faire le compte-rendu de ce que nous a dit le président Pleven.
Je demanderai à mon ami Courrière de bien vouloir intervenir après moi, dans le cas ou j'aurais fait une omission qui, je vous le déclare par avance, serait bien involontaire.
Monsieur Pleven a commencé en ces termes :
"Si je dois faire un gouvernement, je ferai un gouvernement dur, car il devra faire face à des situations extraordinaires.

Fondation Jean-Jaurès

Je pense que, pour pouvoir être dur, il faut qu'il soit assuré d'un minimum de vie et tous les Partis qui y participeront prendront l'engagement moral de le faire durer par le vote de pleins pouvoirs en matière d'économie financière, administrative, pleins pouvoirs qui seraient attribués pour une durée d'un an.
Nécessité aussi que les formations politiques y participant soient représentées par des hommes dont la seule présence souligne l'accord réel intervenu.
Je pense qu'en premier lieu, il y a une nécessité absolue de rétablir la discipline dans tous les services administratifs. Il apparaît que celle-ci s'est particulièrement dégradée, et la dernière preuve en est la manifestation de la police.
Ma déclaration ne sera pas un catalogue avec lequel je promettrai du miel à toutes les catégories sociales du pays. Ce sera plutôt une déclaration brutale, disant au pays, sans pour cela provoquer la panique, les vérités qui s'imposent en recherchant plutôt à susciter un sursaut national.
Ma conviction profonde est que la France, en faisant face résolument à ses difficultés, est capable de les résoudre.
Ma déclaration ne porterait en réalité que sur trois questions fondamentales qui sont d'ailleurs liées et doivent être traitées dans un contexte politique global.
Ces trois questions sont :
Algérie - nous en parlerons tout à l'heure.
La situation économique et sociale
Elle est caractérisée par le fait qu'en huit mois, la dévaluation de 20% a été avalée ; nos exportations ne se développent que très peu et très lentement, alors que nos importations continuent à croître.
Si cette situation continue, la glissade du franc est inévitable et certains financiers, certains défenseurs d'intérêts parlent déjà d'une nouvelle dévaluation. Ce n'est pas ma politique. Je crois qu'il faut attaquer le mal par ses racines, et notamment, en premier lieu, juguler la hausse des prix. C'est la clef de tout.
Pour pouvoir réaliser cela, il faut agir dans toutes les directions en même temps et, grâce à une stricte justice dans la répartition des sacrifices, obtenir l'accord du bon sens populaire.
Pour arrêter la hausse des prix, il faut d'abord continuer à interdire l'inflation, d'où la nécessité de ne pas aggraver le déficit budgétaire et de maintenir l'impasse à un niveau maximum de 600 milliards. Si des dépenses se révèlent nécessaires pour l'Algérie ou pour toute autre raison d'intérêt national, des ressources correspondantes devront être demandées; elles devront l'être à la richesse acquise, aux revenus les plus élevés, à l'exclusion de tout ce qui pourrait atteindre les petits ou moyens salaires, ou influencer les cours du prix de la vie.
Si, comme je crois, certains contingentements sur la consommation sont nécessaires, et notamment sur des produits vendables à l'exportation, ou des produits sur lesquels des hausses scandaleuses ont été constatées, - il cite le vin en donnant des explications qui ne sont pas acceptées par Courrière - ces mesures seront prises.

Fondation Jean Jaurès

Je ne reculerai ni devant le rationnement, ni devant certaines mesures, comme par exemple l'interdiction, pour les touristes français de se diriger vers l'étranger, ou devant toutes mesures qui restreindraient les possibilités de dépenses des plus favorisées. "Ces énumérations ne sont pas limitatives, elles ne sont pas le tracé du contour d'un programme, mais elles expriment plutôt une tendance, une direction.
Aux travailleurs - et je m'efforcerai d'obtenir l'accord de leurs organisations syndicales - je demanderai de stopper l'augmentation de salaires jusqu'au 31 décembre.
Ceci s'applique en premier lieu au secteur privé. Je parle évidemment de salaires réels. Le fait que les prix aient été, dans beaucoup de cas, libérés, que, dans certaines industries, aucune résistance n'ait été opposée aux revendications de salaires, et d'autant moins que leurs directeurs en bénéficiaient et que, d'autre part, ces entreprises répercutaient immédiatement ces augmentations dans les prix, voilà des raisons de hausse pas toujours justifiées.
Le secteur nationalisé pose un problème plus difficile à cause des promesses faites par les gouvernements précédents, de certaines rencontres.
"Il ne faut pas compter sur moi pour accepter des augmentations de salaires qui m'obligeraient à augmenter le prix des services.
"Pour l'avenir, je m'efforcerai plutôt de rendre plus d'autonomie aux grandes entreprises qui constituent ce secteur de façon à ce que, chaque fois qu'une question de salaires se pose à l'une d'entre elles, elle n'entraîne pas des augmentations et perturbations dans tout le secteur nationalisé.
1% d'augmentation du secteur public coûte, à l'heure actuelle, 21 milliards. Voilà les vérités de la politique.
Nous arrivons à un moment où la saison va se trouver plus favorable pour les prix : diminutions pour les uns, plafonnements pour les autres, et j'estime ne pas demander à la classe ouvrière un sacrifice excessif en lui demandant de tenir jusqu'au 31 décembre sur le niveau actuel des salaires, étant bien entendu que notre action sur les prix et, s'il y a lieu, sur les bénéfices, ne permettra pas aux entreprises d'augmenter leur marge.
C'est d'ailleurs pour pouvoir agir ainsi que nous demandons les pouvoirs nécessaires.
La troisième question sur laquelle je concentrerai mon action, c'est l'Union française, qui est actuellement soumise à une sorte de force centrifuge qui risque d'amener rapidement la dislocation.
Ce n'est pas l'homme de Brazzaville qui peut ignorer cela. J'ai été frappé de ce que, lors des dernières élections togolaises, les arguments de ceux qui étaient en faveur du détachement avec la France, se fondaient beaucoup sur la fréquence de nos crises ministérielles. Ils disaient notamment : "Comment voulez-vous avoir confiance en un pays qui ne sait pas lui-même ce qu'il veut et qui n'a pas confiance dans ses dirigeants ?"
J'espère pouvoir rattraper l'affaire du Togo. J'appellerai Olopio (?) à Paris, si je suis investi, et converserai avec lui.
La situation est similaire à celle que j'ai connue à un moment-donné : la Côte

d'Ivoire était dans une situation semblable, et la situation se serait encore aggravée si je n'avais pu ramener à nous et à temps Houphouët et ses amis.
Il faut qu'au plus tard le 31 décembre, nous ayons réalisé la réforme de l'Union française et fait une grande déclaration d'intention."
Sur une demande de précision de ma part, Pleven précise : "La réforme de l'Union française ce n'est pas, pour moi, seulement la modification du titre 8, mais le vote de résolution très importantes, peut-être même de lois constitutionnelles.
Il peut être envisagé, par exemple, dans le but de renforcer les liens, de rattacher l'Union au pouvoir du Président de la République, en faisant participer à son élection les chefs des territoires." - Il se défend ensuite d'avoir un projet établi sur ce point et prétend n'avoir cité cela que comme un exemple de choses pouvant et devant peut-être être réalisées.
En tout cas, les solutions seront choisies en dehors de toute idée préconçue ; ce qui importe, c'est qu'elles soient acceptées par les populations des territoires qui devront être consultés avant que l'on propose ces réformes.
Pour moi, cette consultation doit être donnée essentiellement par les élus au Parlement français représentant ces territoires et les Vice-présidents des gouvernements de ces territoires. Il faut les considérer comme chefs de file pour obtenir une consultation de leurs mandants ; il faut le faire très vite, car, à l'heure actuelle, ces chefs sont persuadés que la collaboration avec la métropole est indispensable. Ils estiment qu'il faut vivre et que la France n'est pas une trop mauvaise nourricière, mais il est certain que le mot "indépendance" sonne bien à certaines oreilles, surtout parmi les jeunes.
C'est une course de vitesse ; j'estime difficile qu'elle puisse être gagnée, mais n'oublions pas que nous sommes non pas au dernier quart d'heure, mais aux dernières cinq minutes.
Algérie
J'ai préparé sur ce problème, - dit M. Pleven - une déclaration des principes qui doivent nous guider et sur lesquels il est possible de réunir une large majorité.
Pour lui donner plus de valeur d'engagement, j'ai tenu à la faire en 11 points, chacun précisant un problème déterminé.
Elle n'apporte pas de novations, mais je la présente sous un éclairage différent, et elle comporte un solennel appel au cessez-le-feu.
"Le gouvernement recherchera les rencontres nécessaires...." - Sur une intervention de Courrière, Pleven précise : "Oui, j'ai bien dit : les rencontres..."
Je me réfère, dit-il, aux déclarations de Guy Mollet. Je voudrais que ce texte soit voté par l'Assemblée, quel que soit le sort réservé au gouvernement. Si je communique ce texte aux Partis politiques, il va être immédiatement déchiqueté, déformé. Je ne l'ai donc fait lire qu'à MM. Guy Mollet et Pinay, mais vos amis Pineau et Lacoste, avec lesquels j'ai discuté, le connaissent parfaitement. Vos trois amis sont par conséquent à même de donner au Conseil national toutes précisions sur ce texte, je les laisse libres, car je sais que rien ne transpire de ce qui se dit au Conseil national..." (Rires)... - Et il ajoute : "J'ai fait ce texte et je désire son vote pour trois raisons :

La première, c'est que l'opinion publique voit clairement la politique de la France et se rende compte de notre bonne volonté ;
La deuxième, c'est que l'opinion publique étrangère, elle aussi, soit à même de bien connaître notre politique et soit à même de se rendre compte de notre bonne volonté ;
Et la troisième, c'est que cela incite la Tunisie et le Maroc à une reprise de contact plus confiante.
La fin de ma déclaration indique que la France n'emploiera pas de sécession ; j'ai employé ce mot, parce que les Américains ont fait une guerre très longue pour éviter la sécession ; ils savent donc parfaitement ce que cela veut dire.
Il n'y a donc rien, dans ce texte, qui soit en contradiction avec ce qu'ont fait Guy Mollet et Lacoste. Mais, j'ai pensé qu'il fallait profiter de la crise pour indiquer clairement le cap que prendrait le nouveau bateau.
La déclaration ministérielle ne portera que sur ces trois points.
Abordons les questions de procédure. J'ai eu l'idée de faire signer ma déclaration par les chefs des groupes politiques et, ensuite, obtenir son vote par une très grosse majorité qui définirait ainsi les principes d'une politique nationale et non pas les principes d'une politique gouvernementale.
Le président Le Troquer m'a expliqué que ce n'était pas constitutionnellement possible.
Je vais voir comment je pourrais séparer les deux choses. En tout cas, si je forme le gouvernement, ceux qui voteront l'investiture seront prévenus aussitôt et après celle-ci, et le vote de la motion devra intervenir, quitte même à mener le renversement immédiat du cabinet. Je lirai la motion avant ma déclaration ; constitutionnellement, on ne peut pas me l'empêcher, j'ai le droit, dans ma déclaration ministérielle, de dire ce que je veux et, par conséquent, de la séparer en deux parties bien distinctes. "
J'ai fait personnellement observer à M. Pleven, à ce moment, que son système présentait un danger, qui est celui-ci : c'est que si, à l'Assemblée, un certain nombre de ceux qui ont renversé le ministère Gaillard se retrouvaient pour combattre ou ne pas accepter la motion, ils seraient amenés à joindre leurs voix aux opposants du ministère pour d'autres raisons, et qu'ainsi, le refus de confiance pourrait faire apparaître à l'extérieur le refus d'accepter la politique commune proposée pour l'Algérie.
Monsieur Pleven a reconnu qu'il y avait là un danger, mais que c'était la raison pour laquelle il n'avait pas encore arrêté d'une façon formelle la méthode à suivre, mais qu'il la rechercherait avec ses collaborateurs.
Le président enchaîne et déclare : "J'en arrive à mon final.
Vous reconnaîtrez que j'ai une continuité de vue certaine, car je vous demande nettement,-comme je l'ai déjà fait, les deux fois où je me suis entretenu avec vous,- connaissant l'homme que je suis, que le Parti Socialiste m'accorde sa participation. J'ai voté constamment, depuis 1956, pour Guy Mollet, comme pour les gouvernements qui lui ont succédé.
Je ne suis pour rien dans la crise actuelle et je ne suis pour rien non plus dans les déclarations de la presse qui tend à rejeter les responsabilités sur le Parti

Socialiste.
Je me suis toujours efforcé de démontrer le contraire. Il y a des hommes qui peuvent faire un gouvernement sans les Socialistes, pas moi.
Le Parti Radical, dont je vais recevoir tout à l'heure le président, M. Daladier, va sans doute me parler de la réforme électorale. Je répondrai à celui-ci qu'arrondissementier convaincu, je pense que la loi actuelle a fait son temps et que le gouvernement devra s'efforcer de faire accoucher l'assemblée – c'est le terme employé – d'un texte transactionnel puisqu'elle a déjà repoussé la loi d'arrondissement.
Voyez-vous, j'ai fait deux expériences gouvernementales, une avec, l'autre sans participation socialiste. La première, -soit sous mon nom, soit sous celui de M. Queuille, puisque c'était le même ministère, sauf le nom du président, du vice - président et vice-versa - a duré un an et cependant, nous avions des problèmes très difficiles à résoudre.
En dehors de la question de durée, il y a la présence de vos hommes autour de la table du Conseil ; outre leur valeur personnelle, ils ont le poids de ceux qu'ils représentent.
J'avais, au cours de ma première expérience, vraiment la sensation d'avoir un gouvernement qui délibérait, qui voulait une politique. Je me sentais dans l'axe de celle-ci.
Par contre, lorsque j'ai présidé un ministère où vous ne figuriez pas, je n'ai jamais pu contre-balancer la présence de certaines personnalités.
Un gouvernement comme je l'envisage devrait moins tenir compte des dosages politiques que du souci de rassembler les dettes considérées à l'intérieur comme à l'extérieur comme ce qu'il y a de plus sérieux, de plus valable chez nous.
Il faudrait respecter loyalement la trêve entre les Partis que je demanderai à tous d'observer pendant un an, car, en tout état de cause, je m'en irai au bout d'un an.
Votre présence dans le ministère donne à celui-ci un poids international tout différent ; que voulez-vous, c'est le poids de votre grandeur !"
Nous lui avons posé un certain nombre de questions, Courrière l'a entretenu des lois électorales, il lui a indiqué l'urgence d'une solution, vu la date des élections, fixée au 8 Juin, concernant la représentation des territoires et de l'Algérie.
Monsieur Pleven, évidemment, n'avait pas en tête ce petit souci, mais il a donné l'assurance qu'il allait s'en occuper immédiatement.
En ce qui me concerne, je me suis permis de dire au président Pleven que je regrettais qu'il ait déclaré tout à l'heure : "Je veux votre participation ; c'est cela ou rien" car je pense et je dis qu'il sera très, très difficile au Parti de t'accorder la participation, encore que je reconnaisse que tu es l'homme qui, dans la situation actuelle, aurait le plus de chance de l'obtenir si elle devait être accordée.
Pleven m'a répondu : "Je n'ai pas dit tout à fait cela, mais je ne vois pas comment je pourrais faire la politique que je veux faire sans votre présence."
J'ai repris, à ce moment-là : "Je sais combien il est intéressant de nous avoir ; lorsque nous avons donné notre accord, nous apportons toujours la totalité de nos bulletins, mais le malheur, c'est que nous sommes associés avec des gens qui ne représentent bien souvent qu'eux-mêmes et qui sont incapables de

rassembler les voix de la majorité de leur propre groupe. Et c'est peut-être un peu de cela que le Parti commence à se lasser."
Pleven : "Je puis t'assurer que j'aurai cette fois l'appui complet de l'UDSR.
(Rires)
Il y a des problèmes vraiment trop importants, à l'heure actuelle, pour que nous puissions envisager autre chose qu'un gouvernement dur. Or, il ne le sera pas sans votre présence.
"Nous avons parlé tout à l'heure du Togo. J'ai aussi de grosses inquiétudes en ce qui concerne le Cameroun."…
J'ai repris la parole en lui demandant : "Et sur le problème des salaires et des prix, te serait-il possible de nous donner quelques informations complémentaires sur tes intentions ?"
Monsieur Pleven a sorti alors une note et émanant du ministère du Travail et signée de Bacon, et nous en a donné lecture. De cette longue note, il résulte que, par rapport au 1er juillet 1957, on a enregistré, au 1er avril 1958, les augmentations suivantes :
Indice des 179 articles ; hausse : 39%
Indice des 250 articles ; hausse : 15,16% ;
L'indice de hausse établi par la CFTC, ressort à 18%.
Le même indice de hausse, établi par la CGT-FO, ressort à 15,8%, par l'UNAF, à 13,1% ; enfin, par la C.G.T. à 14,8% ; mais je dois noter, ajoute M. Pleven, que l'indice de hausse établi par la CGT l'a été à la date du 1er mars 1958, alors que les autres l'ont été au 1er avril de la même année.
Parallèlement à cela, dit la fameuse note, le SMIG a été relevé de 5,9% le 1er août 1957, de 4,33% le 1er janvier 1958, de 4,04% le 1er mars 1958, ce qui fait un relèvement total de l'ordre de 14,9%. Comme le SMIG devra être augmenté à nouveau, le 1er juin prochain, d'environ 3,05%, nous obtiendrons un taux de relèvement total de 18,4% par rapport à 1957.
La hausse réelle des salaires est beaucoup plus sensible.
Nous avons là-dessus, bien sûr, beaucoup moins de données très précises ; vous savez qu'il est très difficile d'en obtenir, mais il apparaît qu'au cours du premier trimestre 1958, la hausse des salaires réels dépassera 4%. Le rythme mensuel est actuellement de 1,5% par mois.
Par rapport au 1er juillet 1957, la hausse des salaires réels constatée - compte tenu des 4% du premier trimestre 1958 - ressort à 11,5%.
Bien entendu, le blocage des salaires ne s'applique pas au SMIG et ce qui est acquis, comme par exemple l'augmentation arrêtée pour le 1er juin, reste acquis.
Dans le secteur nationalisé, les chiffres varient selon les branches d'industrie. Par exemple, pour les Houillères, y compris le dernier relèvement de 5,64% qui a été pris en application de l'échelle mobile, la hausse des salaires au 18 avril 1958 par rapport au 1er janvier 1957, est fixée à 27,7%.
En ce qui concerne l'EDF et GDF pour la même période, la hausse est de 9,6% en ce qui concerne la SNCF de 11,3% en ce qui concerne les banques, de 11,8%.
Je sais qu'un rendez-vous avec la SNCF, l'EDF et GDF est plus ou moins prévu au mois de mai.

Pour les Mines, un examen à plus long terme a été plus ou moins nettement envisagé.
Les revendications actuelles sont fondées essentiellement sur la hausse du coût de la vie, sur la différence entre le secteur privé et le secteur public, surtout dans la région parisienne qui est toujours prise comme base, et principalement dans la métallurgie. Ces revendications, quelles sont-elles ?
Pour les charbonnages : augmentation de la prime de productivité, coût 6 milliards 500 millions ; la réduction de la durée de travail, coût 20 milliards ; l'augmentation de la retraite complémentaire et garantie de chômage 4 milliards 500 millions ; la substitution de l'indice des 250 articles à celui des 179, coût 4 milliards 500 millions.
En tout, environ 35 milliards rien que pour les charbonnages, c'est-à-dire obligation d'augmenter le prix des charbons dans de très sensibles proportions, les nouvelles hausses de salaires appliquées ayant fait apparaître à nouveau un déficit d'exploitation.
EDF - Il y a eu l'arbitrage Ribeyre qui proposait de passer de 109% à 120 par rapport au 1er janvier 1957, et cela par paliers. Là, je signale que chaque fois que l'on augmente les salaires d'EDF de 1% il en coûte à l'Etat 1 milliard 400 millions.
En ce qui concerne la SNCF les revendications demandent le report des économies réalisées en 1957 et l'ajustement au coût de la vie. Là, chaque 1%, compte tenu des répercussions sur la charge des retraites, coûte 4 milliards 100 millions.
En ce qui concerne la RATP, celle-ci réclame l'alignement sur la SNCF. Alors, là, chaque fois qu'on appliquera 1% à la SNCF, il en coûtera 470 millions au titre de la RATP.
Les banques - Les banques demandent de 4 à 5% d'augmentation sous la forme d'une prime d'emprunt qu'elles réclamaient à l'occasion du lancement d'Etat prévu avant la crise et qui a été stoppé par celle-ci.
J'ai tenu à mettre les organisations syndicales, dit M. Pleven, au courant de mes intentions et j'ai été surpris de leurs réactions. FO semble dominé par le problème du plein emploi et partant attache un gros prix au problème des devises. La CFTC, elle, est essentiellement préoccupée du problème de l'Algérie et souhaite un gouvernement qui trouve une issue au conflit, mais toutefois je dois dire que sur une question que je leur ai posée, ils ont malgré tout indiqué que si sur la question des salaires une discussion tripartite était prévue, Etat, patron, salariés, ils préféreraient participer à la discussion.
En ligne générale, dit M. Pleven, je n'ai pas eu en face de moi de gens qui aient déclaré déraisonnable ma volonté de mettre fin à cette course des prix des salaires qui nous mène à l'abîme.
J'ai demandé alors à M. Pleven ce que pensaient les autres groupes de la majorité des propositions qu'il venait de nous faire, et M. Pleven m'a répondu : quand je leur ai posé la question, ils m'ont répondu exactement de la même façon que toi, c'est-à-dire : que disent les Socialistes ? Mais toutefois j'ai l'impression très nette que le MRP est acquis à mes solutions.

Notre ami Courrière demande ensuite : quels moyens entendez-vous employer pour maintenir les prix ?
Pleven : tous les moyens nécessaires, rationnement, réquisition ; le principal est d'aboutir, il faut étudier les moyens les plus appropriés pour cela.
J'ai ensuite posé la question des allocations familiales et des vieux et Pleven m'a répondu : Je ne peux rien promettre, on a fait 5% au 1er janvier, il n'y a pas le rond, - ce sont ses propres expressions - on a fait quelque chose de similaire pour les vieux, je ne peux pas m'engager en période de crise. Croyez que je suis très attentif à ces problèmes, surtout à celui des vieux, et que je ferai quelque chose dès que je pourrai, mais je ne puis prendre aucun engagement.
Notre ami Courrière a posé ensuite la question de la durée du service militaire. Pleven a répondu ne pas avoir personnellement les moyens techniques de se prononcer mais il nous a dit ceci : les militaires réclament 27 mois, je ne peux m'engager, mais j'examinerai la question avec le désir de faire le maximum dans cette affaire pour que nos soldats soient retenus le moins longtemps possible sous les drapeaux. Je crois d'ailleurs que votre ami Lacoste peut sur ce problème vous renseigner sur les nécessités qu'il prévoit en ce qui concerne la situation algérienne qui entre pour beaucoup dans la décision à prendre. La seule chose que je puisse vous affirmer et vous dire de précis, c'est que M. Chaban-Delmas, ministre responsable, a estimé, après avoir effectué un voyage en Algérie, devoir maintenir le contingent qui devait être libéré sous les drapeaux. Il nous appartiendra, bien sûr, d'étudier la situation et de fixer le temps de ce maintien.
J'ai ensuite demandé à M. Pleven de qu'il advenait dans son esprit des projets que nous connaissons sous le nom de projet Gazier et projet Billères. M. Pleven s'est contenté de répondre : d'après les renseignements que je possède, ils ne sont pas encore au stade gouvernemental ! (murmures)
Sur ce, nous nous sommes retirés et je dois dire qu'à la sortie du Bureau de M. Pleven, et conformément à l'usage, j'ai été amené à faire une déclaration à la presse et j'ai essayé de la faire la plus brève possible en indiquant qu'il appartenait aux organismes réguliers du Parti qui devaient se réunir ce matin d'apporter la réponse définitive.
Sur certaines questions qui m'ont été posées, j'ai été amené à préciser un peu le rôle du Conseil national et le rôle que pouvait avoir la réunion commune du Groupe parlementaire et du Comité directeur et j'ai été très surpris de trouver dans la presse de ce matin des déclarations qui ne correspondent pas du tout à ce que j'ai pu dire, mais cela est tellement habituel que nous n'en serez pas surpris ! Je tenais tout de même à faire cette mise au point.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre ami Charlot et, avant de donner la parole à Guy Mollet, je demande à Courrière s'il a quelque chose à ajouter à ce qui a été dit.

Antoine Courrière - Je n'ai rien à ajouter, Charlot a fait un rapport très objectif et très complet de ce qu'il s'est passé.

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

J'ai été amené à rencontrer Pleven plusieurs fois tout au début, d'abord, au moment où il ne s'occupait que de définir une politique algérienne commune à tous les Partis, puis, un peu plus tard, lorsqu'il est passé à la deuxième étape. C'est surtout sur le problème algérien que je peux apporter un peu de complément à ce qu'a dit Charlot car, sur la deuxième partie, le compte rendu de Charlot correspond exactement à celui que j'aurais pu vous faire.

En effet, j'avais vu Pleven avant le moment où Charlot et Courrière y sont allés. J'avais, au cours d'une réunion du Bureau, fait à Charlot et à Courrière le compte rendu de notre conversation, c'est-à-dire de la conversation que j'avais eue avec Pleven, ce qui leur a permis de poser des questions complémentaires. Il n'y a donc pas, dans ce que je pourrai dire, d'éléments nouveaux. Je passe donc très vite sur l'aspect économique et social : pas de dévaluation, volonté de juguler les prix, acceptation d'impôts avec ce qui a été dit sur la richesse acquise et les revenus élevés, il a beaucoup insisté, dans la conversation que nous avons eue ensemble, sur ce qu'il croit être l'attitude de Force Ouvrière et de CFTC. Je lui ai fait remarquer qu'il avait vu les Etats-majors de ces organisations et qu'à l'intérieur du pays le comportement serait sûrement plus dur. Je confirme ce que Charlot vient de dire : il est convaincu qu'on est surtout préoccupé, à FO, d'assurer le plein emploi. Quant à la CFTC, m'a-t-il dit, pour eux il y a un seul problème, le problème algérien et du moment où il y aura une évolution sur ce problème, il est convaincu que la CFTC est prête à assurer un autre climat social.

J'avais déjà soulevé les trois problèmes : projet Billères, projet Gazier et situation faite aux vieux. Rien sur le projet Billères. Sur le projet Gazier, je lui ai fait remarquer que la Conférence de la Table ronde semblait aboutir à un accord ; il m'a dit : "Je sais, mais combien cela coûtera ?" et je n'ai pas d'autre réponse que celle qui a été faite.

Par contre, en ce qui concerne les vieux, il se déclare très favorable à ce qu'une revalorisation soit faite, mais il y a toujours le "mais" financier, donc pas d'engagement plus précis.

Sur la politique d'Outremer, rien à ajouter ; sur la politique internationale non plus.

Algérie. Alors, là, ce problème avait fait l'objet surtout de discussions lors de la première étape. Son intention, m'a-t-il dit, était de réussir cette fois à ce qu'une déclaration commune soit votée par l'Assemblée Nationale. Il m'a dit : "Vous avez essayé cela, il y a quelques dix-huit mois ; je me souviens du questionnaire envoyé à tout le monde, je l'ai encore ; vous n'avez pu obtenir, à ce moment-là, que tous les Partis se réclamant de la démocratie au Parlement vous donnent leur assentiment. Je voudrais y parvenir."

Et il avait, dans une première étape, discuté avec chacun de ce que seraient les principes généraux, dans une seconde rédigé un projet. J'ai là sous les yeux, le

Coll. Fondation Jean-Jaurès

premier projet qui nous a été soumis ; je n'ose pas le lire, non pas à cause de son contenu, que je vais vous résumer, mais parce que les formules mêmes ont tellement été modifiées au cours des quatre derniers jours que le texte définitif, s'il comporte bien les mêmes idées, ne comporte pas la même rédaction car il y a un certain nombre de points sur lesquels nous avons réussi à faire amender ce texte.

Je vais vous les résumer au passage, mais je ne peux pas vous en donner une traduction absolument fidèle, puisque je n'ai pas le texte définitif.

Je n'ai, sur ce texte, que 10 points ; la présentation en est probablement différente puisqu'il a parlé à Charlot de 11 points. Ces 10 points ne comportent pas, vous allez le voir, 10 idées et quelquefois une idée porte sur deux paragraphes.

Dans le 1er paragraphe, il commence par dire que la France est, par tradition séculaire, l'amie de l'Islam. L'approche est donc très large. On ne va venir au problème de l'Algérie qu'en partant de cette approche générale : la France est l'amie de l'Islam par tradition séculaire ; elle désire sincèrement renouer avec les nations musulmanes les relations fondées notamment sur la non ingérence dans les affaires d'autrui. La seconde idée est de rappeler qu'il est, parmi les nations islamiques, certaines nations avec lesquelles la vie commune a pris une intensité très grande. C'est le cas, va-t-il dire, du Maroc et de la Tunisie qui ont, par deux fois, combattu à nos cotés. Il fait allusion au sang versé en commun pour la même juste cause. Nous confirmons solennellement la volonté de respecter l'indépendance dans le cadre des engagements pris. Il n'est pas de différend qui ne puisse être réglé par des négociations directes - même paragraphe, mais contrepartie - mais, comme tous les autres Etats civilisés, le Maroc et la Tunisie doivent respecter les frontières de leurs voisins, les règles du droit, et interdire les agressions partant de leur territoire.

Troisième idée, qui rejoint les deux premières : la volonté d'offrir au Maroc et à la Tunisie, non seulement par les rapports directs, les meilleurs liens entre chacun d'entre eux et la France, mais encore un accord commun Maroc et Tunisie, pour établir des rapports de coopération permanente, contribuant à un équilibre économique, social et fortifiant ainsi leur indépendance et, en particulier, décider à les associer à la mise en commun des valeurs énergétiques du Sahara.

Nous en venons, avec le quatrième paragraphe, à l'Algérie.

Il est redit que l'Algérie contemporaine est née d'un effort commun d'origine musulmane et européenne, dont le labeur et l'esprit d'entreprise ont bénéficié de l'incessant apport de la France depuis un siècle. Aucun pays autre que la France ne peut offrir les emplois à des milliers de travailleurs algériens. Privée du soutien de la France, détachée d'elle, l'Algérie connaîtrait le chaos, la misère, la régression et redeviendrait l'enjeu de rivalités internationales contraires à la paix du monde.

Il y a des passages que je lis, mais ce sont ceux sur lesquels, je pense, il n'y a pas eu de modifications apportées.

Cinquième idée : en vertu de la loi démocratique universelle, seuls peuvent

parler au nom des populations algériennes, des élus librement désignés par le vote des citoyens. Et, sur cette idée de vote, on reprend les idées exprimées lors des gouvernements précédents : la France est décidée à procéder à ces élections dès que possible.
Sixième idée : la loi-cadre, adoptée par le Parlement français, n'a pas pour seul objet de créer des territoires, ainsi que des assemblées, des gouvernements pour les diriger et doit permettre à la personnalité de l'Algérie, de s'épanouir, de s'organiser par des institutions fédératives. La France entend appliquer ce point avec libéralisme, et sincérité.
Septième idée : la Constitution. C'est le problème des rapports éventuels entre l'Algérie et la France. La Constitution de la France, concernant l'Union française, sera révisée avant la fin de l'année. Cette révision doit permettre la réalisation de la communauté franco-africaine. On peut même offrir le choix entre des solutions et, là, nous avons eu une discussion, à savoir s'il devait être fait mention dans ce texte des différentes solutions, s'il fallait faire état de l'intégration, de l'assimilation ou d'autres hypothèses ?
Il me semble bien que, dans la rédaction définitive, il n'est fait mention d'aucune des solutions particulières, l'option restant simplement ouverte.
Huitième idée : la France, qui respecte scrupuleusement tous les Etats, repousse toute ingérence étrangère dans la dénomination du statut politique de l'Algérie, Le Président Pleven entend, dans la déclaration ou plus encore dans les commentaires qu'il sera appelé à faire, s'opposer très nettement à toute internationalisation des solutions.
Nous avons beaucoup parlé de ce que pouvaient être les intermédiaires ou certaines négociations sur le "cessez le feu". Il ne semble pas hostile à l'idée, mais se déclare très défavorable à toute internationalisation dans la recherche des solutions définitives pour l'Algérie, faisant la différence entre "cessez le feu" et "solution définitive".
Il considérerait en effet cela comme contraire aux lois internationales et comme une attaque à la souveraineté. Cette ingérence aggraverait les difficultés qu'on s'efforce de résoudre dans l'intérêt de l'Algérie.
Neuvième idée : il est fait un rappel des propositions faites pour le "cessez le feu", de la déclaration qu'au nom du gouvernement j'avais été appelé à faire le 9 janvier 1957. Le gouvernement français a déjà proclamé, en janvier 1957, qu'il était prêt, à tout moment, à régler avec ceux qui mènent la lutte armée en Algérie, les conditions d'un "cessez le feu", à provoquer et à accepter dans ce dessein toutes les rencontres nécessaires. La France renouvelle aujourd'hui solennellement cette offre.
Il y a un des paragraphes qui a donné lieu, de notre part, - mais je sais aussi de la part d'autres de ses interlocuteurs, - à de très nombreuses discussions.
En fait, je traduis ici des impressions, une conviction même, le président désigné est très près, dans ce domaine, des positions du parti, est très ouvert même à l'idée de solutions, d'ouvertures nouvelles. Comme je lui rappelais qu'en ce qui concernait le "cessez le feu", je m'étais à plusieurs reprises prononcé au nom du gouvernement et officiellement à la Tribune de l'Assemblée, avec l'aval même

de l'Assemblée, dans les votes qui suivaient, sur l'idée que le "cessez le feu" devait se négocier, se discuter. Autrement dit, qu'au cours de la négociation et de la discussion sur le "Cessez le feu", il fallait qu'on aboutisse - et j'emploie la formule que je lui ai demandé de retenir - à des garanties mutuelles. Je l'ai trouvé d'accord, mais il m'a répondu que la formule "garanties mutuelles" se trouvait dans cette idée de régler avec ceux qui mènent la lutte armée en Algérie les conditions d'un "cessez le feu". "Régler" dit bien la même chose, mais sous une forme telle que cela lui vaudrait moins d'objections de la Droite. Il y a là un point important, c'est ma conviction que sous cette formule nous mettons - et dans ce "nous", je ne mets pas seulement le Parti, je dis même lui avec nous, - quelque chose de plus large que ce qu'y mettront certains de ses autres interlocuteurs.

Je crois qu'il vaut mieux qu'on y voit clair dans cette journée difficile pour nous tous.

C'est la même chose en ce qui concerne "la France renouvelle solennellement cette offre". A l'occasion de ce renouvellement, j'ai insisté pour qu'il accentue même cette proposition et je lui ai fait remarquer que si je sentais bien son état d'esprit, que je crois très favorable, je le dis très franchement, je craignais que nous n'assistions une nouvelle fois à ce que nous avons connu sous Gaillard, sous Bourgès avant, à savoir que nous trouverions la formule une fois dans la déclaration d'investiture et qu'on n'en entendrait plus parler après ; qu'en conséquence je souhaitais que ce soit plus précis et j'ai évoqué devant lui l'idée d'aller au-delà et d'offrir un rendez-vous.

Le président y est personnellement favorable, mais cela ne figure pas, car il me l'a dit, dans la déclaration définitive. Il s'est opposé là, en effet, à un veto certain d'autres partenaires.

Il y a, dans le même paragraphe, une phrase dont je ne connais pas la rédaction définitive mais qui est telle qu'elle traduit mal son idée. Sa préoccupation, qui est la nôtre, était de faire accepter par toute l'Assemblée, - car c'est là toujours la même idée, au-delà de la formation gouvernementale éphémère, de lier les partis démocratiques, -l'idée qu'au lendemain du "cessez le feu", les hommes qui se sont battus doivent pouvoir reprendre leur place dans la propagande pour les élections, dans l'action politique, etc. idée qui nous est familière et que nous avons souvent exprimée mais qui n'a pas été jusqu'à maintenant proclamée dans un texte engageant l'Assemblée.

Les formules sont très difficiles à trouver. Par exemple, il s'était un moment arrêté à celle-ci : ceux qui répondront à cet appel du "cessez le feu" et qui ont combattu loyalement trouveront ainsi leur place dans l'Algérie rénovée. L'intention est bonne mais discutable sur la formulation car cela peut permettre à l'homme de droite de mauvaise foi de jouer ensuite sur le caractère de la loyauté avec laquelle on a combattu.

Je suis obligé, là, de faire état de ce que, de la part non pas du président désigné mais des autres, une bonne intention peut cacher un piège possible.

Autre idée : la France espère que son appel pour mettre fin à une lutte fratricide, irréfléchie, contraire aux vrais intérêts de l'Algérie et du Maghreb tout entier,

sera entendu.
Tout Algérien sait que la France, est le pays des Droits de l'Homme et du Citoyen ; le Parlement demande aux Algériens de faire confiance à la France toujours fidèle à sa devise de fraternité, liberté et d'égalité.
Son intention, à plusieurs fois affirmée au cours de la conversation, est de dire la volonté de trouver un système tel - j'emploie sa formule - que jamais un Algérien qu'il soit d'origine musulmane ou européenne, ne puisse se sentir un étranger en France et que jamais un Français ne puisse se sentir un étranger dans l'Algérie nouvelle ainsi constituée.
Après avoir renouvelé son affirmation du refus de l'internationalisation pour marquer la volonté inflexible de la France, il y a un autre, paragraphe qui dit "la volonté de la France de repousser toute inflexion...", mais j'ignore la volonté définitive car elle a été l'objet de très nombreuses discussions.
Le Parlement accordera au gouvernement les moyens militaires et financiers nécessaires pour assurer la protection des frontières, la sécurité des personnes et des biens,
Il y a là plusieurs aspects : l'aspect militaire et l'aspect financier,
En ce qui concerne l'aspect financier, liquidons-le le plus vite possible. C'est une vieille thèse pour nous que de dire à la Droite du Parlement qui, sans vergogne, s'affirme nationale, alors que ce n'est pas toujours vrai, dans les campagnes électorales : "Si vous voulez cette politique, vous devez en donner à tous les gouvernements successifs les moyens", autrement dit "vous devez renoncer au slogan : pas d'impôts. Il faut que vous ayez une économie et des finances répondant aux besoins de la Nation".
Puis, il y a l'aspect militaire sur lequel je l'avais, comme Courrière et comme Charlot, longuement interrogé. Il m'a fait la même réponse, peut-être un peu plus nuancée ; elle est la suivante : "les militaires demandent en Algérie la prorogation, le maintien pendant vingt-sept mois des hommes sous les drapeaux; en réalité, le problème ne se pose pas sous cette forme pour moi ; le problème se pose sous cette autre forme : il nous faut 25 000 hommes de plus en Algérie ; dans quelle mesure ces 25 000 hommes peuvent-ils être dégagés des contingents en Allemagne, en France et, surtout, de ceux que nous devons ramener du Maroc ? Je ne suis pas en mesure de l'apprécier actuellement, mais ceci peut se traduire par 26 mois, 25, peut-être même par le maintien des 24 mois ; cela doit faire l'objet d'une discussion technique. Je ne suis pas du tout décidé à vous faire accepter dès le lendemain une prolongation théorique du service militaire ; ce que je veux, c'est 25 000 hommes de plus en Algérie."
Voilà, sur le plan Algérien, ce que contiendrait la déclaration.
Mon impression, c'est que s'il n'y a pas de progrès dans cette déclaration par rapport aux nôtres, il y a un progrès incontestable par rapport aux positions qu'affirmaient inlassablement les Indépendants, qu'affirmait la Droite à l'Assemblée Nationale ou dans sa propagande. On leur ferait prendre un certain nombre d'engagements.
Il me reste à ajouter quelques mots sur mes impressions pour que le Conseil national voie clair et puisse apprécier vraiment la situation aujourd'hui.

Pleven a insisté sur la présence socialiste qu'il considère comme nécessaire.
Je lui ai dit, comme je l'avais dit au Président de la République, et j'en ai rendu compte d'ailleurs au Comité directeur qui m'avait autorisé à tenir ce langage, ce que je croyais être la pensée moyenne du parti dans les circonstances présentes. Je lui ai dit : "Il y a chez nous, chez tous sans distinction, sans tenir compte de ce que peuvent être des minorités ou des majorités sur telle ou telle face du problème, actuellement un très grand écœurement. On a l'impression que, depuis deux ans, notre Parti a fait avec courage face aux difficultés, que la plupart des décisions difficiles qui devaient être prises l'ont été par notre Parti, mais par contre alors que notre politique formait un dyptique, chaque fois qu'on arrive au deuxième tableau, les gouvernements sont renversés. Cela a été sur la loi-cadre, cela a été en prenant une attitude quasi belliciste dans le cas de la chute de Gaillard. Chez nous, vraiment, on est actuellement un peu écœuré." "Il y a même un certain nombre de camarades qui peuvent penser, qui pensent - et je peux bien vous dire que j'ai caressé moi-même cette idée - que l'heure est venue de dire : Eh bien, après tout, cette Droite, nationalarde, il faut la mettre au pied du mur, il faut l'obliger à faire sa politique, dussions-nous, pour cela, pendant six mois si nécessaire, nous abstenir dans tous les scrutins et l'obliger à démontrer qu'elle n'est pas capable de faire cette politique".
La première fois que j'ai dit cela au Président de la République, j'avoue que j'ai eu plus que l'impression, la certitude que je l'avais complètement affolé et j'ai d'ailleurs concédé que si j'avais pu moi-même caresser cette idée un moment, je ne m'y arrêtais pas. Certes, ce serait le moyen de montrer l'incurie de ces hommes de droite mais ils nous laisseraient le pays dans un tel état d'isolement international que même dans le souci de faire apparaître leur carence, nous ne pouvions pas prendre un risque pareil. Qu'en conséquence, je ne croyais pas que cette idée serait retenue et qu'alors je pensais, ai-je dit d'abord au Président Coty, - et cela est antérieur même a l'appel de Bidault, - que les hommes d'extrême droite, ou bien ceux du Centre, comme Morice, Bidault ou éventuellement Soustelle, qui seraient appelés vraisemblablement se verraient opposer un vote hostile pour ne pas permettre qu'on entraine justement le pays dans une telle situation.
C'est ce que j'ai été amené à dire à Bidault et le groupe parlementaire et le Comité directeur ont bien voulu me dire que j'avais eu raison de ne pas laisser trainer un jour de plus et c'est ce que j'ai été amené à rappeler à Pleven pour qui le problème se pose différemment.
En effet, avais-je dit à l'un et répété à l'autre, si nous sommes opposés à Bidault pour des raisons que j'espère ne pas retrouver déformées dans les journaux de ce soir, et dont l'essentielle est que l'homme qui a porté la responsabilité dans le monde, même s'il n'est pas personnellement responsable, de l'élimination de Ben Youssef, n'était pas désigné pour assurer une détente avec le Maroc, au moment où il y a une crise au Maroc et où se réunissait la conférence de Tanger. Je l'ai dit à Bidault lui-même qui, d'ailleurs, je dois le dire, l'a mieux compris qu'on ne l'a raconté dans une certaine partie de la presse. Il a préféré, il l'a répété depuis, cette attitude nette à celle qui avait été adoptée par les

Indépendants à mon égard en novembre dernier.
Par contre, il y avait des hommes des partis du Centre, avais-je dit aux uns et aux autres, des MRP autres que Bidault ou de Chevigné, des UDSR, des Radicaux vraisemblablement, à moins qu'ils ne le veuillent pas ou qu'ils nous fassent des propositions épouvantables, qui pourraient compter sur les voix du Parti Socialiste. Dans quelles conditions ? Serait-ce avec le soutien, avec la participation ? J'étais incapable moi-même d'apprécier ; je traduisais des impressions sur ce que je croyais être la pensée du Parti, mais je ne me sentais pas capable, avais-je dit, d'apprécier si cela se traduirait par la participation, le vote favorable ou l'abstention car cela dépendrait et des hommes et de la confiance qu'on leur portait ainsi que de leur programme.
J'avais ajouté que seul un Conseil national serait habilité à répondre à des offres éventuelles de participation.
Enfin, je précisais à chacun ma conviction qu'on l'état présent des choses et surtout en l'état présent de l'Assemblée, il leur fallait exclure totalement l'idée d'une direction socialiste.
Voilà ce que j'ai dit à chacun d'entre eux et c'est sur cela que Pleven m'a dit avec plus d'insistance qu'il ne l'a dit encore à Courrière et à Charlot ; "en ce qui me concerne, je veux la participation socialiste". Il a employé les mêmes arguments, celui du contrepoids notamment, et il m'a donné une image, il m'a dit : "J'ai eu deux gouvernements, un avec, un sans, quand les Socialistes sont partis, il n'y a plus de contrepoids, c'est terrible pour le Président du Conseil qui n'a plus l'impression d'être un arbitre prenant la décision en fin de compte".
Il a eu, je dois le dire, des mots très flatteurs sur la qualité des hommes de notre Parti qui, dit-il, ont acquis une notoriété non seulement nationale, mais internationale dont il a besoin. Il pense qu'un gouvernement sans nous n'aurait pas le même crédit et là je vais vous faire une confidence sur mon impression, et cela justifie les derniers mots dits à Charlot.
Il y a encore une indécision, à mon avis, dans l'esprit du Président désigné. Je peux me tromper, ce n'est qu'une impression et ce n'est plus du compte-rendu, mais j'ai l'impression qu'il est très soucieux de ne pas participer à la campagne rejetant les responsabilités sur le Parti Socialiste. C'est un souci de loyauté, d'amitié.
Pour ceux qui ne l'aiment pas, il y a peut-être un souci politique, cela n'a pas d'importance, mais il est très net qu'il ne veut pas participer à la campagne, si bien que j'en suis arrivé à cette idée que si le Conseil national, après avoir pesé avec tous les arguments politiques dont je ne fais pas état actuellement - j'interviendrai à un autre moment du débat à ce sujet - la situation, devait décider de ne pas accorder notre participation, je ne crois pas qu'il en tire la conséquence immédiate : "En bien, dès l'instant où je n'ai pas les Socialistes, je regrette, mais je n'accepte pas". Ma conviction est autre, ma conviction est qu'il est lui-même persuadé que dans ce cas, sans qu'il nous en fasse porter directement la responsabilité, il est cependant condamné à ne pas poursuivre.
Je ne sais pas si je m'explique bien, mais je crois qu'il est, lui, convaincu que notre refus le mettra dans l'impossibilité de constituer le gouvernement, car il en

entrainerait d'autres, si bien que si je résume cette impression cela donne ceci : il souhaite de tout son cœur notre présence, il ne tirerait pas la conséquence immédiate du refus, mais il échouerait très rapidement, parce que, peut-être, il souhaiterait échouer et parce qu'aussi d'autres l'y aideraient.
Ce dernier passage sur les conséquences que pourrait tirer le président Pleven est strictement personnel, il ne m'a rien dit de semblable.
Ses propos sont, eux, très fermes au contraire : je ne ferai rien sans vous, et c'est même plus précis que cela : Je ne ferai rien sans certains d'entre vous et, en ce qui me concerne, malgré que je lui ai dit dix fois que même si le Parti devait souhaiter la participation, je ne saurais pas accepter une responsabilité gouvernementale quelle qu'elle soit dans son équipe, cela reste, j'en suis convaincu, plus qu'un désir pour lui.
Je vois Charlot qui donne des signes d'assentiment ; il a à peu près tiré les mêmes conclusions. C'est tout ce que j'ai à vous dire.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, vous avez entendu le compte-rendu de ceux qui avaient quelque chose à vous dire. Il n'y a aucun camarade d'inscrit, je demande à ceux qui veulent intervenir de bien vouloir se manifester ?
Personne n'a rien à dire ?

Dans la salle - Au vote !

Le président - J'entends dire "au vote", mais il parait difficile qu'on vote sans discussion.

Jules Moch - Pour une motion d'ordre : je pense que si aucun camarade ne se fait inscrire, c'est parce que chacun a envie de réfléchir aux données très précises que nous ont apportées Charlot et Guy Mollet et comme il est midi moins le quart, je me demande si nous ne serions pas bien inspirés de nous ajourner en recommençant un peu plus tôt que prévu pour avoir le temps de "digérer" ce qui nous a été dit.

Le président - Vous avez entendu la proposition de Jules Moch qui consiste à nous renvoyer à 2 h 1/2 précises.
Il n'y a pas d'observations ?
Il en est ainsi décidé. La séance est suspendue.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national du 2 mai 1958
Puteaux

Séance du 2 mai 1958 (après-midi)

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Commin - Je vous rappelle que, pour la séance de cet après-midi, le Bureau est ainsi composé :
Président : Christian Pineau. Assesseurs : Boudet, Seine-et-Oise, Coltice, Ain, Calpelle, Aveyron. Ces camarades sont priés de prendre place à la tribune.

Le président (Christian Pineau)

La parole est à Félix Gouin.

Félix Gouin

Camarades, une fois de plus, le Parti va avoir besoin, je crois, de beaucoup de lucidité et peut-être encore plus de courage. Il va avoir besoin de lucidité d'abord parce qu'il faut que nous choisissions une route qui ne nous conduise pas, demain, aux pires catastrophes.
Il y a un certain nombre de routes qui peuvent y aboutir et il faut voir clairement, précisément quelles sont ces routes.
Le Parti pourrait être tenté, dans les circonstances présentes, qui sont difficiles, délicates, de se réfugier dans l'opposition. Ceci veut dire que nous accepterions, - que nous le voulions ou non, du reste, - comme compagnons de route les hommes du Parti Communiste.
Nous devons savoir ce que serait ce voyage, dont on peut dire que ce serait un voyage au bout de la nuit, comme dirait certain écrivain scatologique.
Sur le plan international, faire un bout de chemin avec les Communistes, cela veut dire rompre avec les alliances traditionnelles de la France, cela veut également dire que ce serait l'éclatement du front des démocraties, et cela, c'est la voie ouverte, que nous le voulions ou non, à l'aventure sur le plan international : il n'est pas douteux que, très rapidement, un bout de chemin avec les Communistes nous conduirait à l'arbitrage de l'étranger sur tous les problèmes nationaux, qu'il s'agisse de l'Algérie, du Sahara, de l'Union Française ou de nos rapports, demain, avec la Tunisie et le Maroc.
Ce serait, par conséquent, qu'on le veuille ou non, accepter la montée brutale du pire des nationalismes, ce serait laisser mûrir les ferments de guerre civile dont nul ne peut connaître à l'avance l'aboutissement.
Le Parti peut également choisir, s'il ne veut pas entrer dans l'opposition, de se neutraliser, en quelque sorte. Et l'on pourrait essayer de penser, essayer de croire que l'abstention deviendrait pour notre organisation la règle d'or. Ainsi, cela n'est pas douteux, un gouvernement de droite pourrait essayer de gouverner le pays avec quelques 250 voix du Centre, de la Droite ou des hommes du poujadisme.
Là encore il faut voir, camarades, ou cela conduit. C'est facile à concevoir : un gouvernement de minorité, axé à droite, cela conduit, à plus ou moins brève échéance, à une rupture qui ne serait peut-être pas violente, mais une rupture larvée avec l'Amérique et l'Angleterre. C'est également la menace plus certaine d'un conflit ouvert avec la Tunisie et le Maroc ; c'est le sabotage de la loi-cadre ; c'est le retour à une politique colonialiste et, en définitive, c'est aboutir à

la France seule, en face des orages qui s'accumulent en Orient, et c'est peut-être, à ce moment-là - ne perdons pas la chose de vue - le recours à certaines menaces dont notre pays a été l'objet au moment des événements de Suez. Un certain nombre de camarades nous diront : "Mais, en définitive, nous n'avons pas à choisir entre l'opposition et la neutralité ; essayons de modifier le système électoral, essayons de provoquer la dissolution du Parlement, établissons des conditions d'élection nouvelles".

Je dis, camarades, que dans les circonstances présentes, c'est là un vœu pieux sans consistance, et sans portée, car nous ne pouvons pas nous livrer au jeu facile de l'électoralisme à l'heure où les périls non seulement s'accumulent, mais s'additionnent.

C'est pour cela, camarades, je le dis tout net, que sonne pour le Parti et pour notre organisation, l'heure du courage, car il n'est pas douteux que des périls nouveaux viennent de se dessiner depuis quelque temps à l'horizon: Moscou continue sa redoutable partie de poker, et nous savons aujourd'hui que c'est sous son égide que se constitue en Europe et hors d'Europe ce qu'on peut appeler la "Sainte alliance des dictatures", qui est l'héritière directe de la sainte alliance qu'avaient imaginée les hommes qui délibéraient au Congrès de Vienne, en 1815, car ce n'est pas par hasard, voyez-vous, que des hommes comme Kadar en Hongrie, des hommes comme les Maîtres de la Tchécoslovaquie, comme Mao Tsé Toung, en Chine, Nasser, maître de l'Egypte, ce n'est pas par hasard que tous ces hommes sont réunis aujourd'hui sous la direction de l'Union Soviétique.

Ce sont là les grands seigneurs des démocraties totalitaires ; ils bavardent abondamment sur la paix, mais pour quiconque va au fond des choses, il n'est pas douteux que tous ces gens-là sont en train d'accumuler les fagogs qui, peut-être, demain, alimenteront le grand incendie qui nous menace et dont ils seront directement les responsables !

A Tanger, de graves décisions viennent d'être prises par une conférence qui a uni, vous le savez, les différents Partis politiques de l'Afrique du Nord.

Je crois, camarades, qu'il ne faut pas prendre à la légère les décisions qui sont intervenues au sein de cet aréopage du Nord de l'Afrique, car, demain, si nous n'y prenons garde, si nous laissons faire, demain, il y aura peut-être un gouvernement algérien libre, qui siégera ou à Tunis, ou au Caire, nous le savons. Il peut également y avoir, demain, pour aider la rébellion - et cela correspond à certains mots d'ordre du Congrès de Tanger - des combattants volontaires qui viendront s'adjoindre aux forces de la rébellion que nous combattons en Algérie. Cela, camarades, s'est vu en Espagne, à une époque ou nous combattions contre le régime franquiste, cela s'est vu, à une époque plus récente, en Corée, lorsqu'il s'agissait de détruire dans l'œuf une tentative déterminée d'agression contre le monde occidental.

Qui est-ce qui peut soutenir que, demain, nous n'aurons pas à nouveau des volontaires qui prendront pied, d'une façon ou d'une autre, sur le sol algérien ?

Quant à l'Union Française, il ne fait pas de toute - et nous le savons pertinemment - que des remous dangereux viennent de s'y produire. Ces remous

postulent, dans les semaines à venir, des décisions promptes des choix décisifs, et ceci, vous l'admettrez avec moi, ne peut évidemment postuler qu'un gouvernement fort. Or, celui-ci, il faut se rendre à l'évidence, ne peut vivre qu'à la condition que le Parti Socialiste lui prête non seulement son concours mais, je n'hésite pas à le dire, qu'il prête également ses hommes. Je ne crois pas, en ce qui me concerne, aux vertus de la politique de soutien, pour deux raisons essentielles :

La première, c'est que cette politique ne garantit ni la durée des gouvernements, ce qui est cependant essentiel, si l'on veut prévoir, c'est-à-dire si l'on veut gouverner,

La deuxième, c'est que cette politique de soutien ne garantit pas non plus de l'énergie dans l'action quotidienne, car chaque décision doit être débattue, c'est-à-dire, en définitive, marchandée.

C'est pour cela, camarades, que je souhaite personnellement - car je parle en mon nom personnel et non pas en vertu d'un mandat de la fédération Socialiste des Bouches-du-Rhône - la participation de notre Parti au nouveau gouvernement que se propose d'instituer le citoyen Pleven, cela, malgré tous les périls, malgré tous les dangers, que je ne me dissimule aucunement, que cela peut avoir sur le plan du Parti.

Un dernier mot, camarades - car je veux que mon intervention soit très courte - nous venons de mener, à travers le pays, une très large bataille politique et, en même temps, une très large bataille sociale. Nous avons exalté, au cours de cette bataille - qui a mis aux prises la moitié de la France, on peut le dire, - comme il convenait l'œuvre de ces hommes qui, au gouvernement, s'appelaient Guy Mollet, Albert Gazier, Pineau, Lacoste, Lejeune, Jaquet. Ils ont marqué de leur forte empreinte l'œuvre de cette législature. Nous avons dit et nous avons répété, aux applaudissements de l'auditoire - et je crois, malgré tout, avec un certain succès à travers le pays - tout ce que le pays devait à ces hommes.

Eh bien, le Parti, que je sache, n'a pas à se repentir ni du courage, ni de l'esprit constructif, ni de l'énergie des hommes dont je viens de parler. Le pays a encore besoin de leur force et, plus encore dans les semaines qui vont venir, il va avoir besoin de leur courage. Et ce serait pécher contre la France, contre la démocratie, que de décevoir les espoirs qu'a mis en nos hommes la démocratie française tout entière. Je le sais bien, de nombreuses tentations peuvent nous assaillir en ce moment, où l'heure est particulièrement difficile, et où elle est particulièrement trouble, devant les trublions que constituent les "va-t-en guerre" du nationalisme de droite, et également devant les tenants de la "crosse en l'air" que constituent les hommes de l'extrême gauche. Nous pourrions avoir la tentation de nous désintéresser de cette bataille et de nous en abstraire. Cela, camarades, - il faut bien que chacun de nous se le dise - porte un nom dans l'histoire, cela s'appelle la politique de l'Aventin. Je ne peux pas croire, camarades, que nos amis aient oublié où cela mène, au regard de l'histoire, et c'est parce qu'ils n'ont pas oublié cela, j'en suis certain, qu'ils ne choisiront pas la politique du renoncement et de l'abandon.

(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à notre camarade Granier, de l'Aveyron.

Granier

Chers camarades, je vous demande tout d'abord beaucoup d'indulgence, je n'ai aucune pratique de l'éloquence, et je voudrais simplement vous soumettre quelques idées, quelques positions que j'ai prises, avec un groupe de camarades, sous l'influence soit de nos pensées propres, de ce que nous sentons, soit de ce que nous savons de la position d'un grand nombre de membres du Parti.

Vous savez - si vous en croyez M. Duchet et quelques-uns de ses amis politiques - que tous les malheurs de la France - ou presque - sont dus à la politique du gouvernement Mollet, Gazier, Ramadier, ces trois noms étant intentionnellement cités, le premier parce qu'il a aidé à mener le Parti Socialiste, le second parce qu'il représentait les exigences immédiates du Parti Socialiste et du Socialisme en général, et le troisième parce que, sans aucun souci d'impopularité, il a fourni au gouvernement Guy Mollet les moyens de faire ce qu'avait préconisé Gazier au nom du gouvernement et du Parti.

Depuis un an, à chaque crise ministérielle, cette accusation est mise en sourdine, sinon arrêtée, et on assiste à un véritable chantage par la parole et par la presse. Vous avez sans doute vu les titres des journaux ce matin, où toujours revient cette phrase : "Le sort du futur gouvernement, le sort du régime, le sort du Parti dépendent de la décision socialiste."

Si, donc, les choses vont mal, ce sera parce que les Socialistes n'auront pas pris telle ou telle décision.

C'est pour réagir contre cette campagne qui tend à devenir une habitude, que j'avais préparé une intervention, une motion, un texte, comme vous voudrez, pour le soumettre à la Conférence nationale d'information à laquelle j'avais été délégué par la fédération de l'Aveyron. Comme la crise est intervenue, cette position ne change pas, mais elle présente un peu plus d'actualité. Je vais donc me contenter de vous en lire les principaux passages, ce ne sera pas long.

"... La démocratie parlementaire implique l'existence de partis politiques bien organisés, rendus homogènes et solides par une doctrine claire et sans ambiguïté.

Le fonctionnement de cette démocratie suppose la présence alternative ou successive au pouvoir de ces Partis.

Le ou les Partis d'opposition, ayant pour rôle de critiquer l'action des Partis au pouvoir doivent préconiser leurs propres solutions chaque fois qu'un grand problème est posé.

Cette confrontation permanente permet au corps électoral, le moment venu, de faire un choix clair et motivé.

Au-delà des contingences passagères, il existe en Europe occidentale deux courants politiques profonds : le Socialisme et le Capitalisme, dont les représentants apparaissent au Parlement sous les traits, sous le nom de libéraux ou de conservateurs.

Dans les Assemblées françaises, le camp Socialiste comprend essentiellement la

SFIO et le PC. Ce dernier a refusé systématiquement, depuis dix ans, de jouer le jeu démocratique. Il nie cette évidence qu'au milieu du 20ème Siècle, la voix parlementaire, légale, humaine peut conduire à la révolution économique plus sûrement que les méthodes brutales et inhumaines appliquées ailleurs et toujours approuvées par lui.

De ce fait, la SFIO est la seule force politique qui puisse, au Parlement, faire passer dans les décisions politiques la poussée de tout le camp Socialiste. C'est ainsi que le gouvernement de Guy Mollet a matérialisé les volontés de millions d'électeurs Socialistes et Communistes dans de nombreuses transformations réalisées dans le domaine économique, social, et cela surtout, je crois, dans l'Outremer, où il nous a évité la répétition de ce qui s'est produit en Indochine, au Maroc, en Tunisie et de ce que nous voyons aujourd'hui en Algérie.

En face des Socialistes, sous une apparente multiplicité de Partis, les conservateurs groupent les 3/5èmes des électeurs, pour la défense de la société capitaliste qui tire, précisément, sa richesse de la propre misère de ses électeurs.

Le choix apparemment facile que l'électeur doit faire entre ces deux camps est, en fait, obscurci par l'usage savant que, grâce à la richesse, les conservateurs peuvent faire par leur propagande, par la presse et par les livres, dans tout les domaines.

Ce choix est rendu encore plus difficile actuellement par le fait que la politique, essentiellement la politique menée en Algérie, nous a contraint à une coexistence de plus en plus pénible avec une Droite cocardière, chauvine, bornée et, je crois, bornée surtout parce qu'elle a des intérêts précis à défendre.

Si ce glissement se poursuit, la politique française risque de se schématiser dans l'esprit de l'électeur en une lutte entre cette Droite et le Parti Communiste. Pour lever toute équivoque, le Conseil national devrait prendre les décisions suivantes :

Il rappelle que le Socialisme est un système d'organisation rationnelle de l'économie, qui propose la suppression du pouvoir de l'homme sur l'homme.

Le Parti doit définir clairement, dans chaque Congrès national annuel, et aujourd'hui, puisqu'un problème politique est posé, la part matériellement réalisable dans l'immédiat de cette organisation d'économie, de cette transformation sociale.

Il est prêt, à tout instant, à mettre en pratique les décisions de se montrer à la tête du gouvernement - je dis bien "à la tête", comme le gouvernement Guy Mollet, au début de 1956... - avec un gouvernement composé uniquement de Socialistes ou d'hommes ayant accepté à l'avance le programme du Parti.

Il sera, dans l'exercice du pouvoir, le soutien de ceux qui approuvent nos objectifs immédiats, même si leurs conceptions politiques, économiques ou philosophiques du monde ne sont pas les nôtres.

Il est prêt à respecter, dans une opposition vigilante, et constructive, la loi de la majorité.

Il refuse la participation de ses militants à des gouvernements dirigés par des hommes opposés à la conception socialiste du monde.

En contraignant ainsi les conservateurs à faire bloc sous leur vrai visage au

pouvoir dans l'opposition, en obligeant les Communistes à prendre position face à une politique pratiquement Socialiste, la SFIO provoquerait une clarification de la vie politique française et certainement, nous rapprocherait du triomphe définitif du Socialisme.
Cette prise de position, qui se situait dans l'immédiat, puisqu'il n'était pas question de demander le départ des ministres, prend une actualité, bien entendu, plus grande du fait de la crise. Ceci m'amène à préciser deux points.
D'abord, il résulte des rapports que nous avons reçus sur la prise de position de M. Pleven, qu'il voulait constituer un gouvernement "dur". J'ai vu beaucoup de sourires quand on a prononcé ce mot ce matin. On ne mettait pas en doute, bien sûr, la fidélité des rapports, mais tout le passé de M. Pleven, sans vouloir mettre en cause sa valeur personnelle, est contre la possibilité, pour lui, de faire une politique "dure". Chaque fois qu'il a été au pouvoir, il n'a pas précisément donné cette impression.
Ensuite, je pense que la solution de la crise doit être examinée en fonction du problème algérien. On le dit, on l'écrit partout. C'est une évidence que nous sentons tous. Tout l'avenir politique dépend de la position en Algérie. Le prochain gouvernement devrait apporter quelque chose de franchement nouveau. On ne voit pas comment, en continuant la politique actuelle, on changerait quelque chose dans la vie politique et en Algérie. Nous ne prétendons pas détenir la clé de toutes les solutions et si je dis cela, c'est parce que, chaque fois qu'on a fait des objections à la politique actuelle menée en Algérie, on a reproché à ceux qui la faisaient - à juste raison, semble-t-il - de n'apporter aucun moyen pratique de la changer. Donc, sans aucune prétention, voici comment on pourrait envisager le problème, en changeant quelque peu les perspectives. D'abord, pour obtenir le cessez-le-feu, il faudra certainement, inévitablement, mener des négociations préalables. Je pense que ces négociations préalables devraient être menées en présence de témoins, pour éviter que la bonne foi des interlocuteurs puisse ensuite être mise en cause.
Comme témoins de ces entretiens entre les rebelles et nous, je pense que sont tout indiqués la Tunisie et le Maroc, qui l'ont offert déjà et qui sont profondément intéressés à la solution du problème algérien, des membres de l'ONU ou de l'OTAN, peu importe, qui pourraient très bien être ceux qui nous avaient prêté leurs bons offices pour renouer l'entretien avec la Tunisie. Ceci, encore une fois, non pour nous dicter une solution, mais pour se porter garant de la sincérité, de la loyauté de ceux qui participeront à la négociation.
Ce cessez-le-feu, sur quelles bases peut-on l'envisager ? Là encore, je ne prétends nullement détenir la solution magique. Je voudrais simplement citer quelques têtes de chapitres qui pourraient servir de points de départ à la négociation : la libération des détenus politiques, l'internement des combattants prisonniers dans des camps, sous contrôle Croix-Rouge-ONU, la liberté de presse ou de réunion, des élections au suffrage universel, avec collège unique, l'autonomie interne de l'Algérie. Autant de choses qu'on peut obtenir, réaliser facilement, par le moyen de la loi-cadre, telle qu'elle est, ou amendée.
Le gouvernement autonome algérien est présidé par le représentant de la France,

choisi par l'Assemblée algérienne, sur une liste de 5 ou 10 personnes agréées Par le gouvernement ou l'Assemblée Nationale française. La Défense nationale et la diplomatie restent toujours des attributions du gouvernement français, mais pour faciliter la formation de l'ensemble nord-africain que l'on souhaite, que l'on espère, que l'on demande, les relations du gouvernement autonome avec la Tunisie et le Maroc pourraient être laissées à l'initiative du gouvernement autonome algérien. La France s'engagerait à apporter une aide annuelle, à déterminer. Guy Mollet l'avait d'ailleurs dit et promis à son arrivée au pouvoir. Je crois même qu'il avait dit que nous fournirions à l'Algérie, pour son équipement, un montant équivalent à ce que nous dépensions dans les opérations militaires. Je pense que cela n'apporte rien de nouveau. Voici, je crois, ce qui pourrait permettre peut-être à la négociation d'avoir lieu et de donner de bons résultats, c'est qu'après dix ans de ce régime d'autonomie interne, un plébiscite serait organisé en Algérie, sous contrôle de l'ONU ou de toute autre organisation démocratique. Si l'Algérie choisissait à ce moment-là le maintien de ce système, ce serait définitif. Si, par contre, le plébiscite était en faveur de l'octroi de l'indépendance, la France le respecterait. Lors de la formation du prochain gouvernement, la France s'engagerait solennellement à respecter ce plébiscite.

Les principaux avantages de cette solution sont, à mon avis, les suivants. Elle est susceptible d'arrêter la guerre sur le champ. Elle met à l'épreuve la bonne foi de tout le monde. On verrait si le FLN est représentatif ou non, si les Français - certains français - d'Algérie sont prêts à considérer les Musulmans comme leurs égaux, ou non, s'ils tiennent vraiment au sol algérien ou à leurs seuls intérêts.

Cette solution permet aux Algériens de faire l'apprentissage du pouvoir, de mesurer les inconvénients de l'indépendance absolue, d'apprécier la bonne foi de la métropole qui est, à mon avis, certaine actuellement.

Elle permet d'étudier tous les problèmes, en dehors du climat passionnel actuel. Elle permet à la France, probablement, sans aucun abandon, sans aucune trahison, de rester en Algérie, et en Afrique. A cette occasion, je m'élève contre tous ceux - pas tellement au Parti Socialiste, mais à la Droite du Parti Socialiste - qui traitent indifféremment de défaitistes, de partisans de l'abandon, de traîtres, tous ceux qui n'acceptent pas systématiquement leur opinion.

J'ai lu, dans le dernier bulletin intérieur du Parti, une intervention de Guy Mollet, au dernier Conseil national, où il disait toute son amertume d'être attaqué à l'intérieur, à l'extérieur du Parti, où on lui prêtait une politique et des intentions qui n'étaient pas les siennes.

Il est certain - et ce n'est pas un parallèle que j'établis - que tous ceux d'entre nous qui demandent passionnément que tout soit mis en oeuvre pour mettre fin le plus rapidement possible au conflit algérien, n'ont aucune conscience de trahison, aucune volonté d'abandon non plus.

Pour en revenir à la crise - et c'est par là que je terminerai - je pense que le Conseil national devrait refuser la participation des Socialistes au gouvernement. Il n'y a, à mon sens, qu'une façon de participer à un gouvernement, c'est d'en demander la direction. Sinon, il faut laisser aux autres Partis le soin de faire une

politique qu'ils déclarent être la seule bonne. Un gouvernement Socialiste homogène, surtout se basant sur une nouvelle politique algérienne, pourrait être très rapidement formé et pourrait certainement recevoir une audience au Parlement de nombreux partis.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mazier.

Antoine Mazier

Mes chers camarades,
Mon propos sera très bref, malgré l'importance de la question qui nous réunit aujourd'hui. Je regrette pour ma part - et j'imagine que la chose a déjà été dite - que les circonstances nous obligent à tenir notre Conférence nationale après le Conseil national, puisque aussi bien, cette Conférence nationale devait nous permettre, dans le calme et dans la sérénité, d'essayer de définir une politique du Parti, sur des problèmes essentiels, alors que nous sommes appelés, avant cette confrontation à l'intérieur du Parti, à prendre une décision qui, manifestement, sera pour de longs mois appelée à peser sur notre existence et rendra, par conséquent, en partie inutile la Conférence qui doit se tenir demain.
Je voudrais d'abord préciser un point. Je ne pense pas qu'il y ait dans cette salle quelqu'un qui puisse penser que j'interviens mû par je ne sais quelle hostilité personnelle contre la personnalité du Président désigné qui est, vous le savez, député de mon département. Je juge M. Pleven non d'après son attitude dans les Côtes-du-Nord, qui est d'ailleurs, je dois le dire, différente de celle qu'il adopte à Paris, mais d'après ce qu'on peut penser des chances de son expérience sur le plan national. Je plains ceux d'entre vous qui pourraient penser le contraire et qui ne m'accorderaient pas d'avoir une vue plus haute des choses, qui penseraient que je n'apporte ici que l'écho des querelles locales.
Je vais peut-être vous surprendre d'ailleurs. Je considère que M. Pleven est un homme digne d'une grande estime. C'est un républicain. C'est un libéral. S'il est investi demain, je suis convaincu que sous son règne, on ne saisira pas les livres, comme on l'a fait sous le gouvernement Gaillard…(mouvements divers)…
On y regardera peut-être à deux fois avant de saisir arbitrairement certains journaux.
Ceci dit, je pense que, toutes les fois qu'il a occupé une responsabilité, sur le plan national, il n'a pas été heureux. Il a été ministre des Finances à la libération et vous vous souvenez que notre Parti, à l'époque, combattait ses gestes. Il est probable que c'est le jour où de Gaulle l'a appelé à la place d'une autre, que notre pays s'est engagé dans une voie qui l'a conduit, en définitive, dans la dépendance économique de l'étranger.
Comme Président du Conseil, il a été en 1951, celui qui a accepté de faire voter la loi Barangé et, par conséquent, de faire peser sur la législature, de 1951 à 1956, l'hypothèque que vous savez.
Enfin, comme ministre de la Défense nationale sous les gouvernements que vous

savez- je ne dirai pas que c'est lui qui porte la responsabilité de Dien-Bien-Phu - mais je dirai que, comme ministre de la Défense nationale, il a sans doute manqué de quelque autorité, de quelque clairvoyance.
Par conséquent, je ne suis pas plein d'admiration pour la carrière politique de cet homme d'Etat et pour le rôle qu'il a joué dans les conseils ministériels. Mais ce n'est pas la nature de sa personnalité qui fait que je suis résolument contre la participation du Parti Socialiste à son ministère, c'est parce que, voyez-vous, je pense que notre discussion ici est une discussion qui est faussée et il est surprenant que dans un Parti comme le nôtre, vieux d'1/2 siècle, qui a été associé si étroitement à la vie politique de ce pays, les yeux ne s'ouvrent pas davantage.
De quoi discutez-vous ? Vous allez accorder ou refuser la participation au vu d'un programme qu'on vous a exposé ce matin, un programme qui est fait, dans certaines parties pour ménager certaines susceptibilités, dans d'autres parties pour ne pas épouvanter la droite, un programme qui, vous le savez, ne sera pas appliqué.
Depuis 2 ans, bientôt 2 ans 1/2, nous en avons vu définir des programmes ! Il y a eu le programme de Guy Mollet. Une partie a été réalisée, ne soyons pas injustes, et je l'ai toujours dit, mais le point essentiel qui était la paix en Algérie ne l'a pas été et dieu merci, je sais bien que ce n'est pas un problème simple et je suis de ceux qui pensent que la façon dont nous l'avons abordé au lendemain du 6 février nous condamnait à l'échec.
Mais pourquoi le gouvernement Guy Mollet a-t-il été mis dans l'impossibilité d'appliquer son programme ? Parce qu'il y avait la pression de la Droite.
Cette déclaration que Pleven veut vous faire voter dans quelques jours, au fond, est-ce qu'elle est très différente de celle que Guy Mollet avait prononcée lui-même devant les vitraux, je vois encore les photographies, j'étais à Alger à cette époque avec un certain nombre de camarades.
Mais cette déclaration n'a pas été avalisée par l'ensemble des groupes sur lesquels compte M. Pleven. Le gouvernement Bourgès-Maunoury avait un programme ; il nous avait dit qu'il poursuivrait un offert social. Est-ce qu'on a parlé du projet Gazier, du projet Billières ?
Le gouvernement Gaillard avait été plus explicite, il avait dit : nous en parlerons, le gouvernement en parlera.
M. Pleven vous dit : ce n'est pas à l'échelon gouvernemental, ces 2 réformes si importantes, à notre point de vue, et si importantes en effet pour la vie du peuple de France, M. Pleven vous dit : elles ne sont pas encore arrivées à l'échelon gouvernemental, ce qui signifie par conséquent qu'il faut que nous en fassions notre deuil.
Ainsi, par conséquent, nous allons de recul en recul et, en fait, ils nous veulent dans leur gouvernement pourquoi ? Parce qu'ils savent que lorsque nous avons nos hommes associés à l'équipe ministérielle, il y a 100 députés qui, bon gré mal gré, souvent profondément déchirés mais par discipline, par attachement à ce vieux Parti, acceptent tout de même de voter, alors qu'en face il y a des groupes divisés qui calculent le nombre de voix qui sont nécessaires pour faire échouer

ou en tous les cas pour faire exercer une pression suffisante pour que le Président du Conseil renonce à certains projets.
Par conséquent, ce n'est pas la question du programme que nous devons définir aujourd'hui, ceci est une discussion académique avec l'assemblée que vous savez, avec le poids que peut exercer la Droite dans la majorité du type de celle que propose M. Pleven, il est évident que notre discussion est une discussion sans objet et que si vous y allez, que si vous y allez dans 2 mois, 3 mois, peut-être avant, le gouvernement de M. Pleven, dès qu'il voudra appliquer la partie de son programme que nous pourrions accepter sera renversé de nouveau par la conjonction de la Droite et des Communistes qui a déjà renversé Bourgès-Maunoury sur la loi-cadre et Gaillard sur la question de la Tunisie. Par conséquent, vous allez faire un nouveau marché de dupe et qui est-ce qui en sera victime ? Le pays d'abord, le pays qui a besoin qu'on définisse une autre politique que cette politique qui ne peut pas aboutir, qui depuis 2 ans l/2 fait que la guerre d'Algérie s'aggrave, fait que les chefs militaires eux-mêmes reconnaissent que désormais ils ont devant eux des rebelles plus nombreux et mieux armés qui fait que le ministre des Affaires Etrangères s'aperçoit que la France a contre elle à peu près toutes les puissances qui comptent, ce qui fait que, après la conférence de Tanger, on peut s'attendre à la création d'un gouvernement de l'Algérie, d'un gouvernement qui sera reconnu dans les 8 jours par les états Communistes et peut-être 3 mois plus tard par l'Amérique et par l'Angleterre. Par conséquent, le pays sera victime de votre marché et puis le Parti, croyez-moi, ne vous fiez pas à une certaine stabilité du corps électoral et à certaines victoires faciles sur le plan social !
Croyez-moi, ce pays aspire à une autre politique, ce pays sent bien les périls qui le menacent, il reste profondément républicain, et vous l'avez vu, puisqu'il a participé en pleine crise ministérielle à des élections dont on pouvait penser qu'il se serait désintéressé et c'est là un élément favorable.
Eh bien, répondez-lui à ce pays en lui rendant un peu de fierté, un peu de confiance en lui-même, en lui proposant une politique qui soit conforme à ses traditions et aux traditions de notre Parti, de sorte que le problème qui se pose aujourd'hui, ce n'est pas un problème de programme, c'est un problème de majorité.
Dans la voie où veut vous entraîner M. Pleven, il n'y a rien que le recommencement des expériences Bourgès-Maunoury et Gaillard que nous venons de connaître, je suis persuadé pour ma part que dans l'assemblée issue du 2 Janvier - et les deux premiers mois de l'existence gouvernementale de Guy Mollet l'ont prouvé - il est possible de faire une autre politique avec une autre majorité; c'est à cela que nous devrions consacrer la séance d'aujourd'hui et non pas à l'étude d'un programme qui vous amènera à une nouvelle déception et entraînera le pays dans une voie qui nous conduit sans doute en effet à une crise de régime.
Car il est bien évident que nous ne pouvons pas indéfiniment traîner des problèmes insolubles. La guerre d'Algérie, la situation économique, - cela est vraiment curieux - à la solution de laquelle M. Pleven nous propose quelque

chose enfin une caricature de l'économie de guerre que d'autres ont demandé, mais qu'il est bien incapable d'appliquer, il est inutile de vous le dire, je pense que vous le sentez.
Cette guerre d'Algérie, à laquelle vous ne mettrez fin qu'en vous retournant vers ce que disait le Parti en 1955 vers ce qu'il a dit trop timidement d'ailleurs à mon avis dans ses motions de congrès, mais qui, en définitive, lorsqu'elles ont été transcrites sur le plan parlementaire ont été peu à peu abandonnées, nous l'avons vu dans la loi-cadre, nous le verrons encore demain dans autre chose, par conséquent, aujourd'hui - et je termine par là - ne vous préoccupez pas, si vous voulez redonner une vie à ce Parti, si nous voulons redonner la confiance au pays, ne nous préoccupons pas d'une expérience qui est mort-née qui, même si elle réussit nous amènera à une crise comme les 2 que nous venons de connaître, essayons de trouver un autre débouché en remettant à l'étude l'histoire de l'Algérie, en cherchant des solutions conformes aux traditions de notre Parti, aux traditions de notre pays.
(Applaudissements)

Dans la salle - Lesquelles ?

Antoine Mazier - Voyez les textes de la minorité.

Le président - La parole est à Verdier.

Robert Verdier

Camarades, l'intervention que vient de faire Mazier me permettra d'abréger considérablement les quelques réflexions que je voulais faire sur la crise face à laquelle nous nous trouvons.
Il est bien évident que de Conseil national en Conseil national et de crise en crise, nous nous trouvons chaque fois plus embarrassé devant les offres de participation qui nous sont faites.
Nous sommes de plus en plus embarrassés parce que nous hésitons, d'une part, à accepter des cohabitations politiques qui ne nous plaisent pas, un programme où nous trouvons pour nous des satisfactions insuffisantes et, d'autre part, les difficultés, les risques que peut entraîner de notre part un refus.
Et je crois que ces dangers augmentent, en effet, chaque fois, que chaque fois nous sommes amenés à nous demander quelle conséquence aura notre refus, s'il ne nous amènera pas un peu plus tard à accepter la participation avec un Président du Conseil encore moins proche de nous que celui auquel nous l'avons refusé d'abord et avec un programme où on aura encore rogné un certain nombre d'articles qui nous donnaient toute satisfaction.
Je crois que cet embarras a pour origine d'abord le fait que nous n'avons pas su saisir et peut-être aucun d'entre nous n'a-t-il eu cette pensée à ce moment là, l'occasion de faire notre décrochage tout de suite après le gouvernement de Guy Mollet. Je crois que c'était là la bonne occasion, c'est trop tard, je me contente de le signaler sans y revenir.

Fondation Jean-Jaurès

Et je crois aussi que l'autre erreur nous la commettons à chaque crise, c'est une erreur qui consiste à ne pas prendre position dès le début sur le fond, je veux dire non pas sur des problèmes de programme, mais comme vient de le dire Mazier, sur des problèmes de majorité et sur des problèmes de participation ou non participation.
Eh bien je souhaiterais que dans la circonstance actuelle nous opposions un refus, je vais d'abord dire pour quelle raison et je dirai ensuite de quel commentaire, à mon avis, ce refus devrait être assorti.
Pour quelles raisons ?
Eh bien d'abord, puisqu'il apparaît, par ce que nous ont dit ce matin Charlot et Guy Mollet, il apparaît que l'on nous demande un engagement durable, qu'on nous demande d'accepter disons-le franchement pieds et poings liés le programme qui nous est offert qui peut être en lui-même fort défendable qui est peut-être adapté aux circonstances, je n'entre pas dans le détail de cette discussion, mais dont nous savons bien qu'il sera difficile de l'appliquer étant donné le poids que donneront dans cette majorité les éléments de droite dont nous avons pu juger l'action par de nombreuses expériences.
Si nous acceptons aujourd'hui la participation, cela veut dire, en réalité, que nous sommes enchaînés à l'accepter tout le temps au cours de la législature.
2° - Je voudrais vous faire constater une espèce de glissement continu de nos positions. Je prends un exemple, les projets de réforme des rapports de la Sécurité Sociale et des médecins, le projet Albert Gazier, le projet de réforme de l'enseignement.
Que ce soit la crise de mai l'an dernier après la chute de Guy Mollet, que ce soit au mois d'octobre, le Parti, chaque fois s'est battu avec assez de vigueur pour que ces deux points fussent inscrits dans le programme du Président du Conseil qui sollicitait l'investiture.
Nous l'avons obtenu, mais nous voyons aujourd'hui le résultat, pour des raisons bonnes ou mauvaises, peu importe, on nous a lanterné et les projets ne sont pas encore venus en discussion devant le Parlement et il y a peu de chances qu'ils viennent rapidement.
Je dirai même très franchement le fond de ma pensée, je crois qu'en effet il est difficile, en l'état actuel des choses, de procéder à des réformes de ce genre, qui en effet, coûtent peut-être beaucoup d'argent, on peut peut-être le contester, Albert Gazier le conteste en ce qui concerne son projet, ce n'est pas contestable en tout cas en ce qui concerne la réforme de l'enseignement. Mais si petit à petit, nous avons vu s'éloigner la possibilité de réalisation de ces réformes et que si l'on peut dire que les précédents présidents du conseil les avaient mises pour la forme, pour nous donner satisfaction, dans leurs déclarations d'investiture, cette fois-ci M. Pleven a au moins la loyauté de nous dire qu'on est encore assez loin de leur inscription dans les projets du gouvernement et d'en être au stade gouvernemental en ce qui concerne ces projets.
Voilà l'exemple qui, à mon avis, est le plus frappant de ce glissement de nos positions pour l'abandon de diverses participations.
Autres séries de réflexions, elles concernent l'Algérie. J'ai écouté très

attentivement et en prenant des notes les indications que nous a données tout à l'heure Guy Mollet. Je n'entrerai pas dans le détail de la discussion ni du fond, car vous connaissez ma position, je crois que nous n'en sortirons que si nous faisons un effort de renversement assez considérable. Mais je prends les choses telles qu'elles sont et en m'enfermant dans le cadre du Conseil national.
Une chose m'inquiète et qui se ramène aux dessins de la majorité choisie, comment une telle déclaration peut-elle avoir un sens précis si elle est approuvée à la fois par nous et par ceux qui ont renversé le gouvernement Gaillard non pas sur une affaire secondaire, non pas sur des problèmes importants mais extérieurs à l'Algérie, comme ça avait été le cas au moment où Guy Mollet est tombé, il s'agissait, vous vous le rappelez, de problèmes financiers non pas même sur une affaire relative à l'Algérie mais tout de même limités comme avait été la loi-cadre au beau moment de la chute du gouvernement Bourgès-Maunoury, mais sur un problème qui concernait, il faut bien le dire, l'ensemble de notre orientation non pas seulement à l'égard de l'Algérie, mais à l'égard de l'Afrique du Nord prise comme un tout. Comment donc, si cette déclaration est approuvée à la fois par les indépendants, à la fois par Pinay, Duché, Isorni etc.... qui ont voté contre le gouvernement Gaillard et qui l'ont renversé, et par nous, comment peut-elle avoir un sens précis ? N'est-ce pas la preuve que nous risquons d'aller au-devant de situations que nous avons déjà connues, c'est-à-dire que chacun prend, dans la déclaration, les 3 ou 4 formules qui semblent lui donner satisfaction à lui et tâche d'oublier celles qui l'inquiètent un petit peu et dans lesquelles d'autres mettent un contenu tout-à-fait différent.
Vous avez d'ailleurs de cela un exemple précis qui m'a frappé quand Guy Mollet nous donnait les informations ce matin.
Et je crois que c'est à ce propos, Guy Mollet, que tu as dit que Pleven était d'accord avec nous pour renouveler cet appel de manière solennelle et pour parler de rendez-vous, comme cela avait déjà été fait. Mais il ne pouvait pas le dire étant donné qu'il y avait un fait de la part d'autres partenaires....

Guy Mollet - Parce que notre décision sera assez grave de répercussions quelles qu'elles soient, je crois qu'il est bon que cette décision soit prise en fonction d'informations très précises :
L'offre renouvelée d'un appel au cessez-le-feu sera en tout état de cause faite, cela figurera dans la déclaration.
Le point précis est que j'avais manifesté le souhait que d'ores et déjà, dans la déclaration, soit indiquée l'idée d'un rendez-vous avec un lieu et une date fixés. Et alors qu'il se déclare, lui, favorable à cette idée, il ne croit pas pouvoir l'inscrire dans la déclaration. Mais l'idée du cessez-le-feu reste.

Robert Verdier - Je me suis sans doute mal expliqué, mais c'est bien ainsi que j'avais interprété tes propositions de ce matin, plutôt tes informations.
Et j'allais ajouter que je trouvais tout naturel qu'un chef de gouvernement ne mette pas tous les détails d'exécution d'une politique dans la déclaration d'investiture, mais ce qui me frappe ce sont justement ces premières

manifestations de divergence, cette crainte de choquer certains éléments de sa majorité qu'il a exprimée lui-même à propos d'un problème particulier que j'ai pris seulement comme texte.
Et enfin, dernier point que je voudrais signaler comme raison, pour moi, de ne pas accepter les offres qui nous sont faites, M. Pleven dit qu'il va demander un engagement de loyauté et de trêve à tous les Partis.
Je n'insiste pas, je crois que Mazier l'a dit en termes excellents, nous savons bien que cet engagement c'est nous qui le tiendrons le plus, c'est nous qui le tiendrons avec le plus de loyauté, non pas seulement sur le plan parlementaire à cause de l'appoint massif permanent de notre centaine de voir, mais même au fond dans les propos que nous tiendrons en public.
Les autres le tiendront-ils ?
Les autres Partis seront-ils capables de tenir cet engagement ? Peut-être tel ou tel des Indépendants engagés dans le gouvernement ou même en dehors du gouvernement fera-t-il tout ce qu'il pourra pour le tenir, mais vous savez bien qu'un certain nombre d'éléments du groupe des Indépendants ne tiendront jamais ces engagements, ceux-là même qui ont été à la pointe du combat contre le gouvernement Félix Gaillard dans le problème qui a amené sa chute.
Telles sont, camarades, les principales raisons pour lesquelles je pense que nous devrions opposer un refus, mais j'ajoute que pour essayer de sortir de ces embarras que je rappelais tout à l'heure, nous ne devrions pas refuser en prenant prétexte de tel ou tel point du programme, nous devrions dire un non, à mon avis, catégorique et j'ajoute définitif.
Nous avons, je crois, un certain nombre de raisons parfaitement acceptables pour l'opinion publique afin de justifier cette attitude.
Nous pourrions dire, je crois, légitimement, que le Parti a donné bien des preuves de son attachement au régime, de son sens patriotique, qu'il a fait des sacrifices, qu'il a assumé des responsabilités qui lui étaient pénibles, je pense pour ma part qu'il est même allé trop loin dans cette voie, mais j'essaie de me placer ici dans le cadre du Conseil national et de la situation où nous sommes. Je crois que nous avons le droit de dire cela au pays et que précisément parce que nous sommes dans cet état d'esprit d'écœurement dont parlait, je crois, que c'était Guy Mollet, ce matin, devant cette inconsistance de la Droite incapable de tenir ses engagements, nous sommes disposés, non pas à jouer cette politique du pire qui consisterait à vouloir mettre l'extrême Droite au pied du mur pour voir si elle est capable d'appliquer sa politique - je crois qu'elle ne le pourrait pas, que la politique Bidault, Soustelle ne serait pas applicable, mais qu'il suffirait de peu de temps pour que ces hommes fassent beaucoup de dégâts et nous mettent dans une situation plus difficile encore - mais à faire une politique d'approbation d'investiture, puis de soutien que nous nous engagerons à pousser aussi loin que possible, et non pas une politique de participation.
Voilà, camarades, les quelques réflexions que je voulais faire. Je pense que si ces propos étaient tenus dès maintenant avec fermeté et relativement pas seulement à M. Pleven, mais si nous disions que ce serait ainsi pour un autre, mais que pour lui nous sommes décidés à le soutenir et à lui donner l'investiture,

je crois que la solution de la crise serait possible.
J'ai raisonné, je vous l'ai dit à plusieurs reprises, en n'abordant pas le problème algérien dont je tiens à dire en passant que je crois que son réexamen est à la base de toute politique destinée à nous tirer de la situation présente, mais c'est volontairement que je n'ai pas abordé ce problème, parce que, évidemment, étant Conseil national simplement chargé de répondre aux questions qui nous sont posées à propos de la crise, nous ne sommes pas habilités à un changement de programme et d'orientation ?
Je termine simplement par l'évocation de ce que l'on nous dit à chacune des crises : danger du régime, et c'est chaque fois un peu plus vrai et je crois que cette fois ci, c'est plus vrai qu'aux crises précédentes. Mais je vous demande de vous poser une question, camarades : nous l'avons sauvé à peu près tous les six mois le régime, nous avons cru le sauver en acceptant des participations que nous acceptions en rechignant et simplement parce que nous avons cru qu'il n'était pas possible de faire autrement.
Eh bien, je pense très profondément que les résultats sont là, que cette méthode n'était pas la bonne, qu'elle met le régime de plus en plus en danger, parce que la construction de ces gouvernements sur des majorités, au départ, très larges, aboutissent, en réalité, à des gouvernements faibles, à des gouvernements paralysés par leurs divisions et qui, malgré l'ampleur de la majorité, ne durent pas très longtemps, nous venons d'en faire deux expériences.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, le nombre des orateurs s'est sensiblement accru ; je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'organiser le débat, mais je fais appel à chacun pour qu'il parle le plus brièvement possible.
La parole est à Léon Boutbien.

Léon Boutbien

Mes chers camarades,
Chacun pourrait aborder cette tribune avec un légitime ressentiment. Après avoir deux ans durant donné la preuve de notre attachement à la République et au fonctionnement de ses institutions, après avoir courageusement sacrifié nos plus secrètes espérances à la défense et au maintien des conquêtes sociales issues de la résistance, prolongées sans cesse et jusqu'aux limites d'un garantisme qui risque de ruiner notre économie, nous sommes payés d'ingratitude, sur le plan parlementaire où des collusions les plus incohérentes renversent des gouvernements de Guy Mollet, de Bourgès, de Gaillard, sur le plan électoral ensuite où les travailleurs, en dépit de tout ce qui est fait pour eux, conservent leur attraction à la politique de désespoir du Communisme international illustrée dans le sang et le martyr du peuple hongrois et par tant d'autres, au passé, au présent et au futur !
La confusion est grande devant un tel mélange de stupidité, d'égoïsme, de lâcheté et d'inconscience.
Sur le plan social, une grande partie du patronat de la maitrise, des cadres, des

Fondation Jean-Jaurès

fonctionnaires dits d'autorité, se livre à un jeu aussi pervers. Les uns ne pensent qu'à leurs profits illicites, les autres à leur petit embourgeoisement qui en fait des conservateurs sans culture, les derniers, enfin, qui détenant des parcelles d'autorité, se croient au dessus des lois de la République et traitent avec un mépris sans feinte les efforts de ceux qui entendent maintenir, sauvegarder et protéger l'œuvre entreprise.

Chaque erreur d'un Parti sert de prétexte pour un abandon ou une trahison. Tout se désintègre sous nos yeux. L'opportunisme a d'excellentes raisons pour esquiver la difficulté, mais la loyauté, le bon sens et tout simplement l'honnêteté intellectuelle, gage de la démocratie, souffrent si fort d'un tel état qu'un socialiste ne peut être complice silencieusement, même si la vérité est dure à dire.

L'ingratitude du corps électoral dans certaines régions, l'inconsistance doctrinale d'une droite absente, la mystification des adeptes de l'impérialisme soviétique, ne doivent pas détourner les Socialistes de leurs responsabilités ni de leur devoir.

Chacun ici sait le poids de son vote. Va t-il réagir sentimentalement ou, au contraire, surmonter l'amertume d'hier pour éviter de compromettre l'espérance de demain ?

C'est à cette première question que notre Conseil national doit répondre.

Tout d'abord, existe t-il des raisons ou des faits nouveaux qui nous empêchent de prolonger l'œuvre entreprise ?

Avant de parler de participation au gouvernement, c'est un point qu'il faut bien éclairer. La composition politique du Parlement reste inchangée. La conjoncture des votes des Communistes, des poujadistes et des modérés de droite peut à tout moment rendre impossible le gouvernement de centre gauche et, à l'inverse, nous avons, nous aussi, Socialistes, un rôle éventuel d'arbitrage qui peut rendre impossible l'existence de tout gouvernement qui n'aurait pas notre appui.

Mais cette situation n'est pas modifiée depuis 1956 et la consultation du corps électoral met en évidence, non pas la cristallisation aux extrêmes, mais le développement, l'organisation et la discipline d'un centre droit qui trouve désormais des appuis dans tous les secteurs les plus médiocres, les moins compétitifs de notre agriculture, de notre commerce et de notre industrie.

Et ceci s'explique aisément, c'est une réaction de défense, de peur, de refus du choix ; l'économie française traverse une série de difficultés ; en dépit de l'aide extérieure dont elle a pu bénéficier, il lui faudra plusieurs années encore avant de sortir du goulot d'étranglement dans lequel elle se trouve.

Analysons brièvement ce point : il nous faut importer une part importante de nos ressources énergétiques, en attendant que nous puissions disposer des pétroles du Sahara ou de toute autre ressource d'énergie. Il nous faut maintenir un niveau élevé de vie par rapport à nos charges extérieures dont l'Algérie, par exemple, et à notre législation sociale. Il nous faut maintenir le plein emploi, alors que la crise sévit aux Etats-Unis d'Amérique, en Grande-Bretagne et en Italie. La hausse scandaleuse de certains produits alimentaires dont le vin n'a pu être suffisamment jugulée. La spéculation a joué à plein sans qu'aucun

gouvernement n'ait eu les moyens de la juguler.
Peut-être le blocage des vins chez les producteurs et sa libération par tranches atténuera la difficulté de la soudure au cours des mois d'août et de septembre ; peut-être le rationnement par ticket aurait il pu être retenu, mais outre son effet psychologique désastreux, c'est coûteux pour l'Etat et c'est, une fois de plus, la voie ouverte au marché parallèle.
Ce n'est pas une des moins tristes constatations de cette mentalité de certains citoyens de rappeler qu'au moment de l'affaire de Suez, l'essence était officiellement rationnée et qu'on en trouvait au marché noir ! Pour le vin demain ce serait la même chose. Le vin rouge tient dans notre politique nationale une très grande place. Il a été un puissant facteur de mécontentement populaire, il a rendu sensible la diminution du pouvoir d'achat.
Il est vrai que des le départ de Ramadier, Gaillard, alors ministre des Finances, a, volontairement amorcé une politique d'inflation qu'il voulait limitée et contrôlée. La pression de certains prix était très sensible ; il fallait essayer de réduire la consommation intérieure et, par voie de conséquence, améliorer la situation déficitaire de notre balance commerciale, réduire certaines importations et chercher à exporter une partie des produits qui résultaient de la réduction de notre consommation interne.
Les facteurs politique et économique ont interdit la réalisation de ce schéma, et quand Gazier, dans une réunion du Comité directeur, nous a dit que ce schéma avait échoué, puisque contrairement aux prévisions notre déficit s'était aggravé, il n'avait pas à ce moment-là, à mon avis, assez insisté sur les vraies causes. Or, tout gouvernement d'hier ou de demain devra en tenir compte. Je vais en énoncer quelques-unes.
1° - la crise américaine : l'inflation y a pris une allure qui est inquiétante et le chômage qui touche 4 millions d'ouvriers ne cesse de croitre.
2° - l'incertitude politique au Moyen-Orient qui nous oblige à prendre des précautions nécessaires et notamment à constituer des réserves de pétrole ;
3° - la guerre d'Algérie qui va dépasser les 320 milliards de dépenses dont nous avait parlé le rapport de notre camarade et ami Jean-Raymond Guyon au début de cette année, et cette aggravation résulte, non seulement de la nécessité de contrôler les frontières, mais de l'augmentation de la durée du service militaire et du renforcement d'une action rebelle de plus en plus internationalisée.
A ces causes générales et qui resteront actuelles pendant de longs mois encore s'ajoutent des causes plus particulières de l'économie française elle-même.
On ne dira jamais assez combien la structure de notre économie agricole pèse sur la destinée du pays. Les efforts de modernisation et d'équipement, comme la participation de la collectivité aux charges sociales et fiscales et les subventions diverses accordées n'allègent pas les prix de revient. Nous nous heurtons aux structures d'une société auxquelles il est difficile de toucher tant est grande la puissance électorale de cette catégorie sociale.
Les insuccès de remembrement, les timides résultats de la coopération nous ont amenés nous-mêmes, Socialistes, à prendre la défense de la petite exploitation familiale.

Or, c'est sur une expansion agricole méthodique que la France peut le plus compter pour améliorer son déficit de balance commerciale. C'est à l'agriculture française que le marché commun européen ouvre un marché de 120 millions de consommateurs avec les plus grandes chances, à condition que l'agriculture s'y engage dès à présent résolument et ardument.
Nous, pendant ce temps, nous appliquons la loi votée par le Parlement à la demande de M. Laborde qui aggrave encore notre impasse budgétaire de 10 milliards dans les mois qui viennent. Nous, pendant ce temps, nous atténuons que la fixation des prix agricoles pour la prochaine campagne nous entraine dans une inflation spéculative et scandaleuse.
Si nous nous tournons vers les secteurs industriels, il nous faut dénoncer l'explication trop facile et trop simpliste du Conseil national du Patronat français pour justifier nos difficultés d'exportation. Si les charges qui sociales et fiscales qui pèsent sur notre industrie sont sensiblement plus élevées que celles qui pèsent sur nos voisins, et ce n'est d'ailleurs pas démontré pour tous, l'incidence est négligeable par rapport aux vrais problèmes : le vieillissement de notre outillage, le retard dans l'organisation, le laisser-faire de la médiocrité qui sont les caractéristiques d'environ 60% de nos patrons.
Dans d'autres secteurs compétitifs, par contre, notre situation est favorable ainsi qu'en témoignent les indices de production. Mais l'exportation n'est pas un phénomène simple, cela suppose l'organisation des marchés, l'installation d'infrastructures pour l'entretien ou la réparation des machines vendues, cela suppose aussi une publicité, cela suppose une qualité soutenue et suivie, cela suppose des facilités bancaires à court et à moyen terme et même des facilités fiscales.
Le pays en a pris conscience suivant ainsi l'exemple d'autres pays européens comme l'Allemagne, mais il a laissé s'accentuer un retard difficile à rattraper.
Dans le secteur nationalisé et semi public, la situation est critique. Il y aurait beaucoup à dire de ces dix dernières années d'expérience. Une catégorie sociale relativement favorisée et surtout protégée est en train de constituer une nouvelle force dans l'Etat. Chacun des membres qui la compose ne devrait pas oublier le sens de notre lutte pour en arriver là et ce qu'il doit au Parti Socialiste, à ses députés, et à ses ministres. Si la gestion de larges secteurs de l'économie échappe désormais au capitalisme privé, le nouveau mode ne doit pas pour autant transférer le capitalisme d'hier en appropriation corporative d'aujourd'hui.
Dans les semaines qui vont venir vont s'engager des luttes décisives ; le Parti va être placé devant un choix douloureux, mais nécessaire. Chaque menace de grève peut trouver son explication dans une revendication non satisfaite ou un rendez-vous manqué, et sur ce point notre ami Charlot a, ce matin, donné suffisamment de chiffres pour que je n'aie pas besoin d'y revenir.
Nous avons vu l'électricité de France, par exemple, paralyser la vie du pays pour demander avec la complicité de sa direction et la domination communiste à l'intérieur, la répartition de bénéfices réalisés sur le dos des consommateurs. Cependant, demain le prix du vin serait un alibi supplémentaire s'il en fallait un.

Collection Jean Daniel

En bref, nouvelles exigences d'augmentation de la masse globale des salaires, nouveau palier d'inflation et il faut attendre de prochaines migrations des populations vers les campagnes à l'occasion d'une fête ou de congés payés pour que l'ordre de grève soit lancé.
Le chantage devient de plus en plus intolérable à la masse des usagers ; il discrédite les nationalisations, rend évidente la crise d'autorité de l'Etat ; il ne comporte aucun risque, il est suivi plus qu'accepté, il n'est ni le fait de héros, ni le fait d'une élite prolétarienne, il entraine avec lui, du fait du garantisme et des indexations, le secteur public tout entier.
En bref, il met en péril toutes les conquêtes sociales à partir du moment où il modifie le pouvoir d'achat des revenus fixes.
Alors, comme disait notre camarade Guy Mollet, on ne va pas au Parti sur la politique duquel il y a ambiguïté. Laisserons-nous faire cela sans réagir ? Nous croiserons-nous les bras ou apporterons-nous notre caution morale à une agitation corporative ?
Car il y a l'envers du décor. Si sans précautions, ni reconversions, nous asphyxions par une pression salariale ou sociale le secteur marginal de notre industrie, si à cause des prix, nous nous trouvons sans moyens d'exporter ou privés d'aide extérieure et ainsi contraints de réduire nos importations de matières premières, nous aurons tout à la fois l'inflation, c'est-à-dire la diminution du pouvoir d'achat et le chômage, conséquence inévitable de la situation économique ainsi créée.
Avant de dire que nous participerons ou que nous ne participerons pas, il faut que chacun opte pour une politique de stabilité ou une politique de chômage et je crois que c'est là le véritable enjeu du débat d'aujourd'hui, beaucoup plus que les problèmes d'Algérie sur lesquels la controverse a été déjà épuisée.
Stabilité aujourd'hui, c'est demander aux travailleurs, dans l'immédiat, un très gros sacrifice. La réaction spontanée de la ménagère sera certainement hostile et déjà des signes avant-coureurs devraient lui donner l'éveil de menaces de chômage dans l'industrie aéronautique ou de la réduction des heures supplémentaires ailleurs. Ce pouvoir d'achat est aujourd'hui amputé de 5% environ. Demain avec l'indemnité de chômage, il le sera de 50 à 80%.
Si nous arrivons à faire admettre cela aux travailleurs, il est alors une exigence que, moralement, nous devrions considérer comme une contrepartie sine qua non de notre engagement. Nous sommes en fait dans une économie de guerre. Il faut exiger une ponction fiscale sensationnelle qui pénalise les spéculateurs, au besoin par contraintes physiques et par sanctions pénales lourdes.
La justice est le meilleur levain des révoltes. Prenons le cas des viticulteurs algériens, par exemple.
Leur récolte n'a pas connu les gelées d'il y a deux ans et elle a peut-être été un peu médiocre, j'en conviens, mais nous payons sur le fonds public des soldats pour garantir actuellement leur sécurité, par une conception, d'ailleurs, que je tiens pour désastreuse sur le plan de l'utilisation de nos moyens militaires, mais c'est ainsi; c'est même ainsi que lesdits producteurs refusent même parfois de vendre un litre de vin à nos soldats, ou bien leur font payer un litre d'eau !

Encouragés par la mollesse du gouvernement, les voici maintenant qui doublent le prix de leur vin pour jouer la spéculation et la pénurie.
Qu'attend le Parlement pour prendre une loi d'exception, pour ces spéculateurs ?
Même réflexe pour ceux qui, aux Halles de Paris, organisent la vie chère. Quel est le député modéré qui aurait l'audace de défendre à la tribune du Parlement certains criminels qui raréfient artificiellement l'arrivée sur les marchés de produits comme la pomme de terre ou les primeurs, dans une impunité absolue ?
Si participer au gouvernement veut dire que l'on tolérera cela, alors, mieux vaut une retraite impuissante.
Par contre, entrer au gouvernement et utiliser l'appareil exécutif, cela signifie qu'un Socialiste n'a pas deux poids ni deux mesures et que la difficulté doit également être supportée.
Une telle politique est évidemment très dure. On peut légitimement se demander si nous aurons la capacité politique de la suivre. Il nous faudra redoubler d'explications et d'informations et faire face à une démagogie facile et inévitable.
Si nous refusions de nous engager, sans doute nos adversaires de droite seraient malvenus à nous en faire le reproche, et les Communistes se réjouiraient secrètement que, en passant à l'opposition, nous entrions inexorablement dans leur jeu.
Par contre, si nous savions persévérer obstinément dans la tâche entreprise, certains d'envisager l'intérêt de la nation, nous nous grandirions encore et finirions par justifier et notre action passée et nos raisons d'espérer. Sinon, nous resterons dans l'ambiguïté, et nos ressentiments d'aujourd'hui seront vite oubliés si la crise se prolonge et aboutit à l'impasse.
En conclusion, je voudrais, aussi clairement que possible, avec ma Fédération, vous dire - j'écarte l'hypothèse du soutien, sur lequel, je crois, il n'est pas utile de s'étendre, étant donné la gravité du choix - que je ne crois pas davantage, dans les circonstances présentes, à la valeur constructible d'une opposition, opposition elle-même mélangée à plusieurs autres, où notre souci de vérité et d'objectivité, lié à l'insuffisance de nos moyens d'expression, nous placerait en constante infériorité.
Dans la difficulté, l'option n'est pas de fuir, mais de faire face pour défendre le plein emploi, pour juguler l'inflation, pour éviter la ruine et le chômage et pour défendre efficacement nos libertés; notre présence au sein d'un gouvernement tel que M. Pleven entend le former m'apparaît comme un devoir national et, pour un homme qui, comme moi, dans cette affaire, ne fait que défendre une conception théorique et qui sait parfaitement qu'il n'est pas engagé personnellement, j'ai voulu vous dire comment nous réagissions devant une telle difficulté.
Pour conclure, je veux me tourner vers notre camarade Guy Mollet, car je sens toutes les responsabilités qui pèsent sur ses épaules en ces heures difficiles. Le choix sera douloureux ; je sais que Guy Mollet est le Secrétaire général du Parti mais il est aussi, pour le pays, un homme d'Etat qui représente une perspective et un espoir pour des millions de personnes qui n'appartiennent pas au Parti. Il

aura aussi un choix à faire entre ce qu'il peut considérer comme une réaction de mécontentement du Parti, qui est légitime et les exigences d'une nation qui attend du Socialisme le salut.
(Applaudissements)

Le président - Gaston Defferre a la parole.

Gaston Defferre - L'essentiel de ce que je voulais dire ayant été dit, je renonce à la parole.

Le président - La parole est à David, d'Indre-et-Loire.

David (Indre-et-Loire)

Camarades, moi aussi, je serai très bref.
Je vous apporte les constatations que, dans ma fédération, nous avons faites.
Nous sommes à la troisième crise de la législature, provoquée par une majorité Communiste et modérée. Les Socialistes n'en portent certainement aucune responsabilité, mais chaque crise se traduit par une aggravation des problèmes d'Outremer, notamment en Algérie- et, en l'absence d'exécutif, les événements évoluent sans nous et contre nous -, par une aggravation des problèmes économiques et sociaux : hausse du coût de la vie, spéculations accrues sur les produits alimentaires, alourdissant les rapports avec les syndicats, grèves en perspectives, graves conséquences pour l'économie du pays.
On demande alors aux Socialistes de réparer les pots cassés, en leur représentant que toute politique constructive dépend d'eux : aucun gouvernement ne peut vivre sans leurs 100 voix... On aurait dû y penser plus tôt ! ... et même pour les deux précédentes crises.
Avec M. Pleven, le prochain gouvernement ressemblera aux deux précédents. Il devra pratiquer la même politique, il souffrira des mêmes contradictions internes qui le condamneront à l'immobilisme, aux demi-mesures, aux compromis, aux cotes mal taillées, aux actions à retardement...
En participant dans de telles conditions, le Parti Socialiste se trouvera une fois de plus condamné à des abandons inacceptables dans ces domaines essentiels : Union Française, politique économique et sociale.
En acceptant cela, il compromet l'avenir de la République et du Socialisme,
Donc, pour nous, participation à rejeter.
La cohabitation au sein du gouvernement avec les modérés est impossible maintenant ; ce sont des réactionnaires sociaux, mais comme il faut permettre le fonctionnement de nos institutions, nous proposons le soutien à un gouvernement Pleven de minorité, en fonction de son programme et de ses actes.
La crise ne peut être surmontée sans nous, on nous le dit ; nous avons donc le droit d'être exigeants. Notre position doit dorénavant être ferme, comme celle qui vient d'être définie par l'Internationale Socialiste. A cela, deux raisons essentielles :
- elle est conforme à nos principes,

Fondation Jean-Jaurès

- elle doit montrer au monde, qui se prend à douter de nous, la valeur humaine et désintéressée de nos institutions.
J'ai entendu, ce matin, notre camarade Charlot nous faire l'exposé du point de vue de M. Pleven sur l'Algérie.
Or, si nous reconnaissons au FLN le droit de parler au nom du peuple algérien, si nous ne lui reconnaissons pas le droit d'accepter le cessez-le-feu sans l'acceptation du principe du national algérien, c'est que nous sommes des démocrates et que nous ne reconnaissons pas le droit à une minorité d'imposer sa loi.
Mais, justement parce que nous sommes démocrates, nous n'avons pas le droit non plus d'imposer le préalable. Or, ce matin, nous avons entendu : pas de sécession, institutions fédératives, communauté franco-africaine...
Seules des élections au collège unique, sous le contrôle international des nations libres, permettront de dégager la majorité qui présidera librement aux destinées de l'Algérie et choisira ou son indépendance, ou une forme de co-habitation avec la France.
Et, en démocrates que nous sommes, nous devons nous engager publiquement à défendre la loi de cette majorité, avec bien entendu le respect de toutes les minorités, même si nous considérons que la prise de position de cette majorité soit une erreur à notre sens, mais simplement parce que nous sommes des démocrates.
Nous avons le devoir de définir pleinement, sans ambiguïté, notre position sur ce problème quant aux buts algériens, devant le pays et même devant le monde libre, montrant ainsi la pureté de nos intentions.
Je sais bien que l'on nous a dit souvent que ceci était, disons, entendu, mais je crois qu'il faudrait le redire. Nous pensons que si le FLN est loin d'être sûr de représenter la majorité de la population algérienne, il sera très gêné par une déclaration aussi catégorique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Roux, du Loiret.

Emile Roux (Loiret)

Mes chers camarades, de Puteaux à Puteaux... nous voici encore ici ! A entendre les orateurs qui m'ont précédé, j'ai une inquiétude : presque tout le monde s'étant prononcé contre la participation - ce qui me réjouis - je crains fort qu'elle ne soit votée tout à l'heure, car mon expérience des Conseils nationaux m'amène à penser que ce sont ceux qu'on n'entend pas qui pèsent le plus lourd dans les décisions… (applaudissements)… Je ferai encore une remarque au sujet de la crise, qui nous place probablement dans une situation difficile, c'est que M. Pleven a dû être appelé un peu trop tôt dans le déroulement de la crise. S'il avait été appelé un peu plus tard, la situation aurait peut-être été légèrement différente.
Mais, ceci dit, je tiens quand même à exprimer l'avis de ma fédération, très rapidement.

Nous ne croyons pas au programme qui nous a été présenté par M. Pleven, pour une raison très simple, c'est qu'à l'aide du passé, nous n'avons plus confiance dans les promesses du présent. Deux exemples suffisent pour justifier cette affirmation :

J'ai entendu notre camarade Charlot, ce matin, répéter tous les chiffres qui lui ont été donnés par le Président du Conseil désigné, tous les chiffres concernant les salaires. Eh bien, ce n'est pas avec cela qu'on a la réalité de l'image des salaires en France !

Il est trop facile de ne prendre que les salaires de Paris et que les salaires de la métallurgie pour comparer les augmentations de salaires avec les augmentations du coût de la vie ! Si l'on descendait un peu à d'autres étages de l'emploi de la main-d'œuvre, on verrait que c'est loin d'en être ainsi, et qu'il y a encore, hélas, beaucoup de salaires autour de 25 ou 27 000 francs par mois !

Deuxième exemple : il concerne l'Algérie.

Monsieur Pleven se rapproche davantage de nos conceptions que M. Gaillard ; soit. Mais M. Gaillard a déjà été renversé sur l'Algérie. Alors, comment voulez-vous qu'on croie quelque chose dans ce domaine ?

Ce n'est plus possible !

Nous ne croyons donc pas au programme qui nous est présenté ; c'est plus grave que nous ne croyions pas davantage au programme ou aux conditions, que nous essaierions d'imposer dans les discussions qui pourraient précéder la participation, car là non plus, nous n'avons plus confiance, même dans les conditions que nous posons nous-mêmes.

On a pris deux exemples, celui du projet Gazier, et celui du projet Billières; on pourrait en citer d'autres, je n'insiste pas.

Enfin, troisième raison que je n'ai pas encore entendu citer, et que je tiens à répéter parce que, dans ma fédération, on y est sensible... Oh ! Je sais bien les dangers de l'heure, les dangers de crise, les dangers de régime, les dangers courus par la nation... Mais, enfin, nous n'avons pas encore accepté, dans le Parti, d'une façon permanente, de nous intégrer à l'union nationale chaque fois qu'elle nous est proposée, et nous n'acceptons pas d'aller dans un gouvernement avec ceux qui forment toute la Droite française - et nous venons d'en faire l'expérience dans tous les départements, au cours des élections passées.

Une fois de plus, nous dirons : Non aux tentatives d'union nationale, et nous dirons cela, comme je l'avais déjà annoncé il y a trois ou quatre mois, en pensant sauvegarder quelque chose de très précieux, sauvegarder la force du Parti, sauvegarder son crédit dans le pays, et, par là même, probablement, pouvoir intervenir plus efficacement le jour où, enfin, cette crise de régime dont on nous parle sans arrêt sera vraiment là.

C'est donc pour cela que ma fédération, à la quasi unanimité, se prononce contre la participation, laissant au groupe parlementaire le soin d'apporter son soutien le plus souvent possible et chaque fois, tout au moins, que les conditions de l'arithmétique parlementaire imposent des devoirs pénibles au Parti Socialiste.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole est à Coffin.

Lucien Coffin

Camarades, je voudrais présenter brièvement au Conseil national quelques arguments contre la participation non pas en développant des considérations d'ordre général, mais en me basant sur les données qui nous ont été fournies ce matin par les rapports de nos camarades Charlot et Guy Mollet.

Contrairement à ce qu'ont fait avant moi un certain nombre de camarades, je parlerai très peu de l'Algérie.

Il est bien entendu que, jusqu'au prochain Congrès, l'attitude du Parti vis-à-vis du problème algérien reste celle qui a été définie par le Congrès de Toulouse.

Le seul problème qui se pose donc à nous est de savoir si les déclarations de M. Pleven nous donnent satisfaction par rapport à la politique définie à Toulouse.

Je veux simplement faire observer à ce sujet que Guy Mollet a eu, ce matin, l'honnêteté de souligner trois réserves essentielles, relatives à la déclaration préparée par M. Pleven, trois réserves qui concernent les garanties mutuelles du cessez-le-feu, le refus d'inclure dans sa déclaration cette notion de rendez-vous dont Guy Mollet lui parlait et, enfin, une réserve concernant la réintégration dans la vie politique algérienne des combattants qui se seraient battus loyalement.

Mais si nous admettons, par hypothèse, que la déclaration de M. Pleven puisse nous donner satisfaction sur le problème algérien, il reste un autre problème qui est essentiel et dont je pense que le Conseil national doit se préoccuper principalement aujourd'hui, c'est la question de la politique économique et financière qui doit nous permettre de surmonter les difficultés que nous rencontrons en Algérie.

Ici, permettez-moi d'ouvrir une courte parenthèse. J'ai l'impression que, trop souvent, dans le Parti, on se laisse gagner par cette idée qui consiste à dire que toutes nos difficultés économiques et financières proviennent du problème algérien. C'est une thèse contre laquelle je voudrais m'élever. Je l'ai déjà fait au Comité directeur. Bien entendu, le problème algérien, les difficultés qu'il soulève, les sacrifices qu'il implique, aggravent notre situation économique et financière, mais en réalité, il ne la crée pas. Ces difficultés viennent essentiellement, à mon avis, de l'évolution des formes capitalistes qui sont actuellement condamnées à osciller entre l'inflation et le chômage.

Durant ces dernières années, nous avons connu une période de tension inflationniste qui s'accompagnait d'ailleurs du plein-emploi. Nous arrivons à un moment où la lutte contre l'inflation par la hausse des prix peut nous conduire très rapidement à la récession économique et au chômage. C'est ce problème que nous devons maintenant examiner.

Je pense, pour ma part, que nous ne pourrons sortir de ce cercle vicieux - inflation ou chômage - que par l'organisation en France d'une économie étroitement contrôlée. C'est en partant de cette idée que je voudrais examiner le programme que M. Pleven nous propose et dont nos camarades nous ont

rapporté, ce matin, les grandes lignes.
De ce point de vue, je trouve le programme Pleven excellent. Il est très bon. M. Pleven a marqué sa volonté de juguler la hausse des prix et si j'ai bien compris ce qu'a dit ce matin notre camarade Charlot, il est décidé à employer pour cela tous les moyens nécessaires, y compris la taxation et la réquisition.
Camarades, c'est trop beau pour être vrai ! C'est surtout trop beau pour pouvoir être appliqué par un gouvernement dans lequel M. Pleven a la ferme intention de faire entrer des Indépendants. Qui donc pourrait croire que, demain, les hommes qui, depuis des années, combattent avec acharnement à l'Assemblée et dans le pays tout ce qui peut ressembler à une tentative d'organisation de l'économie, pourraient accepter les mesures que M. Pleven inscrit dans le programme qu'il nous offre ?
Alors, que se passera-t-il si nous participons ?
Je ne mets aucunement en cause la volonté de nos camarades qui nous représenteront au gouvernement. Je sais bien qu'au Conseil des ministres, ils se battront, ils se battront pour obtenir le respect des engagements qui auront été pris, mais je sais aussi - et l'expérience est là qui nous l'enseigne - que tout cela se terminera par des compromis, des compromis qui auront d'ailleurs pour premier résultat d'annuler ou de diminuer l'efficacité des mesures initialement proposées. Et ensuite, on présentera ces mesures devant l'Assemblée Nationale comme des mesures communes à l'unanimité du gouvernement, désarmant ainsi nos groupes parlementaires qui, là encore, l'expérience nous l'apprend, n'auront plus la possibilité de modifier ces mesures pour faire triompher notre point de vue.
Par ailleurs, ce que nos camarades ministres obtiendront ou, mieux encore, ce que, par leur action interne au gouvernement, ils pourront empêcher, l'opinion publique n'en tiendra aucun compte, l'opinion publique ne le saura pas et elle ne verra qu'une chose, c'est que nous accepterons publiquement la responsabilité, nous accepterons publiquement de prendre la responsabilité, ou de partager la responsabilité des mesures qui auront été prises.
Alors, me direz-vous, faut-il donc que le Parti se réfugie dans l'opposition ? C'est tout à l'heure le dilemme que posait notre camarade Félix Gouin et je voudrais lui dire amicalement qu'un de ses arguments au moins ne m'a pas convaincu. Félix Gouin a évoqué comme un spectre la situation qui nous condamnerait à accepter les Communistes comme compagnons de route. Camarades, il suffit, pour répondre à cette objection, de rappeler que, de 1951 à 1956, le Parti Socialiste est resté constamment dans l'opposition et que cela n'a pas absolument rapproché l'action du Parti de l'action du Parti Communiste.
Il existe un autre argument, beaucoup plus sérieux, c'est que, dans l'état actuel de la situation parlementaire, dans l'état actuel de la majorité qui peut se dégager, un refus de notre part risque de bloquer le système - pour reprendre une expression consacrée, et c'est parce que je suis sensible à cet argument que je propose au Parti une autre solution, c'est de pratiquer la politique du soutien.
Oh ! je sais bien ! Nous allons voir renaître à ce propos une discussion qui, souvent, a été soulevée dans le Parti. On a souvent dit que le soutien avait les

mêmes inconvénients que la politique de participation, sans apporter au Parti les mêmes avantages. Eh bien, camarades, je dois dire que si, à une certaine période de mon existence, cet argument m'a convaincu, il n'en est plus de même aujourd'hui. Je crois qu'on peut, par une politique de soutien, activement menée, par un groupe parlementaire décidé, obtenir autant, sinon plus, que par la participation et étaler, aux yeux de l'opinion publique, ces résultats qui ne sont pas connus quand ils sont obtenus dans le silence des conseils de gouvernement. Quand le gouvernement proposera une mesure quelconque au Parlement, nos camarades la discuteront, essaieront de la modifier, de faire triompher les points de vues du Parti. S'ils n'y réussissent pas, je le dis simplement, ils auront la ressource de s'abstenir et même, si la situation parlementaire l'exige, pour éviter une crise gouvernementale, la ressource encore de voter pour le gouvernement, mais en somme, en faisant savoir publiquement et les raisons de notre opposition et les raisons de notre décision finale.

Bine entendu, si le Conseil national devait prendre aujourd'hui cette position, elle ne devrait pas concerner que les propositions de M. Pleven. Elle devrait être valable pour toutes les autres propositions qui pourraient nous être faites. Je fais, pour ma part, une différence entre les propositions que nous a faites M. Bidault et celles que nous fait aujourd'hui M. Pleven. Je crois que le Parti, que Guy Mollet en l'espèce parlant au nom du Parti, a eu parfaitement raison de dire "non" rapidement et brutalement à M. Bidault qui pouvait entraîner le pays dans une politique dangereuse d'aventure.

Je crois que nous devons et que nous pouvons souhaiter et favoriser la constitution d'un gouvernement de centre gauche, mais en faisant savoir, de façon très claire, que si nous sommes décidés à soutenir un tel gouvernement, nous nous refuserons, en tout état de cause, d'y participer.

Notre camarade Gouin nous a encore dit que c'était là la politique de l'Aventin qui avait donné, dans une histoire récente, d'assez tristes résultats. Je conteste, pour ma part, cette affirmation. Je crois que cette politique n'est pas une politique de désintéressement des affaires publiques.

C'est une tactique qui nous est imposée par la situation parlementaire.

Je voudrais terminer en disant que je pense profondément, pour ma part, qu'à l'heure actuelle, le courage, pour le Parti, c'est de refuser clairement de se faire le garant d'une politique qui, l'expérience nous l'apprend, d'échec en échec, de déception en déception, entraîne la désaffection des masses populaires, et risque de nous conduire à l'aventure du césarisme !

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades, je voudrais faire, si vous me le permettez, quelques réflexions sur le problème qui se pose à nous, celui de la participation au gouvernement que M. Pleven entend constituer.

Je dois dire que vous ne serez peut-être pas comme moi. Je me félicite, quant à

moi, d'avoir à prendre la parole après certains camarades comme Mazier, qui ont défini, en réalité, une politique que je ne peux partager.
Il est parfaitement possible d'être contre la participation au gouvernement proposé par M. Pleven, comme il était possible d'être contre la participation au gouvernement de Monsieur Gaillard, sans pour cela penser qu'il y a une révision totale pour ces camarades de la politique du Parti.
À l'heure actuelle, nous savons parfaitement que l'opposition est pratiquement, si l'on tient compte de l'arithmétique parlementaire, pour notre Parti, quelque chose d'impossible. Impossible, parce que nous savons que certains partis du centre n'accepteront jamais, à aucun moment, de s'allier avec les Partis de l'extrême-droite, comme les Poujadistes. Il fallait avoir, en réalité, l'idée de présenter M. Bidault à la présidence du Conseil pour espérer créer, réunir ces 300 voix nécessaires pour créer un gouvernement avec l'appui des amis de M. Pierre Poujade.
Une nouvelle majorité ? Il n'y en a que deux possibles : une majorité de droite, pour les raisons que je viens de vous expliquer, me paraît, quant à moi, impossible. Peut-être que les événements me démentiront, mais nous en sommes tous là aujourd'hui, dans l'état d'incertitude et d'inquiétude qui est le nôtre. Une majorité de gauche ? C'est ce que notre ami Mazier a voulu évoquer. Sous cette étiquette de gauche, je me demande d'ailleurs en vertu de quoi et sur quels principes, sur quelle expérience, il s'appuie pour penser que l'on peut baptiser "majorité de gauche" celle qui bénéficierait pour vivre réellement de l'appui du Parti Communiste.
En fait d'ailleurs, le peuple français a répondu et au risque de paraître désagréable à certaines fédérations et à certains camarades, je pense que les cas de quelques uns de nos amis, comme Berthet par exemple, comme Mao du Finistère, et d'autres - je ne voudrais pas les énumérer...

Dans la salle - Mao, qu'est-ce qu'il a fait ? Il faut préciser !

Claude Fuzier - Mao n'est pas en cause personnellement. Ce qui est en cause, c'est le fait que l'on n'a pas respecté...

Dans la salle - ……. ils se sont apparentés contre nous pour nous f... à la porte du parlement. Eh bien...

Le président - Pas de dialogue ! Vous savez que ce n'est pas la coutume ici !

Claude Fuzier - C'est curieux comme, sur un problème de ce genre, alors que dans, 40 fédérations, il y a eu des retraits socialistes…

Dans la salle - Il faut que je m'inscrive là-dessus !… (mouvements divers) …

Le président - Inscrivez-vous si vous désirez intervenir, mais n'interrompez pas l'orateur.

Claude Fuzier - … C'est curieux qu'on soit tellement passionné aujourd'hui alors qu'en réalité, au deuxième tour, on a constaté, dans la plupart de ces départements, sauf lorsqu'il y avait des conditions locales très particulières, que ces désistements n'avaient pas donné de résultats, bien au contraire, et que le corps électoral avait désavoué totalement ces combinaisons !… (applaudissements)… J'ai le droit de le dire, au lendemain d'une élection partielle où, dans ma fédération, on m'a demandé de retirer le candidat socialiste pour un candidat d'union des gauches, présenté par les Communistes ! Et où nous l'avons refusé, contre l'avis de certains camarades du parti d'ailleurs ! J'ai le droit de le dire aujourd'hui.

En réalité, je ne peux pas accepter cette politique qui consiste à nous proposer un changement fondamental qui veut que nous constituions, sous une forme ou sous une autre, un gouvernement qui s'appellerait "de gauche", parce qu'il réunirait les amis de M. Mendès France, les amis de M. Mitterrand, et ceux qui défendent des thèses qui ont été jusqu'ici minoritaires dans notre Parti, avec quoi ? avec le soutien complice, l'appui tacite d'un Parti Communiste qui, pour des raisons de politique internationale, est en train de nous proposer une unité dont nous savons où elle conduit, où elle mène… (applaudissements)... Et c'est au nom de cela que je me sens parfaitement le droit aujourd'hui de dire que je ne suis pas personnellement d'accord, même si les votes de ma fédération tout à l'heure viendront confirmer mon opinion personnelle en disant qu'elle aussi n'est pas d'accord avec la participation au gouvernement de M. Pleven. C'est au nom de cela que j'entends, quant à moi, dire que je ne suis pas d'accord avec la constitution de ce gouvernement.

Certes, M. Pleven est un homme sympathique. Le plus bel hommage qui lui ait été rendu ici - je me dois de le citer encore et je m'en excuse - c'est notre ami Mazier qui l'a donné tout à l'heure. C'est un homme, sur le plan personnel, qui est extrêmement sympathique. Il ne l'a pas toujours été en toutes circonstances et je me rappelle quelques tribunes où nous avons eu quelque sévérité à son égard, mais aujourd'hui, le fait qu'on veut plus facilement l'enterrer dans certains cas prouve qu'on lui trouve quelques qualités supplémentaires !

Quant à moi, je constate que le programme qui nous a été exposé ce matin et que nous n'avions pas eu jusqu'ici car nous ne savions pas quelles étaient, en réalité, les intentions du président pressenti et désigné, le programme qui nous a été présenté est loin de nous donner satisfaction.

Cela me paraît d'ailleurs un point secondaire. J'y reviendrai tout à l'heure, mais je veux quand même en faire une analyse.

Sur le plan économique et social, j'ai eu l'impression d'ailleurs qu'on a donné à quelques camarades des chiffres plus ou moins faux, lorsqu'on a fait une comparaison ou plus exactement lorsque M. Pleven a fait une comparaison entre les salaires et les prix. J'ai eu l'impression, si j'en juge par les chiffres qui m'ont été donnés il y a quelques instants par des camarades compétents en la matière, qu'on n'avait pas pris tout à fait les mêmes bases de départ et que la hausse des prix, prise à partir de 1957, ne correspondait pas tout à l'ait à l'évolution du

salaire minimum interprofessionnel garanti que l'on prenait à partir de 1955 !… (applaudissements)… Par ailleurs - d'autres camarades l'ont souligné - en ce qui concerne les projets qui nous sont chers, comme le projet Gazier ou comme le projet Billières, il y a quand même un certain paradoxe à nous dire qu'aujourd'hui, ils ne sont pas portés sur le plan gouvernemental. Si je ne m'abuse - on l'a également indiqué ce matin - en ce qui concerne le remboursement des 80%, il est incontestable que la table ronde a obtenu des résultats ; maintenant, c'est de l'arbitrage du gouvernement qu'on attend une présentation de ce texte, de cet accord, de ce compromis, devant l'Assemblée Nationale.

Enfin, parler d'une lutte efficace contre la hausse des prix, accompagnée d'impôts nouveaux portant sur les catégories les plus favorisées, c'est avoir l'accord des Indépendants. Je me demande comment il se fait - j'y reviendrai aussi - que M. Pinay, que M. Duchet, que les leaders de la Droite française, aient accepté un tel programme.

En réalité, le problème du programme n'est pas essentiel. Celui qui m'apparaît le plus grave, c'est le problème de la cohabitation au sein du même gouvernement avec des gens dont nous savons qu'ils ne parlent jamais le même langage que nous, ni sur le plan des méthodes, ni sur le plan des idées qu'on défend. Voilà le fait véritable.

Cohabitation avec les Indépendants. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire 100 voix Socialistes et 5 ministres Indépendants. 5 ministres qui ne représentent qu'eux-mêmes et qui, demain, à la première occasion, sur un problème qui ne plaira pas à M. Duchet ou à ses amis, ouvriront gaillardement une crise ministérielle, dont nous n'avons cessé de dire qu'elle était un des phénomènes les plus graves pour l'ensemble du régime.

Ce qui m'inquiète d'autant plus, au risque de déplaire aux camarades qui sont contre la participation, parce qu'ils souhaitent un changement fondamental de la politique du Parti, c'est que je crains les incertitudes mêmes de la politique définie par M. Pleven sur certains aspects qui me sont personnellement extrêmement chers. Je ne peux pas concevoir que si M. Pleven a obtenu l'accord de M. Pinay sur les impôts nouveaux frappant le capital, il a aussi obtenu un accord unanime de M. Pinay, de M. Mitterrand et presque de M. Soustelle sur le problème algérien.

Alors, camarades, nous avons abandonné, au moment de la chute du gouvernement Guy Mollet la politique économique et financière de Paul Ramadier, symbolisée par Paul Ramadier, nous avons abandonné la politique sociale d'Albert Gazier au lendemain de la chute de Bourgès-Maunoury et, au risque de vous déplaire, je ne souhaiterais pas qu'on abandonnait, au lendemain de la chute de Gaillard, la politique algérienne symbolisée par Robert Lacoste !… (applaudissements)…car je sais que c'est après l'expérience Mendès France, dans ce gouvernement d'inconsistance présidé par M. Edgar Faure, qu'on a conclu avec l'aide de Pinay les accords de La Celle Saint-Cloud. Et je sais que, sur ce plan-là, lorsqu'il s'agit de pratiquer les abandons successifs, après tout, on arrive à concilier les gens qui sont à droite et les gens qui se

prétendent à gauche ! Eh bien, cela, je ne le souhaite pas. La personnalité de Robert Lacoste n'est pas en cause. C'est la politique que d'aucuns ont voulu symboliser au travers de lui qui est en cause.
Je suis quand même très surpris qu'aujourd'hui, après la chute du gouvernement Bourgès-Maunoury sur la loi-cadre sur l'Algérie, après la chute sur l'affaire Tunisienne du gouvernement Gaillard, on vienne nous dire que ce miracle breton s'est réalisé à l'ombre des crois qui pullulent dans ce pays, de mettre d'accord des gens qui ont fait la démonstration jusqu'ici qu'ils étaient sur ce problème totalement en désaccord.
Alors, je pense, camarades, que notre Parti a le devoir de se montrer extrêmement vigilant et d'être extrêmement réticent à l'égard des propositions qui lui sont faites.
Ah peut-être, et sans m'en référer au caractère personnel des hommes, si aujourd'hui le Président désigné venait nous dire : mais d'accord, pour l'économie, les finances, je rappelle Paul Ramadier, pour le social je rappelle Albert Gazier, peut-être pourrions-nous penser, connaissant la qualité des hommes en question, qu'il y a quelque chance.
Ce n'est pas cela qu'ils nous proposent. Ils nous proposent la coalition des anciens Présidents du Conseil et sachant bien d'ailleurs que ceux qui nous représenteraient seraient les premiers à savoir se battre, je veux dire quand même que ce genre de dîner de têtes n'est pas quelque chose qui peut être rentable pour le régime républicain.
En fait ce que nous devons rechercher, ce que je souhaiterais, c'est ce que je souhaitais au moment de la crise Bourgès-Maunoury, c'est une recherche tenace, patiente, passionnée, d'un gouvernement centriste qui se constitue sans la participation Socialiste.
Et pour cela, je vois deux raisons, pas essentiellement une raison d'opinion publique, camarades, nous sommes des animaux déformés parce que nous faisons de la politique en permanence, mais nous ne nous rendons pas compte que l'opinion publique, même celle qui vote, s'occupe d'abord de la 4 CV qu'on achète, de la télévision et de la machine à laver.
Quant à nous, nous avons une déformation du fait que nous vivons sans arrêt dans ce bain politique.
En réalité l'opinion publique, elle le prouve, ne suit pas nos combats intérieurs, nos fluctuations ; elle nous fait confiance parce qu'elle sait que nous sommes un Parti capable d'avoir du courage, de l'autorité quand nous avons les rênes du pouvoir et en tout occasion un attachement fondamental à ce régime républicain, et les dernières élections le peuvent abondamment.
Mais elle pardonne tout autant, croyez-moi, l'opinion publique, à ceux qui ont une autre façon d'exprimer leurs positions que nous, elle a pardonné au cours des dernières cantonales et je m'excuse encore si mon invocation peut hérisser quelques uns d'entre vous au MRP qui s'en est fort bien sorti après avoir pratiqué le soutien au gouvernement à direction Socialiste et la participation dans des conditions fort douteuses depuis un an environ.
En fait, ce qui m'importe le plus, ce sont les réactions et l'intérêt même que

présente le Parti pour la République, réaction de Parti, il y a le goût dans notre Parti, l'envie dans notre Parti de se retirer des responsabilités d'un pouvoir qui monte en permanence des contradictions et qui fait-passez-moi l'expression - que dans tous les cas, parce que nous, nous sommes des disciplinés attachés à cette conception fondamentale dans la République et dans la démocratie du Parti organisé qui travaille en commun dans l'unité, parce que nous sommes trop souvent à cause de cela, par rapport à ceux qui n'ont pas notre conception de l'organisation politique des Partis dans notre pays, un peu des "cocus" et bien, camarades, notre Parti, parce que d'abord en réalité, non pas pour son unité qui n'a jamais été mise en cause, mais pour son unité de combat, souhaite dans une certaine mesure se retirer des responsabilités du pouvoir et ensuite, parce qu'il est le plus fidèle rempart de la défense de la République, que par la même nous ne devons pas non pas le compromettre, le mot n'a pas de sens, camarades, mais nous ne devons pas sans arrêt l'épuiser au travers de luttes inefficaces, je souhaite que pour reprendre pied sur terre tel Antée rejoignant la terre pour porter son fardeau, il reste en dehors des responsabilités gouvernementales, ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'il ne sera pas capable d'apporter à une coalition un soutien fidèle.

Là-dessus je vais, au risque de hérisser quelques uns d'entre vous encore, dire que je suis fondamentalement d'accord, dans l'état actuel des choses, avec le soutien à la majorité que nous propose M. Pleven.

Je ne conçois pas, d'ailleurs, à l'heure actuelle, pourquoi on nous reproche, à travers ce soutien, de mettre le Parti dans une position plus impossible qu'il lest au travers de la participation. Ses difficultés seront les même.

Il aura, sur le plan de sa propre organisation, les avantages que je vous indiquais et en outre il aura l'avantage, pour la première fois depuis les dernières crises, dans une crise ministérielle, de venir se présenter non pas comme celui qu'on attend les bras ouverts parce qu'on sait qu'il ne discutera pas sa participation, mais celui qui viendra avec des exigences, il faudra dire : d'accord avec le programme présenté par M. Pleven, même si sur certains points il nous apparaît très insuffisant, même si nous prenons l'engagement aujourd'hui d'intervenir, par exemple, auprès de nos camarades des organisations syndicales pour leur demander cette trêve qui nous est proposée, mais sous réserve, camarades, que ceux qui auront pris des engagements parallèles pour défendre des intérêts qui ne sont pas les nôtres, en particulier les impôts nouveaux frappant les catégories les plus favorisées, s'engageront eux aussi à faire le même effort et reconnaîtront que lorsqu'ils abandonneront l'engagement qu'ils auront pris, nous-mêmes serons délivrés de notre soutien au gouvernement qui sera constitué.

Car le gouvernement Félix Gaillard a prouvé dans les faits que nous nous étions capables de tenir nos promesses, qu'au mois de décembre dernier, sur le plan économique et financier, nous avons accepté, nous l'avons dit dans notre propagande, nous avons accepté à ce moment là qu'un certain blocage des prix soit réalisé après un nouveau palier de hausses, sous réserve que dans les mois à venir aucun des prix n'augmentât, alors que nous avons constaté depuis que les

prix ont continué à augmenter, que le pari n'avait pas été tenu et que, sur le plan du service public, les accords qui avaient été passés n'avaient pas été respectés.
Alors, en fait, je crois devoir dire que, sur ce plan là, nous devons penser, nous devons estimer que si notre soutien devait être accordé, il doit l'être en le payant extrêmement cher.
Voilà, camarades, les quelques réflexions que je voulais apporter, elles sont peut-être capables de soulever en vous quelques passions dans la mesure où, à la fois, je défends l'anti-participation et je défends aujourd'hui des thèses qui ne sont pas partagées par tout le monde.
Je veux dire que si demain le Parti décidait la participation - ou plutôt ce soir - pour les mêmes raisons que je l'ai défendue précédemment, je défendrai devant ma fédération et devant le Parti la non ouverture de la crise ministérielle.
Mais aujourd'hui où se pose le problème de la constitution d'un nouveau gouvernement, nous devons faire cet effort pour démontrer au pays qu'il est capable, pour un Parti comme le nôtre, le Parti de la Gauche française, d'être à la fois le soutien fidèle d'une équipe qui ne partage pas toutes nos opinions mais qui travaille dans le sens de la défense de la République tout en préservant ce capital précieux qu'est le Parti à l'égard même de cette défense de la République.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la parole est à Mao pour quelques minutes.

Hervé Mao

Camarades, je me demande pour quelle raison le distingué Secrétaire fédéral de la Seine a mis Mao en cause pour les élections cantonales du Finistère ?
Mais ce qu'il faut faire savoir, c'est que dans le Finistère on combat presque toujours sur 2 fronts. Il me suffit simplement de vous rappeler les résultats de certaines élections dans ma propre commune que j'administre depuis 13 ans sous-préfecture de Châteaulin où les Communistes avaient 600 voix aux premières élections et les Socialistes 500 et qu'aux dernières ils ont eus 204 et les Socialistes 1 077… (applaudissements)… Ensuite, je veux lui rappeler que pour les élections partielles - et j'en profite pour remercier les nombreux camarades qui sont venus soutenir ma candidature au mois de mars 1955 dans le Finistère où, pour la première fois depuis la Libération, le Parti Socialiste est arrivé avant le Parti Communiste et que le Parti Communiste ayant été battu s'est refusé à se désister pour le candidat Socialiste.
Aux élections du 2 janvier 1956, grâce à notre politique et à notre combat contre les Communistes, contre la coalition de la Droite, nous avons gagné 10 000 voix dans le Finistère, les Communistes en ont perdu 4 000.
Aux élections cantonales, dernièrement, dans mon canton où j'étais candidat outre M. Kouhan, député indépendant paysan qui est notaire d'ailleurs, président du Conseil général du Finistère, eh bien, pour la première fois de mémoire d'homme, le Président du Conseil général a été mis en ballottage.
J'ai obtenu au premier tour 1 700 et quelques voix, au 2ème tout, malgré le

retrait des Communistes que nous n'avions pas demandé - je me suis refusé d'ailleurs à apposer leur affiche de désistement - eh bien au 2ème tour, les Communistes ayant au 1er 600 voix, le candidat Socialiste a obtenu 3 100 voix. C'est donc dire que le désistement communiste ne nous a pas porté préjudice, parce que j'ai gagné 800 voix sur les Partis de la Droite au détriment de M. Kouhan indépendant paysan.
Voilà les gains Socialistes dans le département du Finistère et pourquoi cela ? Parce que nous ne voulons pas suivre la politique des indépendants, du MRP y compris. N'oubliez pas, camarades, qu'aux dernières élections législatives le MRP et les indépendants se sont apparentés pour nous chasser de l'Assemblée Nationale, et malheureusement d'ailleurs, ils ont réussi dans certains départements comme dans le Morbihan ou notre camarade Coutaler faisait élire un autre candidat Socialiste sans ces monstrueux apparentements. Et vous allez nous demander de collaborer avec un gouvernement comprenant les Indépendants et le MRP !
Et si demain il y a une dissolution et qu'il y ait encore des élections avec le même système électoral, c'est-à-dire les apparentements, demain encore ils seront apparentés pour nous chasser du Parlement. Et je vais employer ici, mon cher camarade Guy Mollet, une de tes paroles prononcée je crois au Conseil national de juillet 1957 disant : je ne veux pas être le fossoyeur du Parti Socialiste, et moi non plus et Guy Mollet disait cela en certaines circonstances, lorsqu'il demandait le retrait des ministres Socialistes du gouvernement et lorsque, d'un autre côté d'ailleurs, quelqu'un qui est aujourd'hui contre la participation demandait le maintien... mais c'est une autre histoire.
Je ne veux pas être le fossoyeur du Parti Socialiste en collaboration avec les pires ennemis du Parti Socialiste, c'est-à-dire avec la Droite la plus stupide du monde. Je ne puis concevoir que nous puissions cohabiter avec les Indépendants dans un gouvernement.
Camarades, attention, il y aura une réaction par la suite si nous continuons, permettez-moi l'expression, d'être les "cocus" des Indépendants pendant de nombreuses années. Il faut dire non à ce gouvernement et revendiquer le pouvoir. Je suis partisan que le Parti Socialiste revendique le pouvoir, je ne suis pas toujours partisan de l'opposition, comme on m'en accuse souvent, mais non avec les pires ennemis de la classe ouvrière, de la laïcité et de la République.
(Applaudissements)

Le président - Mazier a également quelques brèves phrases à prononcer.

Antoine Mazier - Deux phrases seulement pour dire :
1° - Que j'ai été très honoré comme mon collègue Mao que notre collègue Fuzier m'ait cité plusieurs fois et je voulais dire la phrase suivante :
Je trouve surprenant que notre camarade Fuzier s'inquiète de savoir si nous acceptons certaines voix qui seraient susceptibles d'investir un Président du Conseil, alors que je ne l'ai jamais entendu dans un congrès contester la portée de ces voix pour désigner le 2ème personnage de l'Etat qu'est le président de

l'Assemblée Nationale et je pense que lorsqu'on accepte ces voix pour désigner ce personnage, on peut les accepter pour désigner le 3ème personnage de l'Etat qu'est le Président du Conseil et a fortiori un vulgaire conseiller général.
(Applaudissements)

Le président - Je m'excuse auprès de Fuzier, mais j'ai l'impression que nous nous éloignons de ce que l'on appelle le droit de réponse.
Je voudrais dire à Mazier et à Mao qu'ils n'avaient pas été personnellement mis en cause, que tout cela est une discussion politique comme nous avons parfaitement le droit d'en avoir dans nos congrès.
J'ajouterai que le Président du Conseil est le 4ème personnage de l'Etat et non le 3ème.
La parole est à Charles-André Julien.

Charles-André Julien - Camarades,
…

Le président - Je vous demande un peu de silence, vous savez à quel point notre camarade Charles-André Julien est au courant des problèmes d'Afrique du Nord, tout ce qu'il peut nous dire doit présenter pour nous un intérêt considérable, je vous demande donc un silence particulier pour l'entendre.

Charles-André Julien

Camarades, je remercie Pineau des paroles qu'ils vient de prononcer, il peut être certain que, de mon côté, certains détails ou des faits que j'ai pu connaître qui pourraient apporter ici un trouble pour le Parti ou dans l'opinion publique, je les tairai ou plutôt je ne les prononcerai pas ou simplement à ceux de mes camarades qui peuvent les utiliser avec fruit.
Ce que je voudrais apporter ici, c'est mon point de vue sur l'Algérie, et je crains que mes propos n'aient pas beaucoup d'écho dans le Conseil national, mais, néanmoins, je me souviens de l'isolement que j'ai éprouvé parfois quand j'ai pris naguère des positions sur la Tunisie et le Maroc et je ne suis pas certain que les faits m'aient donné tort.
Je pense qu'un gouvernement de coalition aura à résoudre avant tout le problème Algérien. Je crois qu'il n'en aura pas la possibilité. Je le dis parce que, dans un débat de cette importance, nos camarades apporteront des principes, les hommes de droite apporteront des intérêts.
A l'heure actuelle, je me demande si c'est l'Algérie qui colonise la France plutôt que la France l'Algérie. Je veux dire que sur la politique française par la presse, par les moyens financiers, par la liaison intime qui s'est établie entre les hommes de droite et les ultra d'Algérie, il est possible de faire comprendre à une droite dont l'intelligence, comme l'a dit Guy Mollet, n'est pas la qualité dominante, s'il est possible même dans un cabinet d'union de lui faire entendre qu'il faut prendre des mesures raisonnables.
Or, j'ai l'impression que ces mesures devraient être prises très vite, parce que la

Fondation Jean-Jaurès

dégradation de la situation se précipite de telle façon que nous risquons non seulement de voir poser demain un problème... je ne voudrais pas employer le mot de sécession, mais pourtant je l'emploie, sécession de l'Algérie mais de toute l'Afrique Noire. Je me suis trouvé avec les délégués qui revenaient d'Akra. Akra est pour nous un fait plus grave que Bandhour. Akra a été dominé par le problème algérien véritablement tous les orateurs noirs, tous les représentants des pays noirs ont adhéré à la thèse algérienne, ils vont peser d'un poids international beaucoup plus considérable qu'on ne le pense et les observateurs américains qui se sont trouvés à Akra ont été les premiers à concevoir que les résolutions qui avaient été prises étaient un des éléments fondamentaux de la politique de demain.
J'ai assisté également à la préparation de la conférence de Tanger ; c'est là encore un fait extrêmement grave. Les gens qui, au Maroc, hommes de gouvernement ou chefs politiques étaient les plus favorables à notre cause se sont durcis depuis 2 mois de telle façon que je ne retrouve plus avec eux les conditions du dialogue telles que je les avais rapportées il n'y a pas longtemps à nos camarades responsables.
C'est un fait dont il faut tenir compte, parce qu'il y avait de ce côté là une volonté non seulement d'entente mais presque d'intimité politique avec l'Afrique, une aspiration qui animait même ceux qui étaient les plus extrémistes et quand on mesure les positions prises par le Roi du Maroc il y a un an encore et la déclaration qu'il a faite hier espérant que les membres du FLN reviendraient l'année prochaine comme représentants d'une Algérie libre ; on peut mesurer le chemin qui a été parcouru et quand notre ambassadeur M. Parodi, qui représente dans les conditions les plus remarquables et les plus humaines la France à Rabat doit s'abstenir d'assister, lui, président du Corps diplomatique, à une cérémonie officielle où il occupait naguère encore le premier rang, quand un homme aussi prudent que le Roi, au lendemain de Tanger, qui n'a pas voulu faire son mouvement ministériel avant Tanger parce qu'il pensait bien que ce serait l'avènement déterminant de la politique de demain, quand tous ces hommes prennent une position qui va aggraver nos contacts demain avec l'Algérie, je dis que nous risquons, si nous n'aboutissons vite à une solution, de nous trouver demain devant une situation extrêmement grave.
On nous dit dans le projet de ce matin qu'il faudra exiger de la Tunisie et du Maroc qu'ils ne laissent point passer des armes et des hommes vers l'Algérie.
Je le dis très nettement devant nos camarades, cela est un vœu pieux, cela est tout-à-fait impossible, cela, vous ne le réaliserez pas.
Il y a une telle pression de l'opinion publique qui me rappelle l'angoisse de nos camarades lors de la guerre d'Espagne, ils venaient supplier les... d'intervenir en faveur des révoltés espagnols, il y a une telle poussée de l'opinion publique...

Léon Boutbien - C'était le contraire, c'était le gouvernement espagnol qui était le gouvernement régulier de l'Espagne.

Charles-André Julien - Je sais ce que je dis, ce n'était pas cela qui animait nos camarades.
Il ne s'agit pas, croyez-le bien, et je pense que je sais ce que je dis, de mesurer la validité ou la légalité d'une opinion, il s'agit de vérifier un phénomène sentimental ; que ce phénomène sentimental joue dans un camp ou dans l'autre, c'est un fait qui compte et qui pèse sur les gouvernements les plus conciliateurs d'un poids dont nous ne pouvons sous estimer l'effet.
Que demain il passe des armes par la frontière marocaine, croyez-vous que cela ne posera pas un problème très grave et notamment un nouvel appel de soldats en nombre considérable ? Cela, je crois, est une chose sur laquelle il faut porter notre attention, car, je le répète, les faits vont très vite et je ne sais si nous ne nous trouverons pas d'ici très peu de temps devant des situations très graves auxquelles il faudra faire face.
On a dit aussi que l'on protesterait contre l'internationalisation. Je pense comme vous, mais là aussi, dusse-je vous choquer, je vous dirai que l'internationalisation est faite. Nous avons mis le doigt dans l'engrenage, nous n'en sortirons plus.
Le phénomène marocain, le phénomène noir, ne feront qu'aggraver la situation internationale et justifier davantage les instances internationales pour intervenir.
Je dirai même que j'ai trouvé des hommes éminents défendant notre cause et qui souhaitaient cette solution comme la moins grave dans la perspective de ce que pourrait être l'Algérie au lendemain d'une crise d'indépendance.
Comment se pose donc le problème ?
Nous avons assisté en 1936, en Algérie, à une véritable mystique de l'intégration. Cela était le moment du projet Blum-Violette, que la Droite a fait échouer, A ce moment-là, l'Algérie intégrée graduellement pouvait être une sorte d'écran entre le panarabisme venu de Tunisie et le mouvement nationaliste du Maroc. C'était une occasion unique, elle nous a échappé, cela n'a plus qu'un intérêt historique. Mais, qu'on le veuille ou non, et c'est en cela que je diffère de la plupart de nos camarades, il s'est créé une mystique nationale, et cette mystique nationale existe à l'heure actuelle, c'est nous qui l'avons créée.
La conception de l'Etat musulman était une conception religieuse et abstraite. Elle n'obéissait pas à des frontières. Là, où se disait la prière s'étendait l'Etat, il pouvait être soumis à des flux et à des reflux, cela n'avait pas d'importance. Nous avons introduit dans la vie musulmane la notion électorale. Nous avons donné au sentiment un fond territorial. Nous avons créé en Algérie une administration originale différente en tous points de celle des Etats voisins, du Maroc et de la Tunisie ; nous avons ainsi donné conscience de sa personnalité à ce pays et s'il y a trente ans quand Ferrat Abbas écrivait qu'il n'y avait pas de nation algérienne, il avait tout à fait raison, à l'heure actuelle, il y a dans la conscience algérienne l'idée de nation. C'est devenu une mystique. Nous verrons ce que l'avenir réservera, je le répète, et je le dis très sérieusement, contre cette mystique, aucune politique ne prévaudra.
Vous me direz : que faut-il faire ? Ma solution, qui ne sera retenue par personne, je tiens à la donner néanmoins.

Collection Jean Daniès

Il fallait ne pas avoir peur du mot d'indépendance. Aujourd'hui, nous voyons réclamer pour tous les pays noirs le droit à l'indépendance, croyez-vous que les Algériens n'exigeront pas une déclaration analogue ? Je crois qu'il eut été de grande politique, et surtout dans le Socialisme, de ne pas reculer devant ce droit des Algériens à être indépendants, mais qu'il fallait une fois qu'on aurait admis cette solution, comme on aurait admis celle de l'intégration si elle avait représenté l'opinion publique, dans les discussions introduire dans cette notion d'indépendance des modalités pratiques telles que nous aurions eu le temps voulu pour résoudre tous les problèmes humains qui se posaient dans le pays.
Aujourd'hui, la chose parait de plus en plus difficile. On a vu à Tanger le FLN triompher des hésitations du Néo-Destour et de l'Istiqlal. Demain le ministère istiqlalien qui va naître homogène sera obligé de prendre des positions beaucoup plus nettes que ne le faisait le ministère mixte,
Nous avons pris des positions à Toulouse, je crains qu'elles ne soient dépassées. Je ne sais si nous aurons le temps de formuler d'autres propositions d'ici le congrès, car, je le répète, les événements vont très vite, mais je crois que quelle que soit la solution politique que nous prenions, quel que soit l'adhésion ou le refus que nous fassions au ministère de demain, le Parti Socialiste doit garder son point de vue autonome sur la politique algérienne, Il doit l'étudier selon ses traditions et si l'opinion publique vient à manifester un choix entre l'intégration qui, je crois, est dépassée, et l'indépendance qui suppose, non pas la sécession, mais des associations possibles, et si le choix est donné au deuxième terme, nous, Socialistes, nous n'avons pas le droit de le refuser.

Le président - La parole est à Guy Mollet, puisque nos camarades Gagnaire et Notebart ne sont pas là.

Guy Mollet

Camarades, il est un aspect sur lequel je ne m'étais pas proposé de m'appesantir ce soir, c'est l'aspect que vient de développer Charles-André Julien sur le problème de la position du Parti en ce qui concerne l'Algérie, et je dis à notre camarade que son intervention eut été mieux venue demain lorsque nous allons essayer de fixer la position du Parti. Aujourd'hui, il faudrait à cette heure-ci ouvrir tout un débat pour confronter les thèses en présence, et ce n'est pas possible ; je dirai qu'il y a un certain nombre de points de son analyse sur lesquels je ne me sens pas en désaccord et que, par contre, je n'approuve pas certaines de ses conclusions.
Mais je veux me limiter maintenant au problème pour lequel le Conseil national est convoqué, c'est-à-dire celui de l'attitude à l'égard de ce gouvernement et éventuellement des suivants.
J'ai senti ce matin dans le Conseil national une très grande indécision, j'ai eu l'impression au cours de l'après-midi que l'indécision se levait, qu'il y avait une sorte de soulagement au fur et à mesure que les interventions se précisaient, et je peux vous dire que cette indécision elle a été, et elle est dans une certaine mesure, encore la mienne, je la comprends, car les décisions que nous allons

Fondation Jean Jaurès

prendre aujourd'hui, chacun le sait, vont être lourdes de répercussions pour l'avenir.
Avant d'arriver à ce qui est ma conclusion personnelle, je voudrais essayer de faire devant vous une rapide analyse de la situation.
En très peu de moments depuis une douzaine d'années, je n'ai connu l'inquiétude qui est en moi aujourd'hui, et je ne parle pas que des problèmes de politique intérieure française.
Dans le monde entier, depuis quelques années, il y a un phénomène très grave, c'est le recul général des positions des pays que l'on dit démocratiques et même si c'est de la démocratie bourgeoise. Il y a, en effet, une sorte de radicalisation de l'opinion, non pas dans le sens où cela voudrait dire une adhésion au Parti radical – on ne saurait d'ailleurs pas lequel - mais dans le sens ethnologique du mot, c'est-à-dire que l'opinion s'en va vers les solutions extrêmes les plus faciles.
S'il s'agit de politique internationale, les uns, du coté américain, trop souvent s'opposent à tout ce qui peut émaner de l'URSS, du seul fait que cela émane de l'URSS, et de l'autre coté, il est de très nombreuses personnes qui, à l'heure actuelle, - comme le fit un jour Nenni dans une option qu'il avait à faire - sont absolument convaincus du succès de l'URSS, et on joue l'URSS gagnante.
Et ma crainte est que pendant quelque temps encore, aussi longtemps que nous aurons aux Etats-Unis l'administration que nous avons, ce soit dans cet ordre là, que lés événements évoluent.
Il y a à l'heure actuelle en Europe, si je ne prends que le problème européen, un courant extraordinaire vers le neutralisme pris dans son sens le plus général, et à l'intérieur, entre les Partis Socialistes, sont maintenant peu nombreux ceux qui osent résister au courant.
Nous venons de vivre une réunion de l'Internationale je vous en rendrai compte demain lors de la réunion de la Commission sur ces problèmes, dont les résultats sont en général bons et corrects, mais où les conversations nous ont permis de constater que les camarades dans de nombreux pays souvent pour des raisons de propagande plus que pour des raisons de fond, mais cela c'est grave, penchent très nettement pour un neutralisme en Europe.
Sur le plan de l'Outremer - que Julien ne voit pas dans mes propos une réponse à ce qu'il a dit-il y a la même radicalisation. Alors que, j'en suis convaincu, la chance de la démocratie Socialiste était d'aller vers le franchissement possible de l'étape nationaliste, ce que nous avons tenté par la loi-cadre en Afrique noire qui n'a pas encore échoué, quoi qu'on en soutienne, mais qui se heurte à de tragiques difficultés, ce franchissement, à l'heure actuelle, est remis en cause.
Pourquoi ? Parce qu'aussi bien du coté américain que du côté soviétique, on joue la carte des nationalismes.
Quant à la France, à cause de, j'allais reparler de la bêtise de la Droite, son incompréhension des problèmes, de son gigantesque égoïsme, ses tenants ne trouvent à opposer aux nationalismes naissants dans ces pays que le vieux nationalisme français, c'est-à-dire une carte qui est avec certitude perdante.
Quand je dis qu'ils l'opposent, je vais même être plus cruel à leur égard et plus

sévère, ils font semblant de l'opposer. Nous savons tous qu'ils n'y croient pas, qu'en dehors d'un certain nombre, pour les 8/l0èmes d'entre eux, si vous les prenez dans la conversation individuelle, ils ne croient pas à la valeur de leur thèse nationaliste. Pire que cela, mes camarades du Pas-de-Calais m'apportaient ce matin certains des journaux distribués pendant la campagne électorale et j'y ai vu des pavés auxquels je n'aurais pas cru si je ne les avais pas lus !

Lorsque vous pouvez lire dans un journal intitulé l'Indépendant - c'est l'Indépendant du Pas-de-calais, niais cela ne change rien - un pavé encadré dans lequel il est dit ceci :

"Le chœur socialiste : pas un sou, pas un homme pour la continuation de la guerre en Afrique du Nord,

Que pensent aujourd'hui de ce mensonge les parents que le gouvernement démissionnaire à participation Socialiste vient, en avril 1958, d'informer du maintien sous les drapeaux en Algérie de leurs pauvres enfants ?".

Et il y a des tracts du même acabit dans lesquels on pose la question suivante : "Est-ce que dans les Socialistes les jeunes n'ont qu'un droit, celui de se faire tuer en silence et sans résultat pour les démagogues Socialistes ? "

Je dis que beaucoup d'entre eux sont prêts à entrer dans la démagogie dans l'autre sens, mais qu'ils font semblant d'être des nationaux sans y croire. Le résultat est là, c'est que du point de vue de l'opinion publique, au nationalisme naissant des uns, on oppose le nationalisme attardé des autres.

A l'extérieur, c'est assez semblable : l'option offerte est pour las staliniens de demander l'impossible en sachant que c'est impossible, mais soucieux de créer le trouble et la pagaille et pour les autres de refuser le possible, de le refuser parce qu'il s'agit de préserver leurs privilèges ou, ce qui est à peu près synonyme, de refuser la moindre participation aux sacrifices.

On vous a parlé ce matin de cette étude chiffrée - mal chiffrée, Fusiez vous l'a dit - des comparaisons faites entre l'augmentation du coût de la vie et l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel garanti, et j'ai entendu le Président du Conseil désigné me dire avec une bonne foi indiscutable, totale : "au fond, au mois de juin, quand il y aura la nouvelle augmentation du SMIG, on arrivera à une augmentation totale de 18% - car on prend toujours la référence de l'an dernier - comme c'est en moyenne l'augmentation qu'on annonce comme augmentation du coût de la vie, on sera arrivé à un palier".

C'est faux. C'est faux, non seulement à cause des références, mais c'est faux pour une raison toute simple, c'est que dans le même temps, il y a une augmentation constante de la richesse française, de la production française ; si on a obtenu ce sacrifice de la classe ouvrière, où sont passés les bénéfices ?… (applaudissements)… Je dis qu'il aurait fallu, il faudrait encore en France, une politique qui associe, c'est une formule souvent employée par nous, la classe ouvrière à cette politique, définition limitée, mais audacieuse dans sa limitation.

Les réactions des Partis face à cela, je vais très vite, parce que cela va de soi :

Parti Communiste, tactique facile à comprendre, il a un besoin fantastique de se dédouaner, et un besoin bien plus grand que vous l'imaginez. Si vous vouliez tous vous informer au lieu d'accepter béatement ce qu'ils écrivent - pour

certains d'entre vous - de ce que sont les réactions internes du Parti Communiste, vous connaîtriez son trouble profond et vous sauriez qu'en particulier, constatant l'échec qu'il a subi aux dernières élections, il en a tiré un certain nombre de conclusions dont la moindre n'est pas celle-ci : "notre attitude excessive sur le problème algérien est incomprise de l'opinion ouvrière".
D'autres conclusions comme celles-ci, pertinentes, qui viennent d'eux : "Si nous avons perdu en pourcentage des voix, c'est parce que les jeunes, cette fois, n'ont pas voté Communiste".
Mais, à cause de cela, il est de toute évidence qu'il leur faut absolument se dédouaner. Alors, ils vont chercher par tous les moyens à le faire ; ils compromettront n'importe quel chef de gouvernement demain, comme ils ont essayé de le faire à mon égard mais je dis dès maintenant que celui des chefs de gouvernement qui accepterait cela aurait à le payer cher par la suite, car je vous assure que s'ils lui permettent un jour d'exister, il faudra à ce gouvernement, pour vivre, passer sous les fourches caudines des dirigeants du Parti Communiste.
La Droite, je l'ai dit, fourrier du Parti Communiste, par bêtise, par égoïsme, a fait un rêve, le rêve de nous rendre, nous, Socialistes, responsables de sa faillite. Je suis sûr que vous êtes tous sensibles au fait que les dernières élections cantonales et élections partielles ont changé de caractère. Il y avait, avant, des luttes entre divers Partis ; il n'est plus maintenant de lutte que contre le Parti Socialiste.
Les Indépendants, la Droite, ont totalement négligé le Parti Communiste ; il y avait de temps en temps le mot nécessaire à leur propagande, mais l'adversaire et le seul adversaire, c'est le Parti Socialiste… (applaudissements)… Et quand on reçoit, à la cité Malesherbes, hélas tardivement, il faut bien le dire, car trop de camarades, dans les fédérations, n'ont de rapport avec la cité que dans la mesure où ils en ont besoin, mais n'éprouvent pas le besoin d'informer la cité de ce qui s'est passé, les résultats des élections, nous sommes amenés à nous rendre compte que, dans de nombreux cantons de France, le Parti Communiste a joué un jeu infernal, souvent avec la complicité de la Droite, très souvent avec la complicité de la Droite.
Enfin, le Centre, que je prends en général, car là cela dépend moins des Partis que des hommes. A l'intérieur des formations du Centre, il est des hommes, pour nous, inacceptables, d'autres qui le sont. Alors que ce soit loyalement pour certains et, je le dis parce que je ne suis chargé ici que de traduire ma position personnelle, je considère René Pleven comme un de ceux qui le font loyalement, d'autres parce que cela correspond à leurs tendances, nous disent qu'ils sont obligés, s'il leur faut demain gouverner, de tenir compte de la Droite sans laquelle ils ne peuvent pas vivre; d'autres, parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, nous disent : "impossible, nous ne gouvernerons pas sans la Droite", ce qui les amène à faire chaque fois un programme insuffisant dans tous les domaines, qu'il s'agisse des problèmes que nous avons évoqués, Algérie ou autres, ou même sur tout le problème économique et social, et nous allons aller à cette dégradation que, la Droite renversant successivement tous les

gouvernements, tous les chefs de gouvernement susceptibles d'aller à l'investiture tiendront de plus en plus compte de ce phénomène que l'on ne peut pas vivre sans certaines voix de la Droite.
Là, une correction rapide que je tiens à faire, parce que souvent on s'y trompe, même dans nos rangs. J'ai déjà été amené à la faire, mais je me suis rendu compte dans la propagande électorale que nos amis n'en ont pas tenu compte. Quand on parle de la Droite, ce ne sont pas seulement les Indépendants paysans car s'ils étaient seuls à être contre un gouvernement de centre gauche, ou de gauche appuyée sur le centre, le gouvernement pourrait vivre. C'est parce que la partie des Radicaux qui a suivi Morice, Queuille et Cie, les républicains sociaux et le groupe Edgar Faure et consorts, ont maintenant tourné la Droite par la Droite et ce sont ceux-là, c'est l'apport de ceux-là qui pèse terriblement dans la balance.
Alors, les gouvernements arrivent à prendre des positions comme celles qui nous sont proposées. Je ne prends qu'un exemple : quelle est la pensée profonde de Pleven, d'après moi ?
Il a l'intention, au fond de lui, de rechercher la solution du problème algérien, d'y apporter tout son effort, et il est convaincu que s'il peut avoir là-dessus une ouverture, alors il a des chances d'avoir un répit sur le plan social, car il est convaincu que la classe ouvrière, s'il trouvait cette solution du problème algérien, lui donnerait son appui.
Laissez-moi vous dire ma conviction profonde : il a raison, car si vraiment, on pouvait trouver une ouverture au problème algérien, les éléments intelligents de la classe ouvrière, les organisations syndicales libres nous appuieraient.
Mais le drame, c'est que, pour trouver l'ouverture au problème algérien, il nous faut faire des propositions qui tiennent compte des préoccupations de notre droite, et alors, on limite sa bonne volonté dans des conditions telles que cela ne peut plus être accepté par la classe ouvrière…(applaudissements)… Une autre position peut être envisagée, et certains y rêvent, c'est celle d'une opposition systématique. Je ne vais pas vous dire pourquoi je l'élimine, mais je l'élimine. Le Parti Socialiste ne peut plus jamais, en France, se permettre cela, sauf le jour où il aura été réduit à l'état de quantité négligeable.
La recherche d'une autre majorité tente toujours quelques camarades. J'ai déjà fait un sort, tout à l'heure, à cette idée lorsque je vous ai dit le prix qu'à mon avis fera payer demain le Parti Communiste à celui des gouvernements qui lui devra son existence. Je m'entends et je m'explique, je m'explique comme je le fais toujours devant vous, en vous disant ce que je dis aux autres, car j'ai toujours essayé de ne jamais avoir de secrets.
Il est un homme, à l'heure actuelle, auquel l'on pense comme Président, c'est François Mitterrand.
J'en ai parlé au Président de la République - il parait qu'on n'a pas le droit de répéter ce que l'on dit au Président de la République, mais j'ai eu à cœur de le dire à Mitterrand lui-même et personne ne m'interdit de vous dire ce que j'ai dit à Mitterrand ! (Rires)
J'ai dit à Mitterrand qu'à ma connaissance, si j'essayais d'apprécier la pensée

moyenne du Parti - que je parcours assez régulièrement pour en connaître l'opinion moyenne - j'étais convaincu que si demain nous devions refuser à Bidault, à Morice, à Soustelle, à tout Indépendant, non seulement nos hommes, mais nos voix et être à leur égard d'une opposition dure, par contre, je pensais que dans les Partis du Centre, les hommes de l'UDSR vraisemblablement, pourraient compter sur nos voix, le problème de la participation étant réservé, je l'ai dit à tous, le Parti étant actuellement - je ne crois pas que cela ait changé - défavorable à une telle idée.

J'ai dit à Mitterrand : "En ce qui vous concerne, il se pose un problème particulier qui ne se pose à mon avis que pour vous, ce n'est pas vrai pour Pleven, ce n'est pas vrai pour Schuman, pour Lecourt, pour Pflimlin ou pour Bilières, ce n'est vrai que pour vous. Etant donné votre légende, étant donné certaines de vos positions, il est certain que demain si vous êtes désigné, si vous êtes appelé vous nous ferez, je vous fais confiance, des propositions qui vaudront bien celles de tout autre et qui nous rendront impossible une opposition, avec certitude qui vous vaudront nos suffrages, mais il y a pour vous quelque chose de particulier, c'est que le Parti Communiste cherchera dès le lendemain à vous marquer. Vous êtes sûr que, soit par son abstention, soit par son vote favorable, et plutôt par ce dernier, même si vous ne l'avez pas mérité, même si c'est une injure à votre égard, il vous marquera de ses voix.

"Le problème se pose à votre égard, lui ai-je dit, interprétant ma propre pensée et ce que je croyais être le courant général, que si vous avez ses voix, cela n'a pas d'importance, que s'ils vous les imposent comme ils les ont imposées à moi-même pendant des mois, c'est sans importance, mais que si vous deviez leur devoir votre existence et votre durée, alors là cela poserait un problème politique auquel vous même ne serez pas capable de résister, vous moins qu'un autre, car vous n'avez même pas de Parti organisé derrière vous"…(applaudissements)…

Je vous devais cette explication, parce que je la lui ai donnée, mais cela justifie - cela explique si cela ne justifie pas - la position que je prends aujourd'hui, recherche d'une autre majorité si cela suppose de devoir son existence, sa vie au Parti Communiste. Le parti le décidera peut-être un jour, mais je suis sûr à l'avance que ce jour là je serai contre.

Troisième position : retrait sur l'Aventin, retrait total, définitif sur l'Aventin.

Je vous ai dit ce matin qu'il m'est arrivé à certaines minutes de caresser cette idée, j'en ai fait part à tous ceux que j'ai rencontrés depuis le Président de la République jusqu'aux autres, mais je vous ai dit aussi les raisons pour lesquelles je l'ai éliminée. A mon avis, c'est la politique du pire.

Vous savez, l'homme qui pouvait mieux le faire, je vais vous dire mon point de vue personnel, l'homme le plus valable, c'est de loin Bidault. Cet homme est incontestablement un homme d'une grande intelligence ; je sais que l'on peut se poser certains problèmes sur le plan humain le concernant, mais sur le plan de l'intelligence, il n'en est pas qu'on puisse se poser et si nous avions dû jouer la politique du pire, celle de l'Aventin, celle de se retirer pendant des mois de la vie politique au Parlement, quitte à aller faire de la politique dans le pays, il est probablement un de ceux sur le nom de qui cela aurait été possible.

On peut le faire bien sûr aussi sur un Pinay, ce serait au moins aussi catastrophique. Mais le résultat, c'est qu'on peut trouver le pays au bout de quelques semaines dans une situation nationale et internationale absolument dramatique, et alors le souci partisan qui est le nôtre et qui un instant m'a entrainé, le souci partisan de démontrer à l'opinion publique la carence de ces gens là, l'impossibilité où ils sont de mener à bien leur politique, sauf à des catastrophes, nous aurait laissés dans l'état de catastrophe en question.
C'est la raison pour laquelle je repousse cette politique de l'Aventin et s'il fallait des exemples historiques pour justifier mon raisonnement, je dirai que le mot est d'origine italienne et que le dernier souvenir italien qu'on en ait ne doit pas nous inciter à suivre leur exemple.
Si on élimine ces trois positions :
-l'opposition,
-la recherche d'une autre majorité,
-le retrait sur l'Aventin,
il n'en reste plus que trois.
J'essaye toujours de simplifier, - je sais que c'est mon grand défaut, - mais cela me permet d'y voir clair dans ma propre pensée.
Il reste le soutien, ou la tolérance, c'est pareil, la participation, la direction.
J'ai beaucoup apprécié la discrétion des camarades aujourd'hui, sur le troisième point. J'ai l'intention, moi, de vous en parler.
Le soutien, - je vais y revenir tout à l'heure dans le détail, - c'est un gouvernement qui ne menace pas les institutions, même s'il mène une politique autre que la nôtre. C'est une hypothèse.
La participation. Les mobiles essentiels, pour participer, sont de toute évidence, influents. C'est l'action gouvernementale de l'intérieur et contrôlée, avec l'efficacité, car il y aura, après-demain, le lendemain de la constitution d'un gouvernement, demande de pleins pouvoirs ou de pouvoirs spéciaux, - je ne sais pas ce que sera la formule, mais nous en avons été avertis, - pour une période de six mois ou d'un an.
Certains parlent de direction Socialiste. Je suis peut-être particulièrement sensibilisé à ce problème, parce qu'actuellement une partie de l'opinion parlementaire et de la presse, quand ils parlent de direction Socialiste, ramènent souvent le problème à mon nom, ce qui est parfaitement une injustice, on peut parfaitement envisager d'autre direction que la mienne, mais c'est sans doute pour cela que je suis sensibilisé à ce problème.
Là, il faut que ce soit clair, et clair pour tous, -tous nos adversaires, bien sûr, mais ce n'est pas pour eux que je parle maintenant, puisque nous siégeons à huis clos, - c'est-à-dire tous les camarades du Parti.
Il faut qu'il soit très clair que, primo, c'est impossible et que, secundo, nous nous y refusons avec netteté.
Je sais qu'en disant cela, je trouble certains camarades, mais je veux que ce soit dit. J'aurais préféré que ce le fut par un autre que par moi d'abord.
Pourquoi est-ce impossible ?
Composition de l'Assemblée ! Une raison suffisante.

Collection Jean-Jaurès

Ce Centre, dont je parlais tout à l'heure, qui s'est mis à avoir peur de la Droite, et qui a doublé la Droite.
De l'autre côté, cette droite dont je parlais tout à l'heure et qui en est revenu aux thèmes les plus invraisemblables. Nous sommes nombreux à être des anciens, dans un Conseil national. Nous avons tous entendu ce thème, il y a vingt-cinq ans, il y a trente ans, repris par exemple avec virulence, lorsque l'écurie de Kérillis et consorts se baladaient à travers la France sur le thème "halte au collectivisme". Ce sont les thèmes les plus éculés qui réapparaissent aujourd'hui dans leur propagande !
Alors, cette droite, qui fait de la démagogie dans tous les domaines, elle a fait, je l'ai dit, un rêve, c'est de nous envoyer effectivement aux postes de responsabilité pour nous faire porter, nous, la responsabilité de la carence dans laquelle ils nous astreignent. Ils nous permettraient presque certainement d'exister, neuf chances sur dix, - à l'heure actuelle, c'est le propos de tous les couloirs qui vous le rapporte, - mais ils ne nous permettraient jamais d'agir, ce qui est pour nous le problème essentiel, et je vais vous dire pourquoi.
Camarades, je ne suis pas un modeste, quand il s'agit du Parti.
Les dernières élections cantonales, les élections partielles prouvent que, un an après la fin du gouvernement que j'ai dirigé, notre crédit reste très grand dans le pays ; alors que certains, parmi vous, avaient des craintes et que, moi-même, à certains moments, je me demandais comment ceci serait interprété, l'opinion publique nous est restée fidèlement attachée.
Il y a toutes sortes de raisons d'attachement à. notre programme : l'impression que nous avons pu donner de gouverner, de diriger le pays. Ceci n'était possible que parce que, ayant un programme, nous l'appliquions, en quelques mois, dans certains domaines. Or, aujourd'hui, ce serait l'inverse. Ce crédit que nous avons encore, que je ne crois pas entamé, si nous devions aller au gouvernement pour ne pas y faire cette politique que nous avons définie, ce crédit, nous le perdrions beaucoup plus vite… (applaudissements)… que nous l'avons gagné.
C'est la raison pour laquelle je voudrais que ce soit clair, - c'est important dans mon propos, - qu'il ne peut pas être question de direction Socialiste et si j'insiste sur cet aspect c'est parce que si ce Conseil national doit refuser la participation, - et c'est l'objet suivant que je vais maintenant exposer, - je vous demande de prendre conscience que, si, dans le même temps, nous ne disons pas que nous n'accepterons pas une direction Socialiste, vous n'empêcherez pas demain une presse sur laquelle nous n'avons aucun contrôle de dire que la décision du refus de participation n'est qu'un truc, n'est qu'un moyen employé par les Socialistes pour ramener l'un des leurs à la direction.
Cela, il faut absolument que nous l'évitions. C'est pourquoi, si la non-participation devait être décidée, il ne peut pas être, en l'état actuel des choses, avec la composition présente du Parlement, de direction Socialiste.
Il ne reste donc plus que deux choses : participation ou soutien.
La participation. Je voudrais faire mien un mot de Charlot, sans déformer sa pensée, un mot avec lequel je suis d'accord, qui traduira ma pensée s'il ne traduit tout à fait la sienne. Il a dit ce matin : "Si nous devions participer, ce

serait sûrement avec Pleven", lui qui est contre la participation, mais il veut dire par là que l'état d'esprit qu'il a trouvé chez Pleven est un état d'esprit tel que, demain, il ne peut pas penser trouver quelque chose de mieux.
Je ne trahis pas ta pensée, Charlot ? C'est bien cela ? Bon.
Au contraire, avec d'autres, avec quelques autres que ce soient, les sacrifices et les risques seront plus grands qu'avec Pleven.
Si bien que la décision à prendre aujourd'hui, en ce qui concerne la participation, n'est pas une décision de participer ou de non-participer au gouvernement Pleven. C'est la décision de participer ou de ne plus participer à un gouvernement, aussi longtemps que durera cette législature.
C'est cela, la décision. C'est pourquoi je vous assure qu'elle vaut d'être pesée. C'est pourquoi j'ai fait état de cette indécision qui est et reste la mienne, même au moment où je vais conclure.
Les avantages du refus, ils sont évidents. Je m'étais promis de les développer, mais cela a été fait avec assez d'insistance depuis ce matin pour que je n'aie pas la peine d'y revenir.
Les raisons, elles sont très claires : l'insuffisance du programme, pour les raisons que j'ai indiquées, "parce qu'il est impossible à M. Pleven de faire un programme plus complet, même s'il le souhaitait, faute de ne pas réussir.
La structure même du gouvernement. Le fait que, dans ce gouvernement, de nouveau, il pense à des hommes appartenant à tous les Partis, depuis les Socialistes jusqu'aux Indépendants compris. M. Pleven est allé loin dans son schéma. Il a été jusqu'à limiter à quelques hommes, pour chaque Parti, en ce qui concerne les Indépendants et les Socialistes, au besoin à un homme, ce schéma.
C'est une impossibilité matérielle que de faire un gouvernement qui puisse agir si, à l'intérieur de ce gouvernement, vous avez, côte à côte, des hommes du Parti Socialiste et des hommes du Parti des Indépendants. Ce sera la bagarre constante, avec cette différence que les hommes du Parti Socialiste, ou l'homme du Parti Socialiste que vous enverriez là-bas, chaque fois qu'il aura pris une décision, reviendra devant le Parti, devant le Groupe, devant le CD. Il essaiera de faire triompher la concession qu'il aura acceptée. Il engagera 100 voix alors que, de l'autre côté, celui qui aura pris la décision n'engagera que sa voix, au maximum !
Pour ces raisons de structure, je dis qu'il y a des raisons valables pour ne pas accepter la participation.
Seulement, je ne veux pas m'arrêter là. Avant que vous preniez la décision, si c'est celle-ci, je veux que vous en ayez mesuré les risques.
Nous n'influencerons plus l'action gouvernementale. Vous savez, quand on est dans le gouvernement, on rêve d'en sortir, mais quand on n'y est pas, que de fois n'est-on pas amené à se dire : "Ce n'est pas possible qu'ils fassent cette bêtise-là ! Si on avait été dedans, il eut suffit d'un mot pour les empêcher de la faire ! "
Et c'est vrai. Que de fois, à l'intérieur du gouvernement, on empêche de faire une bêtise, quand on est averti !
Qu'aujourd'hui, il y ait ce sentiment de soulagement à l'égard de la participation, je le veux bien, mais je voudrais que, chacun, vous rafraîchissiez

vos souvenirs personnels. Combien en est-il qui sont aujourd'hui contre la participation et qui ont parfaitement conscience qu'ils n'ont pas été inutiles lorsqu'ils étaient eux-mêmes dans des gouvernements depuis la Libération ! Donc, il faut tenir compte de cette influence.
Par ailleurs, le gouvernement aura les pleins pouvoirs. Quand on n'est pas dans le gouvernement, on cesse de contrôler l'exécution des pleins pouvoirs. Vous savez ce que cela veut dire que les décrets ! Vous savez ce que cela veut dire que les arrêtés ! Vous savez tout ce que l'on peut faire si, à l'intérieur du gouvernement, personne n'influence !
Troisième préoccupation, qui a peut-être moins de valeur pour nous que les autres, mais qui en a cependant : il est certain que l'absence des Socialistes du gouvernement va diminuer le crédit de ce gouvernement sur le plan national et sur le plan international. Il est certain que cela peut compliquer bien des problèmes, et même à l'égard de l'Afrique. Mettez-vous dans la peau des gens qui, à l'heure actuelle, se battent contre nous en Algérie. Il est bien certain qu'ils vont voir là la chance que, demain, avec des Socialistes, puisqu'ils ont décroché, que, demain, s'ils devaient rentrer, une autre politique, plus libérale, plus large, serait possible.
Avant-dernière préoccupation, avant-dernier risque, celui que j'évoquais tout à l'heure, il est probable qu'en refusant la participation, nous faisons cesser l'expérience Pleven.
Je vous ai dit ce matin ce qu'était là-dessus ma conviction, mon impression personnelle. Je ne Pense pas que le Président Pleven, quand il aura appris notre décision - je ne le crois pas, je peux me tromper - devant le refus Socialiste, décide, comme conséquence immédiate de ce refus, de renoncer. Ce que je crains et devant notre refus - c'est que, d'autres, disent immédiatement : "Dans ce cas-là, on n'y va pas ! Du moment qu'il n'y a pas les Socialistes, n'y allons Pas !"
Ce que je crains, c'est que des réponses de cet ordre viennent des MRP, viennent des Radicaux, des Indépendants peut-être, et que M. Pleven soit alors obligé de se récuser, que nous nous lancions aujourd'hui dans une épreuve difficile, avec une série de refus du même ordre - là, je reviens à mon propos de tout à l'heure - et que ceci soit immédiatement interprété par tous comme le dépôt de notre candidature à la direction du gouvernement.
Enfin, dernier argument, mais c'est plutôt une transition pour passer à l'idée suivante : si on aligne tout ce que j'ai dit : l'opposition systématique, le retrait sur l'Aventin, la participation, la recherche d'une autre majorité, il ne reste plus qu'une solution : c'est le soutien. Je sais bien que le soutien, aujourd'hui, a toutes les faveurs, mais je voudrais qu'on soit honnête avec nous-mêmes et qu'on sache ce que cela veut dire.
Le sentiment de soulagement d'aujourd'hui, je le comprends pour le partager, seulement, est-ce que nous savons bien ce que cela veut dire ? Est-ce que, dans un avenir plus proche qu'on ne croit, si un gouvernement se constitue grâce à nous, avec promesse de soutien, est-ce que, dans un avenir très proche, nous n'allons pas nous mettre à souffrir terriblement, lorsque toute la propagande va

Fondation Jean Jaurès

être faite, cette fois, sur le thème : "Vous êtes responsables de tout ce qui se passe. Vous êtes responsables de toute l'action de ce gouvernement, puisque vous le tolérez, puisqu'il suffirait que vous soyez contre pour le renverser". Je me sens prêt à affronter cela, mais est-ce que tous les camarades qui, aujourd'hui, vont se prononcer contre la participation et pour le soutien, sont bien sûr qu'ils tiendront longtemps ?… (applaudissements)… Est-ce qu'il n'y a pas cette possibilité, au bout de deux ou trois débats parlementaires, qu'ils disent : " Ah non ! On ne peut plus ! " ?

Alors, camarades, il faut que nous ayons le courage de dire, dans l'hypothèse où c'est le soutien, que si nous ne voulons plus prendre ces responsabilités, par contre, il nous faut permettre, dès l'instant que les institutions ne sont pas menacées, dès l'instant qu'il n'y a pas menace contre la République et sous cette unique réserve, il nous faut permettre à la République d'avoir un gouvernement. Il faut que ce soit cela le critère, le critère unique.

J'ai terminé mon analyse. Il me faut conclure. Je vous l'ai dit, j'ai parfaitement conscience de la responsabilité très grande qui est aujourd'hui la nôtre. Les camarades ont dit ce qu'était la mienne. Elle ne serait terrible pour moi que dans la mesure où j'aurais la possibilité d'influencer les décisions du Conseil national. C'est pourquoi je veux être ce soir plus modeste que je ne l'ai jamais été. Je voudrais que vous considériez que la position que je prends ne peut et ne doit absolument pas infléchir la pensée de celui qui, tout à l'heure, aura à voter. La responsabilité que nous allons prendre est grave. On ne sait pas si, dans les semaines qui viennent, nous n'aurons pas, les uns et les autres, à la regretter. C'est ce qui me fait, à moi, obligation de ne pas me dérober, de ne pas me contenter d'une analyse, de dire : "Voilà les avantages, les chances et les risques". Je veux, moi aussi, avoir dit ce pour quoi je me prononce. Nous avions une politique, comprise du pays. Les dernières élections ont prouvé que nous ne nous étions pas trompés quand je l'affirmais comprise du pays. Cette politique, pendant seize mois, nous l'avons appliquée avec loyauté. On nous a empêché de continuer.

Si quelqu'un, aujourd'hui, veut en faire une autre, à mon avis, il y a trois cas. La première hypothèse est celle dans laquelle nous avons vécu avec les deux derniers gouvernements qui essayaient de tenir compte de nos préoccupations, - celui-ci, d'ailleurs, s'il s'était présenté à la même date, aurait eu la même réponse, de ma part au moins, car j'estime que ce n'est pas tellement loin, que c'est très proche, que même quant aux intentions, en ce qui concerne le problème algérien, c'est plus près de nous que tout autre, mais l'expérience et la chute de ces deux gouvernements précédents a prouvé que ce n'était pas viable, que chaque fois que des problèmes graves se posaient, la droite renverse le gouvernement, dans des conditions telles qu'on ne lui permet de faire qu'une partie de l'action, celle qui correspond non pas à la volonté de la Droite - car elle est bien incapable d'une volonté dans ce domaine - mais qui est accepté -par elle, et pas l'autre. Donc, c'en est terminé.

La deuxième hypothèse, c'est celle du gouvernement qui voudrait se constituer, mais dont nous estimerions qu'il pourrait mettre en danger les institutions ou la

paix, l'hypothèse que, tout à l'heure, j'envisageais. Il faudra qu'il sache que nous sommes contre.
Enfin, dernière hypothèse, c'est qu'un gouvernement se constitue - c'est le cas du gouvernement actuel, c'est le cas du gouvernement Pleven - pour faire, même à regret, (c'est ma conviction profonde en ce qui concerne Pleven) pour faire une politique qui est différente de la nôtre, mais qui ne menace ni la paix, ni les institutions. Il faut alors que nous prenions l'engagement de lui permettre de se constituer, de lui permettre de vivre, de lui permettre d'agir, que nous gardions avec lui les contacts suffisants, permanents, pour essayer d'influencer au maximum sa politique. Il faut donc lui apporter, et lui apporter durablement, nos voix, mais il faudra lui faire comprendre, à lui, et - ce qui est plus important encore - faire comprendre à l'opinion dans ce pays, le faire comprendre dès ce soir, dès demain, que l'on peut apporter nos voix, mais que cette politique doit se faire sans nos hommes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Commin.

Pierre Commin - Nous vous proposons la Commission des résolutions suivante : Begharra - Bidet - Boutbien -Cassagne - Charlot - Coffin - Defferre - Deixonne - Delabre -Depreux - Fuzier - Gazier - Guyon - Jaquet - Lacoste - Lancornet Augustin Laurent - Leenhardt - Lejeune - Loustau - Lussy -Mazier - Métayer - Jules Moch - Marcel-Edmond Naegelen -Notebard - Pineau - Gustave Robert - Savary - Tanguy-Prigent -Verdier.

Le président - Camarades, êtes-vous d'accord sur cette Commission des résolutions ?
Bien. La réunion a lieu dans la salle en-dessous de celle-ci. Ce ne sera sûrement pas très long, parce que nous n'avons pas de longs textes à préparer. Nous allons suspendre la séance une heure. Nous reprendrons nos travaux à 19 heures 15.
La séance est suspendue.

(La séance est reprise à 20 heures 15)

Le président - La séance est reprise. Il y a deux motions. Je donne la parole à Boutbien, rapporteur de la motion de la minorité de la Commission des résolutions.

Léon Boutbien

Camarades, nous arrivons à l'ultime minute de ce débat et chacun sent le poids de ses responsabilités, le poids de son vote.
Des camarades ont exprimé à cette tribune un légitime ressentiment, ressentiment qui est né de cette médiocrité de la Droite française, de son incompréhension, de son incohérence politique, de ses tribulations invraisemblables qui l'ont amenée à des collusions qui, en moins d'un an, ont

Fondation Jean-Jaurès

provoqué trois crises gouvernementales.
En face de cette attitude, les Socialistes ont loyalement pris leurs responsabilités et aujourd'hui, on essaie, il est vrai, dans une certaine fraction de l'opinion et de la presse, de faire rejeter cette crise et sa prolongation sur le Parti Socialiste lui-même.
Nous dénonçons cela comme une des manœuvres les plus grossières de cette droite inconséquente, mais quel que soit notre ressentiment, le problème reste posé pour nous de savoir comment il convient de répondre à l'offre qui nous a été faite par le Président Pleven.
Je dois dire que, dans ce débat qui a passionné le Conseil national, où tous les camarades, avec des arguments dont la valeur n'était pas discutable et avec la même sérénité, se sont affrontés, nous avons eu, les uns et les autres, des troubles de conscience et des indécisions.
Notre camarade Guy Mollet les a exprimés à son tour et schématisant les différentes options possibles, il en est arrivé à soutenir la thèse d'un soutien.
On a beaucoup discuté ici des avantages, des inconvénients, du soutien. On a également discuté des avantages et des inconvénients de la participation, voire de l'opposition, "le retrait sur l'Aventin", comme l'on a dit.
Un certain nombre de camarades à la Commission des résolutions - et ils sont minoritaires - ont estimé qu'on devait répondre favorablement à la proposition faite par le Président Pleven, mais ils regrettaient que la procédure qui nous est soumise fasse que nous soyons appelés à donner une réponse avant que les Indépendants eux-mêmes aient donné leur avis. Si bien que, de toute manière, même si on envisageait une réponse favorable et positive, on n'excluait pas pour autant de confier au Comité directeur et au groupe parlementaire de poursuivre les négociations d'usage, quant à la valeur du compromis, sa signification et sa portée.
Camarades, je sais qu'une grosse majorité s'est dessinée dans un sens contraire à celui que je viens d'indiquer. Je le regrette personnellement profondément. Je considère que c'est probablement une erreur politique. L'avenir nous départagera.
Nous sommes dans une situation que je n'ai pas besoin de décrire. Vous la connaissez comme moi. Vous sentez ce que signifie la prise de responsabilité du Parti, à une heure aussi grave, où il faut juguler l'inflation, au moment où il faut redonner confiance à la classe ouvrière dans ses destinées, à un moment où il faut peut-être faire une politique dure, mais une politique qui lui soit, en définitive, favorable et définitive. Vous savez aussi que notre ami Lacoste, depuis deux ans bientôt, depuis 1956, mène en Algérie une tâche redoutable et lourde. Votre décision aboutira à son départ et ce seront d'autres que les Socialistes qui seront chargés d'appliquer ou de contrôler l'application de la loi-cadre que nous avions votée. Vous pensez bien que le monde musulman lui-même ne sera pas sans interpréter d'une manière douloureuse la décision de retrait des Socialistes. Ce sera un affaiblissement de la France et un affaiblissement de la politique française dans son ensemble, car il faut bien que chacun mesure le sens de ses responsabilités. Les lendemains qui nous sont

réservés sont des lendemains durs et difficiles. Nous allons maintenant nous engager dans un rebondissement de la crise, selon les déclarations mêmes qui ont été faites. Je crois que le fait de refuser la participation au gouvernement Pleven, le seul auquel nous aurions pu participer, d'après les déclarations des rapporteurs, entraînera inéluctablement le rebondissement de la crise. Nous ne savons pas encore qui, demain, sera appelé et dans quelles conditions nous aurons à nous prononcer.

La majorité dira si la non-participation vaut pour le gouvernement Pleven, pour la durée de la crise ou pour la durée de la législature. Nous aurons à nous prononcer pour savoir si ce soutien sera un soutien conditionnel, dans quelles conditions il s'effectuera et comment, en définitive, le Parti sortira de cette épreuve.

Aujourd'hui, nous avons simplement, sans passion, sachant la difficulté du choix pour tous, voulu indiquer aux camarades du Conseil national, dans un texte que nous avons fait court, notre état d'esprit. Il est légitime que, dans un débat de cette importance, de cette gravité, les opinions même minoritaires aujourd'hui, se manifestent, comme les opinions minoritaires se manifestaient hier. Je crois que nous prenons une lourde responsabilité. Permettez-moi de vous dire que j'associe cette heure à une heure qui s'est située aux alentours du mois de février 1952, où nous avons provoqué une crise à peu près analogue, sur le même homme, à propos de quelques questions intéressant l'Electricité de France. Il y a eu ensuite un rebondissement de la crise sur Edgar Faure et enfin, ce fut l'expérience de M. Pinay, avec tout ce qu'elle a signifié de conséquences et qu'elle signifie encore de conséquences.

Vous n'avez pas voulu choisir aujourd'hui une option qui vous était offerte bien que, sur le plan du programme, je n'aie pas entendu beaucoup d'objections fondamentales et que, sur la déclaration même de l'Algérie, la thèse de M. Pleven rejoignît singulièrement les thèses Socialistes !

Chacun se prononcera selon sa conscience. Nous, nous nous bornerons simplement à lire le texte que nous avons rédigé à la Commission des résolutions :

"Le Parti Socialiste,

Dénonce à l'opinion publique la responsabilité des hommes et des Partis qui, en moins d'un an, ont provoqué trois crises gouvernementales, sans jamais offrir de politique de rechange.

Le Parti Socialiste, ne voulant en aucun cas porter la responsabilité du blocage des institutions républicaines, ne se refuse pas à priori à aucune formule d'entente gouvernementale, à condition qu'un accord engageant les Partis soit conclu avec toutes les formations nationales et que cet accord soit fait de concessions réciproques. La composition de l'Assemblée Nationale excluant tout cabinet de réelle majorité, seul est possible un compromis que nous nous déclarons prêts à négocier".

Autrement dit, c'est une réponse positive à une offre qui est faite. C'est dans ce sens que nous avons voulu conclure ce débat. Vous sentez très bien comme moi que, quel que soit le sens de votre vote, il faudra tout de même donner une

réponse demain aux graves préoccupations qui seront celles de la France métropolitaine, de son Union Française et de la vie internationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Commin, rapporteur de la majorité.

Pierre Commin

Camarades, je vais vous lire le texte qui a été adopté par une très large majorité de la Commission. Je crois que ce texte se passe de commentaires, après le débat qui a eu lieu cet après-midi.
"Après avoir assumé pendant seize mois les plus lourdes responsabilités, le Parti Socialiste a consenti à participer à deux gouvernements de coalition élargie, mais cette acceptation n'a pas assuré la stabilité gouvernementale. Le Parti est aujourd'hui saisi d'une offre de coalition analogue à la précédente. Il en remercie M. Pleven et l'assure que sa réponse n'est pas dictée par des divergences relatives aux principes qu'il a exposés à ses délégués, à propos de l'Algérie, mais le Conseil national ne peut, dans les circonstances présentes, envisager la participation à un tel gouvernement. Celui-ci comprendrait, en effet, les représentants de Groupe qui, avec le concours des voix Communistes, ont en moins d'un an, successivement pris la lourde responsabilité de renverser les gouvernements Guy Mollet et Bourgès-Maunoury, puis de refuser l'investiture à Guy Mollet, enfin d'ouvrir la crise actuelle, en soutenant des thèses excessives et aventureuses.
Le Conseil national assure le Président Pleven du vote de son Groupe Parlementaire en faveur de son investiture et de sa ferme volonté de lui apporter son soutien.
Il affirme enfin que sa décision ne vise nullement M. Pleven dans la situation actuelle. Il ferait la même réponse à toute autre offre de participation ou de direction".

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades,
Un seul mot avant le vote.
C'est un appel que je voudrais lancer à Léon Boutbien et à ceux des camarades de la minorité de la Commission.
Je suis d'accord au moins sur un point avec ce qu'a dit Léon Boutbien : le choix que nous faisons ce soir est un choix difficile. Nous savons tous que nous prenons de très grands risques. Il pense, lui, que c'est une erreur. Je lui dirai volontiers que, dans ce cas-là, il vaudrait mieux qu'on se rende compte tous ensemble de cela, mais ce ne sera pas l'essentiel de mon argument. Ce que je crains le plus, si le texte présenté par Boutbien et ses amis est maintenu jusqu'au vote, c'est que des interprétations dangereuses ne soient faites de cette division.

C’est la raison pour laquelle je crois que nous avons ce soir, en cette heure difficile, besoin d’être plus unis que jamais. Pour éviter toute espèce d’interprétation, quelle qu’elle soit - j’insiste - je leur demande de retirer leur texte.

Léon Boutbien - Camarades, je retire très volontiers ce texte, bien que j’aie marqué ici le désaccord qui nous sépare. Nous n’avons peut-être pas besoin, en effet, à une heure aussi grave, de nous opposer sur la place publique par des textes qui pourraient transpirer hors de cette salle.
Je demande simplement à ceux de nos camarades qui ont rédigé ce texte avec moi, de s’abstenir ou de voter contre le texte qui leur sera proposé par la majorité.

Le président - Camarades, est-ce que quelqu’un demande le vote par mandat, puisqu’il n’y a plus qu’un texte ?

Dans la salle - Oui.

Le président.- Des camarades ont répondu affirmativement...
(Protestations)
Nous avons un règlement : c’est le dixième. Que ceux qui sont partisans d’un vote par mandat le manifestent en levant leur mandat rose.
(Il est procédé au vote à mains levées)
Il n’y a pas le dixième. Dans ce cas, nous allons voter sur le texte à mains levées.
Que ceux qui sont partisans de voter ce texte lèvent la main avec leur mandat rose.
Baissez les mains. Avis contraires ?
(4 voix contre)
Abstentions ?
(7 abstentions)
Le texte est donc adopté.

Pierre Commin - Camarades,
Je vous donne rendez-vous demain matin, à 9 heures 30.

Le président - La séance est levée.

(La séance est levée à 20 heures 30)

Fondation Jean-Jaurès